



2024 Rapport Annuel

Fonds fiduciaire
d'urgence de l'UE
pour l'Afrique



Commission Européenne

Fonds fiduciaire de l'Union Européenne pour l'Afrique

Adresse: Rue de la Loi 41, B-1049 Brussels

Téléphone: +32 (0) 2 299 11 11

Courriel: intpa-eutf-africa@ec.europa.eu

Website: ec.europa.eu/trustfundforafrica

Credits

© Union Européenne, 2025

Conception et mise en page: Pomilio Blumm srl

Photo de couverture: © hadynyah

Reproduction autorisée, moyennant mention de la source.

Une fiche bibliographique figure à la fin de l'ouvrage.

Ni la Commission Européenne ni aucune autre personne agissant en son nom ne saurait être tenue responsable de l'utilisation qui pourrait être fait des informations contenues dans la présente publication.

Office des publications de l'Union Européenne, 2025

2025 – 100 p. – 21x29.7 cm

Numéro de catalogue: MN-01-25-001-FR-N

ISBN: 978-92-68-23811-0

doi: 10.2841/6727277

ISSN: 2599-6193

Table des matières

Liste des abréviations	5
Résumé exécutif	6
CHAPITRE 1	
Aperçu	9
1.1 2024 en un coup d'œil	10
1.2 Aperçu financier	17
1.3 État d'avancement	18
1.4 Activités de recherche, suivi et évaluation	20
1.4.1 Le Système de Suivi et d'Apprentissage (MLS)	20
1.4.2 Système de suivi axé sur les résultats (ROM)	21
1.4.3 Facilités de Recherche (REF)	22
1.4.4 Évaluations	22
1.5 Communication	26
1.6 Prochaines étapes	28
CHAPITRE 2	
Orientations stratégiques, mise en œuvre et résultats	31
2.1 Sahel et lac Tchad	32
2.1.1 Principaux résultats obtenus dans la région en 2024	34
2.2 Corne de l'Afrique	46
2.2.1 Principaux résultats obtenus dans la région en 2024	48
2.3 Afrique du Nord	60
2.3.1 Principaux résultats obtenus dans la région en 2024	62
CHAPITRE 3	
Rapport financier	75
3.1 Montants annoncés et reçus	76
3.2 Montants du FFUE pour l'Afrique versés pendant la période considérée	81
3.3 Administration du FFUE pour l'Afrique	82
CHAPITRE 4	
Gestion et contrôle interne	83
4.1 Résultats du contrôle	85
4.2 Observations et recommandations du Service d'Audit Interne/Cour des Comptes Européenne	85
4.3 Évaluation de l'efficacité des systèmes de contrôle interne	86
CHAPITRE 5	
Annexes	87



Liste des abréviations

AGR	Activités génératrices de revenus
CCE	Cour des comptes européenne
CEDEAO	Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest
DG INTPA	Direction générale pour les Partenariats Internationaux
DG NEAR	Direction générale pour la Politique européenne de Voisinage et les négociations d'élargissement
EFTP	Enseignement et formation techniques et professionnels
FED	Fonds européen de développement
FFUE	Fonds fiduciaire d'urgence de l'UE pour l'Afrique
HCR	Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés
IGAD	Autorité intergouvernementale pour le développement
MLS	Système de suivi et d'apprentissage
MPME	Micro, petites et moyennes entreprises
NDICI- Europe dans le monde	Instrument de voisinage, de développement et de coopération internationale
OIM	Organisation internationale pour les migrations
OLAF	Office européen de lutte antifraude
ONG	Organisation non gouvernementale
PDI	Personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays
PIP	Programme indicatif pluriannuel
REF	Facilité de recherche
ROM	Monitoring axé sur les Résultats
UE	Union européenne
UN	Nations Unies
UNICEF	Fonds des Nations Unies pour l'enfance

Résumé exécutif

Le Fonds fiduciaire d'urgence de l'Union Européenne pour l'Afrique (FFUE pour l'Afrique) a été créé pour aider les personnes les plus vulnérables et les plus marginalisées, parmi celles-ci les réfugiés, les personnes déplacées à l'intérieur du pays (PDI), les migrants et les membres de communautés d'accueil. Au cours de ces neuf dernières années, le FFUE pour l'Afrique a fait preuve d'un grand dynamisme pour fournir une réponse coordonnée de la part de l'UE, de ses États membres et d'autres donateurs aux multiples difficultés à travers les régions du Sahel et du lac Tchad, de la Corne de l'Afrique et de l'Afrique du Nord.

En 2024, les trois régions du FFUE pour l'Afrique ont été marquées par des crises politiques – avec des changements de régime dans la région du Sahel – et des conflits armés, comme la guerre civile du Soudan en cours qui est à l'origine de la plus grande crise de migration au monde. Les répercussions continues de la guerre d'agression de la Russie contre l'Ukraine, les difficultés économiques aggravées par une forte inflation et l'impact de plus en plus dévastateur du changement climatique sont autant de facteurs qui ont contribué à détériorer les moyens de subsistance des populations les plus vulnérables en Afrique.

Dans ce contexte, et malgré la clôture de nombreux projets, le FFUE pour l'Afrique a continué à démontrer sa capacité à soutenir les personnes les plus vulnérables et marginalisées à travers ses quatre Objectifs Stratégiques : multiplier les opportunités économiques et d'emploi; renforcer la résilience des communautés; améliorer la gestion des migrations; améliorer la gouvernance et la prévention des conflits. Grâce à la coopération étroite avec les États membres de l'UE et les pays partenaires africains, le FFUE pour l'Afrique a continué à favoriser le dialogue et la coordination sur les migrations et les déplacements forcés dans le but de s'attaquer à leurs causes profondes et de promouvoir la stabilité.

Comme cela a été rappelé lors de la onzième réunion du conseil d'administration du Fonds Fiduciaire de l'Union Européenne pour l'Afrique en décembre 2024, depuis janvier 2022, il n'est plus possible d'approuver de nouveaux engagements financiers ou de nouveaux compléments budgétaires. Jusqu'à la fin de la période de mise en œuvre opérationnelle du FFUE pour l'Afrique, fixée au 31 décembre 2025, seuls les engagements

financiers liés aux activités administratives telles que les audits, les évaluations, le suivi et la communication sont possibles. Par conséquent, le montant total des programmes opérationnels approuvés est resté le même qu'en 2023 (4 935 millions d'euros). De même, parallèlement à la fin de la phase de contractualisation, en 2024, le FFUE pour l'Afrique n'a pas reçu de financement supplémentaire. Au 31 décembre 2024, le montant total des ressources allouées au FFUE pour l'Afrique, qui comprenait les coûts administratifs, s'élevait à 5 061,7 millions d'euros. Depuis le lancement du Fonds Fiduciaire de l'Union Européenne pour l'Afrique, 248 programmes ont été approuvés dans les trois régions, tandis que les paiements opérationnels cumulés s'élevaient à 4 671 millions d'euros.

En 2024, comme les années précédentes, les programmes du FFUE pour l'Afrique ont continué à être exécutés par un large éventail de partenaires de mise en œuvre, allant des agences des Nations unies et organisations internationales, aux États membres de l'UE et autres bailleurs de fonds, aux organisations non gouvernementales (ONG) locales et internationales. Dans certains cas, le FFUE pour l'Afrique a soutenu des pays partenaires via un soutien budgétaire.

Comme de nombreux programmes du FFUE pour l'Afrique touchent à leur fin, un ensemble de plus en plus riche de données probantes est généré par des évaluations sectorielles et des évaluations de programmes. Ces études contribuent à comprendre l'impact du Fonds Fiduciaire de l'Union Européenne pour l'Afrique et éclairent déjà les nouveaux programmes financés dans le cadre de l'instrument de voisinage, de développement et de coopération internationale NDICI – Europe dans le monde. En outre, les systèmes de suivi et d'apprentissage (MLS) désormais bien établis ont continué à documenter les résultats des programmes du FFUE pour l'Afrique par la publication de deux rapports chacun pour la Corne de l'Afrique et les régions du Sahel et du lac Tchad (un rapport annuel pour 2023 et un pour le premier semestre 2024) et d'un rapport annuel jusqu'à fin mai 2024 pour la région du Nord de l'Afrique. Les MLS dans les trois fenêtres ont produit 43 exemples de réussite de projet qui fournissent des connaissances supplémentaires sur les effets du FFUE pour l'Afrique.

Quelques exemples de ces histoires de réussite par fenêtre régionale sont inclus dans le présent rapport. Enfin, l'évaluation finale de l'instrument du FFUE pour l'Afrique a été lancée à la fin de 2024.

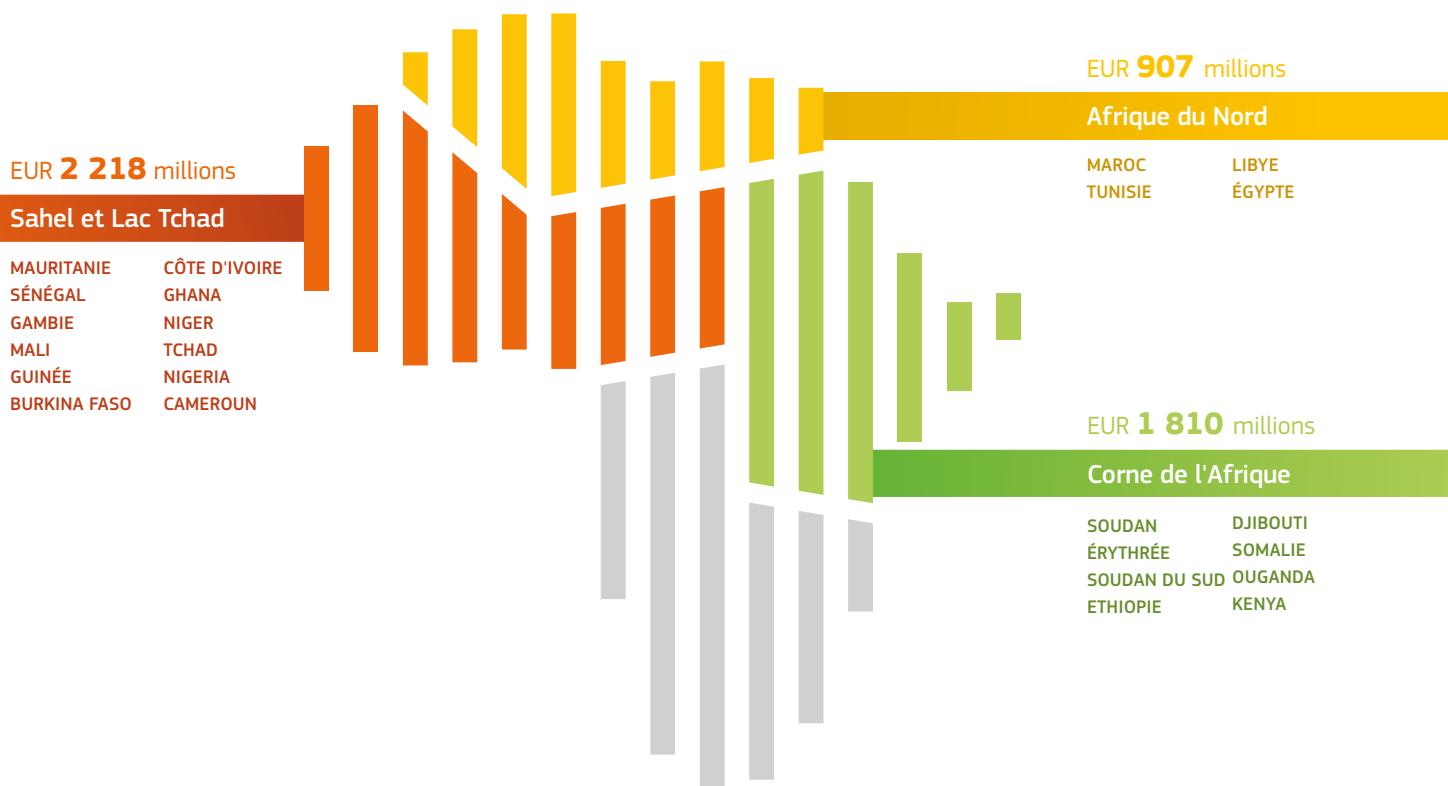
En septembre 2024, la Cour des Comptes Européenne (CCE) a publié son rapport final concernant l'audit de performance de la CCE du FFUE pour l'Afrique. La CCE a fait quatre recommandations qui ont été acceptées par la Commission et qui seront mises en œuvre lors des prochaines années.

En ce qui concerne les activités de communication, le site web du FFUE pour l'Afrique continue d'héberger des actualités et des histoires recueillies sur le terrain, avec des mises à jour régulières sur les programmes.

La visibilité du FFUE pour l'Afrique est également assurée par les diverses initiatives menées par les délégations de l'UE dans les pays partenaires.

À un an de la fin de la mise en œuvre des programmes du FFUE pour l'Afrique, l'accent a été mis tout au long de l'année sur la production de résultats et d'enseignements susceptibles d'éclairer les décisions relatives aux nouveaux programmes financés au titre de l'instrument NDICI – Europe dans le monde, pour s'attaquer aux causes profondes des migrations et des déplacements forcés. Dans de nombreux cas, ces programmes poursuivent des initiatives fructueuses du FFUE pour l'Afrique, garantissant ainsi leur impact durable. La section 1.6 "Prochaines étapes" présente une vue d'ensemble des programmes financés dans le cadre du programme NDICI – Europe dans le monde montrant la continuité des actions du FFUE pour l'Afrique.

Figure 1 – Montants totaux des fonds approuvés par région



Sahel et du lac Tchad

La région du Sahel et du lac Tchad est restée plongée dans des crises politiques en 2024. Après avoir décidé de quitter l'Alliance du G5 Sahel, le Burkina Faso, le Mali et le Niger ont également annoncé en janvier 2024 leur intention de se retirer de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), ce qui a engendré de l'incertitude dans la région. L'instabilité politique et le manque de sécurité qui en découlent ont permis la résurgence de groupes armés et amplifié le risque de débordement terroriste du Sahel vers les pays côtiers, avec des implications potentielles pour les migrations et la criminalité organisée. Par conséquent, les déplacements dans la région sont restés importants, en particulier dans les pays du Sahel - Burkina Faso, Tchad, Mali, Mauritanie et Niger - avec 10,1 millions de personnes déplacées de force au cours du premier semestre 2024, ainsi que des mouvements transfrontaliers et des migrations vers l'Europe. L'investissement dans le capital humain a constitué une approche majeure du FFUE pour l'Afrique qui a soutenu la création d'emplois et renforcé l'enseignement et la formation techniques et professionnels (EFTP) ainsi que le développement des compétences dans la région. Les programmes financés par le FFUE pour l'Afrique se sont également concentrés sur la sensibilisation aux risques associés à la migration irrégulière ainsi que sur le renforcement de la résilience, la gouvernance, la prévention des conflits et les droits de l'homme dans toute la région.

Le financement total approuvé dans la région du Sahel et du lac Tchad depuis le début du FFUE pour l'Afrique s'élève à 2 218 millions d'euros.

Corne de l'Afrique

En 2024, la situation dans la région de la Corne de l'Afrique, confrontée aux effets dévastateurs du changement climatique et de la dégradation de l'environnement dans une situation socio-économique déjà désastreuse, est restée fragile. En outre, l'instabilité politique et les problèmes d'insécurité persistent dans toute la région, notamment en raison de la guerre civile au Soudan, qui a provoqué la plus grande crise de déplacement interne, ainsi que des conflits internes en Éthiopie, de l'insécurité en Somalie et des conséquences générales de la crise de la mer Rouge. Le Kenya et Djibouti ont tous deux confirmé leur stabilité et ont le potentiel de jouer un rôle constructif dans la médiation, la paix et la sécurité. Malgré la suppression progressive du FFUE pour l'Afrique et la diminution logique des projets à moyen et long terme, celui-ci a continué à investir

dans des domaines prioritaires tels que la création de meilleures opportunités économiques et d'emploi et les migrations. D'autres projets ont ciblé le développement humain pour répondre aux situations les plus fragiles, par exemple par le biais de programmes de nutrition et d'une assistance liée à la sécurité alimentaire qui a été fournie en particulier en réponse à la crise du Soudan et à ses retombées dans les pays voisins.

Le financement approuvé dans la région de la Corne de l'Afrique depuis le début du FFUE pour l'Afrique est de 1 810 millions d'euros.

Afrique du Nord

La crise politique au Niger et l'instabilité géopolitique, comprenant aussi l'éclatement de conflits impliquant le Soudan, Israël, le Liban et la Palestine, ont également été ressenties dans les pays voisins de la région de l'Afrique du Nord, qui ont maintenu la pression de la migration irrégulière vers l'Europe. Néanmoins, les arrivées irrégulières dans l'UE ont considérablement diminué en 2024, avec une baisse significative des mouvements migratoires le long de la route de la Méditerranée centrale, qui a diminué de 59% par rapport à 2023. La Libye et la Tunisie sont les deux principaux pays de départ vers l'Italie, avec respectivement 63 % et 29 % de tous les franchissements irréguliers des frontières en 2024. La migration le long des routes de la Méditerranée occidentale et de l'Atlantique a également connu une augmentation modérée, avec un total de 63 903 arrivées - soit une augmentation de 13% par rapport à 2023. Alors que de nombreux projets du FFUE pour l'Afrique sont arrivés à leur terme, notamment dans le domaine de la protection des migrants vulnérables, des demandeurs d'asile et des réfugiés, d'autres, tels que le soutien à la gouvernance des migrations et la gestion des frontières, ainsi qu'à la migration légale et à la mobilité de la main-d'œuvre, continuent de produire des résultats concrets. Il s'agit notamment de la fourniture d'équipements et de formations aux institutions frontalières, ainsi que de l'amélioration de la gestion des migrations de main-d'œuvre et des programmes de mobilité de la main-d'œuvre vers l'Europe et de retour dans les pays d'origine.

Le montant global du financement approuvé dans la région de l'Afrique du Nord depuis le début du FFUE pour l'Afrique s'élève à 907 millions d'euros.

Les résultats pour chaque région sont détaillés au Chapitre 2 du Rapport Annuel. Les chapitres 3 et 4 présentent le rapport financier pour 2024 et donnent un aperçu des systèmes de gestion et de contrôle interne en place.

CHAPITRE 1

Aperçu



1.1 2024 en un coup d'œil

En 2024, le renforcement de la coopération entre l'UE, ses États membres et ses partenaires africains, notamment par le biais de partenariats globaux (Tunisie, Egypte), a contribué à la réduction des départs irréguliers par mer sur la route de la Méditerranée centrale ainsi qu'à celle des accidents mortels qui y sont liés, alors que les départs irréguliers sur la route de l'Atlantique et de la Méditerranée occidentale sont restés élevés. Cette évolution s'est accompagnée de développements majeurs dans les dimensions internes et externes de la politique migratoire de l'UE, avec l'adoption du Pacte sur les migrations et l'asile. L'Afrique reste le continent le plus touché par les déplacements forcés, et l'UE est intervenue pour aider à résoudre les principales crises. Les conflits, le changement climatique, la dégradation de l'environnement et les catastrophes naturelles dans de nombreux pays africains vulnérables ont entraîné le déplacement de 35 millions de personnes sur le continent, soit près de la moitié du total mondial et trois fois plus qu'en 2009, selon l'Observatoire des situations de déplacement interne.

La situation au Soudan, pays confronté à la plus grande crise de déplacement au monde, s'est encore détériorée en 2024, avec près de 11,5 millions de personnes déplacées à l'intérieur du pays au 31 décembre 2024. 8,8 millions d'entre elles ont été déplacées depuis le début du conflit, selon l'Organisation internationale pour les migrations (OIM). On estime que 3,4 millions de personnes (dont 70% de Soudanais) ont franchi les frontières vers les pays voisins (à savoir l'Egypte, le Tchad, le Soudan du Sud, mais aussi la Libye, l'Éthiopie et, dans une moindre mesure, l'Ouganda, la République centrafricaine et le Kenya) depuis le 15 avril 2023.

Le reste de la région du Sahel est également caractérisé par une escalade des déplacements forcés, principalement dus aux conflits, ainsi que par des besoins de protection accrus. Près de 5 millions de personnes ont été déplacées de force à travers le Burkina Faso, le Mali, le Niger, la Mauritanie et vers les pays côtiers du Bénin, de la Côte d'Ivoire, du Ghana et du Togo en août 2024 - soit une augmentation de 25 % depuis 2020, selon le Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR). Rien qu'au cours du premier semestre 2024, environ 130 000 Maliens ont cherché refuge en Mauritanie. La Mauritanie accueille aujourd'hui 277 000 réfugiés

et demandeurs d'asile, essentiellement des Maliens résidant principalement dans la région frontalière sud-est de Hodh El Chargui, où se trouve le camp de réfugiés de Mbera.

La pression migratoire en Mauritanie et depuis le Mali et le Sénégal, a contribué à l'augmentation des départs irréguliers par la route atlantique, en particulier au cours du premier semestre 2024. Dans l'ensemble, les arrivées par mer via la route atlantique vers les îles Canaries ont augmenté de près d'un cinquième en 2024 (46 877, +19%), selon l'Agence européenne de garde-frontières et de garde-côtes (Frontex). Les principales nationalités identifiées des migrants arrivant en Espagne par mer en 2024 sont les Maliens, les Sénégalais et les Algériens. Pour faire face à cette situation et prévenir les pertes de vies humaines, l'UE et la Mauritanie ont signé une déclaration conjointe établissant un partenariat en matière de migration en mars 2024, accompagnée d'un appui financier. À la suite d'un dialogue sur les migrations avec le Sénégal en septembre 2024, l'UE a annoncé en octobre une aide à la prévention des départs irréguliers.

En revanche, la situation s'est améliorée sur la route de la Méditerranée centrale, où le nombre de franchissements irréguliers des frontières a diminué de plus de moitié (-59 %) par rapport à 2023, en partie grâce au renforcement de la gestion des migrations et aux opérations de lutte contre le trafic de migrants par les autorités libyennes et tunisiennes. Une autre évolution a été l'augmentation du nombre de retours volontaires de migrants d'Afrique du Nord assurés par l'OIM avec le soutien de l'UE (plus de 37 000 retours volontaires d'Afrique du Nord entre décembre 2022 et octobre 2024).

Les dialogues sur les migrations entre l'UE et l'Afrique se sont poursuivis en 2024, constituant une composante importante du partenariat entre les deux continents. Une réunion conjointe de haut niveau des processus de Rabat et de Khartoum sur la coopération UE-Afrique pour la mobilité des compétences a été organisée à Lisbonne en octobre 2024 par le Portugal et l'Egypte, coprésidents des processus respectifs. Elle a été accompagnée par des réunions du conseil d'administration et de coordination des initiatives Equipe Europe sur les

routes Atlantique/[Méditerranée occidentale](#) et Méditerranée centrale, ainsi que par la réunion des hauts fonctionnaires du dialogue sur les migrations et la mobilité de continent à continent entre l'Union africaine et l'UE. En novembre 2024, la quatrième conférence régionale de haut niveau sur le mécanisme permanent de suivi de la déclaration de Niamey sur la lutte et la prévention du trafic de migrants et de la traite des êtres humains s'est tenue à Rome. Au niveau multilatéral, les partenaires européens et africains ont également pu dialoguer à Genève en janvier 2024 lors du 14e sommet du Forum mondial sur la migration et le développement, organisé sous la présidence de la France.

En matière de politique migratoire, l'UE a adopté une réforme historique en mai 2024 avec dix actes législatifs dans le cadre du système européen de migration et d'asile. Le Pacte européen sur les migrations et l'asile adopté définit un ensemble de règles qui permettront de gérer les arrivées de manière ordonnée, de mettre en place des procédures efficaces et uniformes et à assurer un partage équitable des responsabilités entre les États membres. La réforme traite de questions telles que l'identification des migrants irréguliers à leur arrivée dans l'UE; les données biométriques; les procédures de présentation et de traitement des demandes d'asile; les règles permettant de déterminer l'État membre responsable du traitement d'une demande d'asile; la coopération et la solidarité entre les États membres ainsi que la manière de gérer les situations de crise, comme par exemple des cas d'instrumentalisation des migrants.

Le FFUE pour l'Afrique a continué à soutenir la stabilité et à s'attaquer aux migrations et aux déplacements forcés (ainsi qu'à leurs causes profondes) en mettant en œuvre les projets actuels en étroite collaboration avec les partenaires africains. Parallèlement, de nouvelles actions dans ces domaines sont en cours d'adoption et de mise en œuvre dans le cadre de l'instrument NDICI-Europe dans le monde, certaines d'entre elles s'appuyant sur l'expérience du FFUE pour l'Afrique. En 2024, l'examen à mi-parcours de la programmation NDICI-Europe dans le monde a confirmé la pertinence des travaux sur les migrations et les déplacements forcés en Afrique subsaharienne.

Sahel et Lac Tchad

La région du Sahel et du lac Tchad est confrontée à des défis majeurs, notamment une instabilité politique marquée par des coups d'État au Mali, au Burkina Faso, au Niger et en Guinée, ainsi que des menaces sécuritaires, y compris le risque d'une propagation du terrorisme du Sahel vers les pays côtiers, avec des conséquences potentielles sur les migrations, le terrorisme et la criminalité organisée. L'incertitude règne quant aux conséquences sur le long terme du retrait des pays du Sahel central de la CEDEAO. De plus, le changement climatique et la dégradation de l'environnement influencent fortement de nombreux aspects de la vie des personnes et les schémas de mobilité dans la région.

Au **Burkina Faso**, la transition démocratique se déroule difficilement. La situation humanitaire et sécuritaire continue à se détériorer, le pays



"Jardin Ecole" au Burkina Faso © Améliorons nos vies, Burkina Faso

demeurant un épicentre du terrorisme dans la région. L'UE reste déterminée à soutenir la population (en accordant une attention particulière aux jeunes et aux femmes) et à répondre aux besoins des personnes déplacées de force et des migrants.

Au Mali, des facteurs tels que le terrorisme, la stagnation socio-économique et les problèmes de gouvernance alimentent l'instabilité et réduisent l'espace civique.

La situation générale au **Niger** reste préoccupante, du fait que la sécurité, la gouvernance et la situation socio-économique continuent de se détériorer dans un contexte politique de plus en plus complexe. L'UE reste engagée dans le pays avec une approche flexible et pragmatique qui se concentre sur le soutien aux besoins fondamentaux de la population, en particulier en termes de développement humain et de renforcement de la résilience.

La Mauritanie est un partenaire clé de l'UE dans la région, comme en témoigne le partenariat stratégique et global lancé en mars 2024. Les élections présidentielles qui se sont tenues en juin 2024 ont confirmé la consolidation démocratique de la Mauritanie, malgré des manifestations qui ont conduit à de nombreuses arrestations et à une coupure temporaire de l'internet mobile. Le pays est de plus en plus affecté par la crise au Mali et fait face à d'importantes pressions migratoires. Il est important de souligner que la situation des droits de l'homme est confrontée à de multiples difficultés, notamment la situation des défenseurs des droits de l'homme, les conditions de détention dans les prisons, la corruption, la violence à l'encontre des femmes et des filles, la criminalisation de l'homosexualité, l'absence de liberté de culte et la persistance de pratiques liées à l'esclavage.

Le Tchad est un État fragile qui doit faire face à d'importants obstacles en matière de développement. Dans le cadre de la période de transition depuis 2021, une nouvelle constitution a été adoptée à la suite d'un référendum en décembre 2023, et des élections présidentielles ont eu lieu en mai 2024. La sécurité reste une préoccupation majeure en raison de l'effet immédiat de la guerre civile au Soudan, avec près d'un million de réfugiés et de rapatriés au Tchad depuis avril 2023, et de l'instabilité dans la région du lac Tchad. Le pays a été soumis au changement climatique et à la dégradation de l'environnement qui ont aggravé les conditions socio-économiques ainsi que les schémas de mobilité.

La Côte d'Ivoire renforce son rôle de puissance économique en Afrique de l'Ouest. Cependant, des inégalités socio-économiques subsistent. En outre, à l'approche du cycle électoral 2025-2026, elle est exposée à un risque de conflit et de violence électorale.

Le Sénégal est un partenaire important et de longue date de l'UE en Afrique de l'Ouest et il représente un exemple de démocratie dans une région sujette aux coups d'État. L'élection présidentielle du 24 mars et les élections législatives du 24 novembre ont illustré un fort désir de changement. Le Sénégal est un pays d'origine clé de la migration irrégulière ainsi qu'un pays de transit important. L'UE a poursuivi ses discussions avec le Sénégal concernant le retour et la réadmission, et s'est engagée à travailler davantage sur la prévention des départs irréguliers.

La Gambie reste un pôle de stabilité dans la région, malgré la détérioration des conditions de sécurité liée à l'expansion de la menace terroriste djihadiste du Sahel vers les pays côtiers. Après le cycle complet d'élections présidentielles, législatives et locales pacifiques tenues respectivement en 2021, 2022 et 2023, les autorités ont réitéré leur engagement pour la consolidation démocratique et la réconciliation nationale.

Le Ghana est un partenaire clé de l'UE et un pôle de stabilité dans la région. À la fin de l'année 2024, des élections présidentielles et parlementaires pacifiques ont été organisées. Cependant, le pays reste confronté à des vulnérabilités telles que l'inflation persistante, la pauvreté multidimensionnelle et les inégalités territoriales. Le Ghana est également de plus en plus affecté par la situation de conflit au Burkina Faso - avec des milliers de personnes cherchant refuge sur son territoire.

Le Nigéria, le pays le plus peuplé d'Afrique (215 millions d'habitants, qui devraient atteindre 400 millions d'ici 2050), a organisé des élections générales en février 2023. Les défis les plus pressants sont la détérioration de la situation sécuritaire, la hausse de l'inflation, les taux alarmants de malnutrition chez les enfants du Nord et l'éducation (avec 18,4 millions d'enfants non scolarisés en 2024 selon les estimations du Fonds international des Nations unies pour l'enfance (UNICEF)).

Trois ans après le coup d'État en **Guinée**, la junte n'a progressé que lentement dans l'organisation

des élections présidentielles et du référendum constitutionnel, malgré le calendrier convenu avec la CEDEAO, qui prévoyait la fin de la transition pour la fin de l'année 2024. La consolidation de la junte militaire s'est accompagnée d'une restriction de l'espace civique et des libertés fondamentales, avec notamment le bannissement des trois principaux médias privés et la disparition de deux activistes en juillet. L'économie reste peu diversifiée et non intégrée. La Guinée reste un pays d'origine de la migration irrégulière.

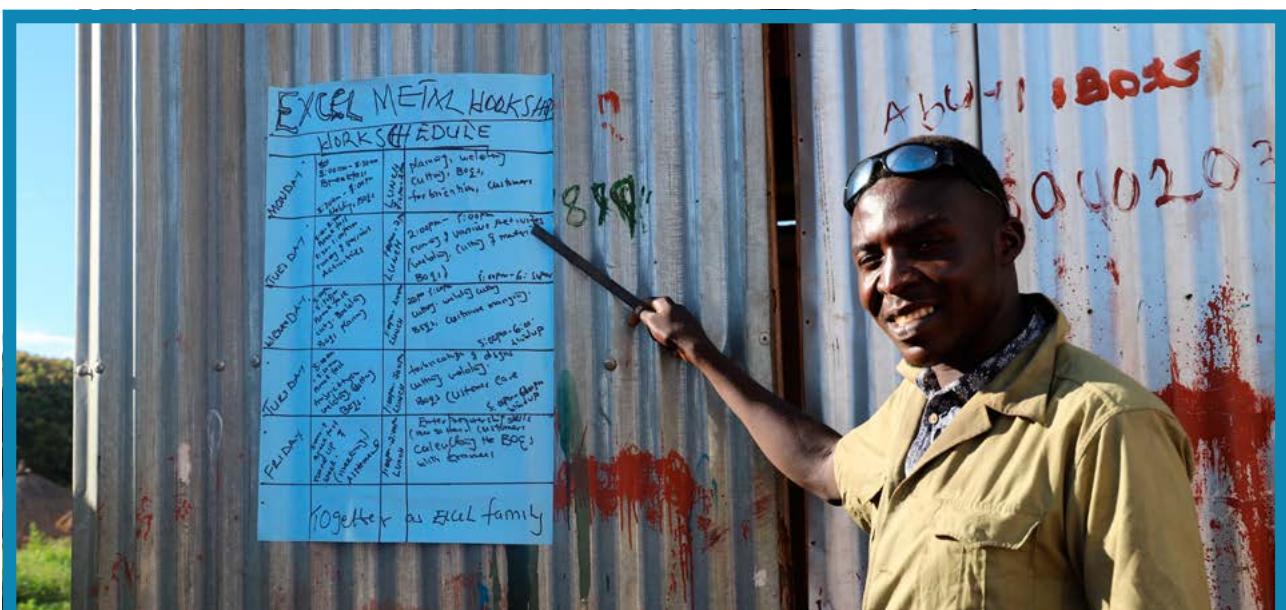
En tant que pays à revenu moyen inférieur, le Cameroun peut se targuer d'avoir l'économie la plus diversifiée et la plus dynamique d'Afrique centrale. Les difficultés proviennent des faiblesses de la gouvernance institutionnelle et économique et des obstacles relatifs au climat des affaires, notamment la corruption et l'absence de réformes pour le développement du secteur privé. L'importante insécurité à laquelle sont confrontées plusieurs régions en raison des insurrections menées par Boko Haram et l'État islamique, ainsi que les conflits dans les pays voisins, ont entraîné un afflux de réfugiés et de demandeurs d'asile ainsi que de PDI. Depuis 2023, le pays est engagé dans une gestion forte des migrations, accueillant la réunion du Processus de Rabat sur le retour volontaire et la réintégration et devenant un pays de référence pour le Plan d'action de Cadix 2023-2027.

Corne de l'Afrique

La situation dans la Corne de l'Afrique en 2024 reste très fragile, compte tenu de l'impact

dramatique et continu du changement climatique, de la dégradation de l'environnement, des défis économiques, sociaux et politiques, ainsi que des conflits et des problèmes de sécurité qui perdurent dans la région. Au-delà de la guerre au Soudan, du conflit interne dans certaines parties de l'Éthiopie et de l'insécurité en Somalie, les conséquences de la crise de la mer Rouge affectent également la région et entraînent une hausse de l'inflation et de l'insécurité. Les tensions intraétatiques sont également en hausse, depuis le Mémorandum d'entente signé entre l'Éthiopie et le Somaliland au début de 2024. L'UE continue de soutenir les populations vulnérables de la région par le biais de l'aide humanitaire et de la coopération au développement, que ce soit par l'intermédiaire du FFUE pour l'Afrique ou d'autres instruments.

Au Soudan, malgré plusieurs initiatives de médiation, la guerre entre les Forces Armées Soudanaises et les Forces de Soutien Rapide se poursuit, avec des conséquences dévastatrices. Le Soudan est confronté à la plus grande crise de déplacement interne au monde, avec plus de 15 millions de personnes déplacées à l'intérieur et à l'extérieur du pays (en janvier 2025), ce qui a un impact sur tous les pays voisins. Ces déplacements ont exercé une importante pression sur des infrastructures et des services essentiels déjà fragiles, aggravant l'insécurité alimentaire et la pauvreté, surtout parmi les groupes vulnérables tels que les femmes, les enfants et les jeunes. La famine a été déclarée dans le camp de Zam Zam au Darfour Nord. Depuis octobre 2024, le Soudan fait partie des quatre pays du monde ayant la prévalence la plus élevée de



Abuyi forme des jeunes des communautés de réfugiés et d'accueil au soudage de métaux dans son atelier du district de Yumbe, au nord de l'Ouganda.
© Enabel Ouganda

malnutrition aiguë globale. Environ 25 millions de personnes, soit près de la moitié de la population soudanaise, ont besoin de services d'assistance et de protection. Le secteur de l'éducation du Soudan a été gravement perturbé, avec 19 millions d'enfants non scolarisés. Les risques en matière de protection sont omniprésents, avec environ 7,7 millions de personnes confrontées à des risques accrus de séparation familiale, de trafic, d'enlèvement et de violence sexuelle et sexiste. L'UE continue d'apporter un soutien direct au peuple soudanais, en particulier aux plus vulnérables, tout en évitant tout financement transitant par le gouvernement ou toute structure gouvernementale. L'exemple le plus marquant est la fourniture par l'UE et ses États membres de près de 900 millions d'euros pour soutenir la Conférence humanitaire internationale pour le Soudan et les pays voisins, qui s'est tenue à Paris le 15 avril 2024. Cette contribution vise à aider les populations civiles du Soudan et celles cherchant refuge dans les pays voisins en 2024¹.

Après des décennies de conflit armé interne, le **Soudan du Sud** reste dans un processus de redressement post-conflit. Il est confronté à l'instabilité politique, à l'insécurité, à d'importants déplacements de population dus à la fois au conflit et au climat, à une faible gouvernance, à la récession économique et à une mauvaise qualité des services publics, le tout aggravé par les chocs climatiques. En 2024, les dirigeants du pays ont prolongé une seconde fois la période de transition de 24 mois, jusqu'au 22 février 2027. Le conflit au Soudan a encore aggravé la situation nationale difficile. Il y a eu un afflux de réfugiés et de rapatriés (plus de 913 000 jusqu'à janvier 2025) et les exportations de pétrole ainsi que les activités économiques ont été perturbées, ce qui a eu un impact socio-économique important sur ce pays fragile aux besoins humanitaires urgents.

La situation en **Somalie** reste fragile et volatile. Le pays est toujours confronté à des problèmes de sécurité et à des tensions politiques majeures, auxquels s'ajoutent une faible capacité institutionnelle, une situation humanitaire désastreuse, une exposition à des chocs climatiques récurrents et une vulnérabilité socio-économique. Bien que le gouvernement se soit engagé dans un programme de réforme ambitieux qui poursuit le processus de construction de l'État et la modernisation du pays, de nombreux problèmes subsistent, notamment l'insécurité, des

indicateurs de développement humain très faibles et des dépenses limitées dans le secteur social. En décembre 2023, la Somalie a atteint le point d'achèvement de l'Initiative en faveur des pays pauvres très endettés, une étape majeure pour le gouvernement fédéral de la Somalie qui pourrait faciliter l'accès à des ressources financières supplémentaires pour renforcer son économie. L'adhésion de la Somalie à la Communauté de l'Afrique de l'Est en février 2024 pourrait également ouvrir des opportunités pour le commerce et l'accès au marché pour les chaînes de valeur clés, ainsi que pour le développement des infrastructures le long des corridors stratégiques.

En **Éthiopie**, le paysage politique et économique récent présente une image complexe. Si le pays a fait des progrès en matière de réforme économique, les conflits internes (dans l'Oromia et l'Amhara) et les tensions régionales continuent de poser des obstacles importants à la consolidation de la paix, à la stabilité et à la croissance durable. L'influence régionale de l'Éthiopie a diminué en raison des conflits et des désaccords avec les pays voisins, notamment relatifs aux revendications de l'Éthiopie en matière d'accès à la mer. Le Fonds Monétaire International a approuvé le soutien financier au programme de réforme économique de l'Éthiopie, mais l'instabilité politique entrave le commerce et l'investissement. L'UE et ses États membres ont donc la possibilité de continuer à soutenir le processus de reconstruction et de réconciliation post-conflit, mais aussi de coopérer sur le changement climatique et les initiatives d'économie verte, d'accroître les échanges de biens et de services de l'UE et de promouvoir les investissements à mesure que l'économie éthiopienne se libéralise.

Le **Kenya** reste l'économie la plus importante et la plus diversifiée d'Afrique de l'Est et un hub régional pour les transports, la finance et le commerce. Le gouvernement a joué un rôle de premier plan en matière d'adaptation et d'atténuation du changement climatique. Si le pays a le potentiel de renforcer la stabilité régionale et de jouer un rôle constructif dans la paix et la sécurité, il est également confronté à des difficultés, comme le montre la situation macroéconomique difficile qui a alimenté des troubles sociaux violemment réprimés en juin 2024.

Dans ce contexte difficile, **Djibouti** a poursuivi ses efforts de médiation des conflits au sein et entre les pays de la région, en particulier au Soudan

1 Conférence humanitaire internationale pour le Soudan et les pays voisins (Paris, 15 avril 2024) : [Communiqué de la France, de l'Allemagne et de l'Union européenne \[EN/AR\] - Soudan](#)

et entre l'Éthiopie et la Somalie, et a soutenu les acteurs internationaux dans la sécurisation de la mer Rouge. Cela inclut l'arrivée d'une deuxième opération de la force navale de l'UE dans le pays en février 2024, l'opération ASPIDES, qui a été lancée en réponse aux attaques des Houthis contre la navigation internationale en mer Rouge. Néanmoins, l'augmentation des flux migratoires provenant de la route orientale (de la Corne de l'Afrique vers le Yémen) continue à affecter la capacité du pays à fournir efficacement des services de base à sa population. L'UE est en train de renforcer son soutien dans ce domaine par le biais de fonds régionaux et bilatéraux.

L'UE reste engagée dans l'assistance aux populations vulnérables de la région et continue de soutenir les efforts de paix et de stabilisation dans la Corne de l'Afrique. Elle soutient notamment les plateformes de dialogue entre les pays de la région, en particulier l'Initiative pour la Corne de l'Afrique, que la Commission considère comme le cadre structure pour la mise en œuvre du Global Gateway dans la région.

Afrique du Nord

Ces dernières années, le Voisinage Sud de l'Union européenne a été confronté à des défis géopolitiques, socio-économiques et environnementaux complexes qui ont encore influencé les schémas migratoires. L'instabilité géopolitique, y compris le déclenchement de conflits impliquant Israël, le Liban et le Soudan, les répercussions de la guerre d'agression de la Russie contre l'Ukraine et les ralentissements économiques ont maintenu la pression de la migration irrégulière vers l'Europe.

Suivant la tendance générale à la baisse depuis 2015 et malgré l'augmentation importante via la plupart des routes migratoires en 2023, le nombre d'arrivées irrégulières dans l'UE a considérablement diminué en 2024 (avec une baisse de 38 % des arrivées irrégulières par rapport à la même période de l'année dernière). Les traversées irrégulières des frontières sur la **route de la Méditerranée centrale**, notamment vers l'Italie et Malte, ont diminué de 59 % par rapport à 2023, avec un total de 66 766 arrivées en 2024 la Libye et la Tunisie étant en tête de liste des pays de départ vers l'Italie (respectivement 63 % et 29 % de l'ensemble des traversées irrégulières des frontières). En 2024 le Bangladesh et la Syrie ont été les deux principales nationalités d'arrivée irrégulière en Italie et à Malte

(plus de 10 000 arrivées chacun), suivis par la Tunisie et l'Égypte. La pression sur les **routes de la Méditerranée occidentale et de l'Atlantique** a légèrement augmenté en 2024 par rapport à la même période l'année dernière, avec un total de 63 903 arrivées (+13% par rapport à 2023). La majorité des arrivées irrégulières sur le territoire espagnol se sont produites via la route de l'Atlantique vers les îles Canaries, représentant 73 % de toutes les arrivées en 2024. Le reste concerne la route de la Méditerranée occidentale et les traversées irrégulières vers l'Espagne continentale.

En 2024, la Tunisie reste un pays d'origine, de transit et de destination clé le long de la route de la Méditerranée centrale. Malgré le pic de départs enregistré en 2023, la Tunisie a dépassant alors la Libye en tant que principal point de départ en Méditerranée, une baisse importante des départs irréguliers a été enregistrée en 2024 (-80%). Néanmoins, la Tunisie reste un important pays de départ irrégulier vers l'UE, avec environ 19 200 arrivées de migrants en Italie en 2024. Dans ce contexte, les migrants, les réfugiés et les demandeurs d'asile continuent de faire face à des conditions difficiles. Il est important de continuer à aider la Tunisie à faire face à ses problèmes de migration mixte, notamment dans le cadre du Mémorandum d'entente sur un partenariat stratégique et global signé entre la Tunisie et l'UE en 2023.

Historiquement un pays de destination pour les migrants d'autres pays arabes et d'Afrique subsaharienne, la Libye est également devenue de plus en plus un pays de transit vers l'Europe. Les réseaux de trafics et de traite des êtres humains profitent de la position géographique de ce pays, de ses frontières poreuses. En outre, le conflit soudanais a entraîné une augmentation du nombre de personnes fuyant vers la Libye, avec plus de 136 000 ressortissants soudanais actuellement estimés sur le territoire libyen, selon l'OIM. En 2024, les arrivées en Italie en provenance de Libye ont diminué de 21 % par rapport à 2023. Les efforts pour répondre aux principaux problèmes migratoires en Libye se poursuivent dans le cadre financier pluriannuel 2021-2027.

L'Égypte est un pays d'origine, de transit et de destination pour les migrants, les demandeurs d'asile et les réfugiés. Le déclenchement de la guerre au Soudan à la mi-avril 2023 a accru la pression sur l'Égypte pour accueillir des communautés, le nombre de Soudanais demandant une protection

internationale ayant atteint environ 1,2 million en septembre 2024, selon le HCR. Cette situation a entraîné un épuisement accru des capacités d'accueil, alors que la population locale est déjà confrontée à des difficultés socio-économiques. En reconnaissance de son rôle dans la région, la Commission a lancé un partenariat stratégique et global avec l'Égypte. La déclaration conjointe signée le 17 mars 2024 s'appuie sur l'agenda bilatéral en cours et sur l'Accord d'association et les Priorités de Partenariat (2022). Elle couvre six piliers clés, dont la migration et la mobilité, mais aussi les relations politiques, la stabilité économique, le commerce et l'investissement, la sécurité et la démographie ainsi que le capital humain.

Au cours des deux dernières décennies, le Maroc a été un pays d'origine, de transit et de destination.

Alors que les ressortissants marocains représentaient 15 % de l'ensemble des arrivées aux îles Canaries en 2023, ce pourcentage est tombé à 9 % en décembre 2024. De même, leur proportion dans le total des arrivées en Espagne continentale a diminué, passant de 51% en 2023 à 22% en 2024. Dans l'ensemble, la position du Maroc parmi les principaux pays d'origine a diminué. La migration est un pilier important du partenariat de l'UE avec ce pays en raison de sa proximité géographique et despriorités communes. La coopération de l'UE est globale et englobe tous les domaines du Pacte de l'UE sur la migration et l'asile. Elle comprend un programme d'appui budgétaire pour Stratégie nationale en matière d'immigration et d'asile du Royaume du Maroc et le Plan d'action de la stratégie opérationnelle établi par le Ministère de l'Intérieur marocain.



Des femmes participant à une session de formation en Égypte dans le cadre du projet AEDIM. © Conseil National des Femmes (2023)

1.2 Aperçu financier

Au 31 décembre 2024, le montant total des ressources allouées au FFUE pour l'Afrique, comprenant les coûts administratifs, s'élevait à **EUR 5 061.7 millions d'euros**^{*2}. Ce montant inclut :

- **3 385.8 millions d'euros*** du Fonds Européen de Développement (FED) ;
- **1 052.7 millions d'euros*** provenant du budget de l'UE, incluant l'instrument de coopération au développement, l'instrument européen de voisinage, le Fonds d'asile, de migration et d'intégration et le financement de la direction générale de la protection civile européenne et des opérations d'aide humanitaire ;
- **623.2 millions d'euros*** provenant des États membres de l'UE et d'autres donateurs (Royaume-Uni, Suisse et Norvège) ;

En 2024, le montant global des ressources est resté inchangé par rapport à 2023.

Figure 2 - Ressources financières du FFUE pour l'Afrique au 31 décembre 2024 (en millions d'euros)

États membres et autres donateurs

623.2

FED

3 385.8

BUDGET DE L'UE

1 052.7



Gashema, maintenant entrepreneur, a bénéficié du projet Dukorane Umurava, qui autonomise les réfugiés et les communautés d'accueil au Rwanda grâce à la formation professionnelle, la création d'emplois, le soutien aux entreprises et l'aide psychosociale. © GIZ (2023). Photo de Adalbert Niyobugingo/TT Communications.

2 * Montants arrondis à l'excès.

1.3 État d'avancement

Après la fin de la période de contractualisation le 31 décembre 2021, le FFUE pour l'Afrique n'a pas approuvé de nouvelles actions opérationnelles en 2024.

Le nombre total de programmes approuvés à la fin de 2023 est de 248, pour un montant total de **EUR 4 935 millions d'euros** répartis comme suit :

- **114** au **Sahel/Lake Chad** , pour un montant de **2 218 millions d'euros**
- **94** dans la **Corne de l'Afrique** , pour un montant de **1 810 millions d'euros**
- **40** en **Afrique du Nord** , pour un montant d **907 millions d'euros**.

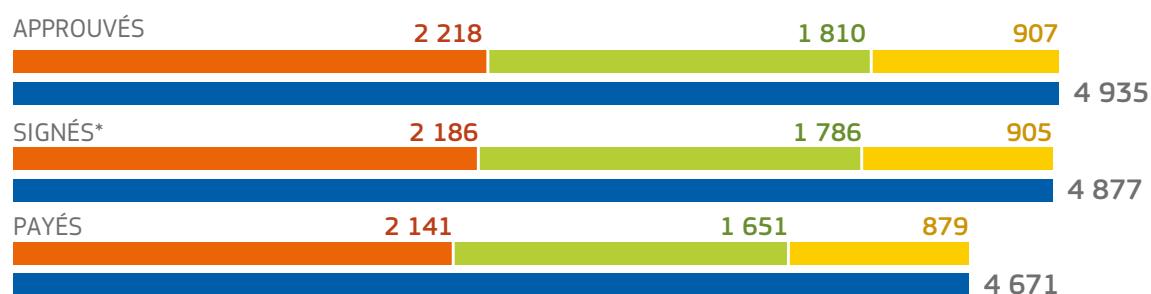
L'Annexe I de ce rapport contient une liste des programmes répartis par région ainsi que leur état d'engagement et de paiement.

A la fin du mois de décembre 2024, le montant des contrats signés s'élevait à **4 877 millions d'euros**.

En 2024, 23 nouveaux contrats pour un montant de 1,8 millions d'euros ont été conclus. Ces contrats étaient uniquement liés à des activités administratives (audit, évaluation, communication, suivi), les programmes ou activités opérationnels ne pouvant plus être financés depuis janvier 2022.

Les paiements opérationnels en 2024 s'élevaient à 162,96 millions d'euros. A la fin de l'année 2024, les paiements opérationnels cumulés s'élevaient à **4 671 millions d'euros**.

Figure 3 - État d'avancement au 31 décembre 2024 (en millions d'euros)



SAHEL/LAC TCHAD

HORN OF AFRICA

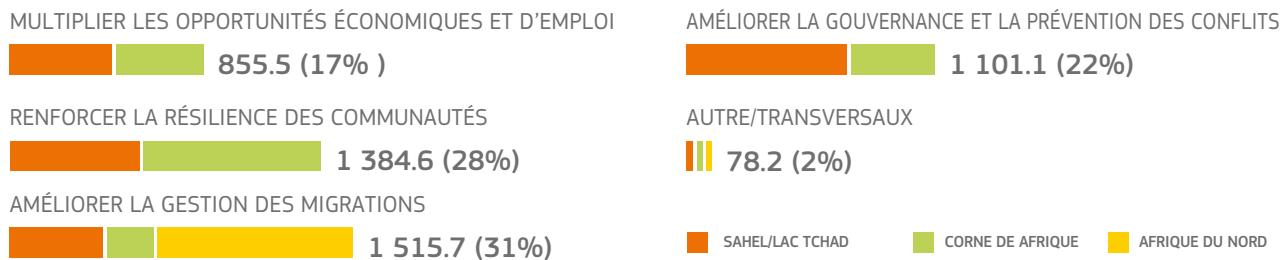
CORNE DE AFRIQUE

Total **

* Ce montant inclut des fonds recouvrés qui ont été contractés (voir chapitre 3 pour plus de détails)

** Les chiffres ont été arrondis à l'excès et comprennent les contrats de multifénêtres.

Figure 4 - Montant total approuvé par objectif stratégique dans les trois régions (en millions d'euros)

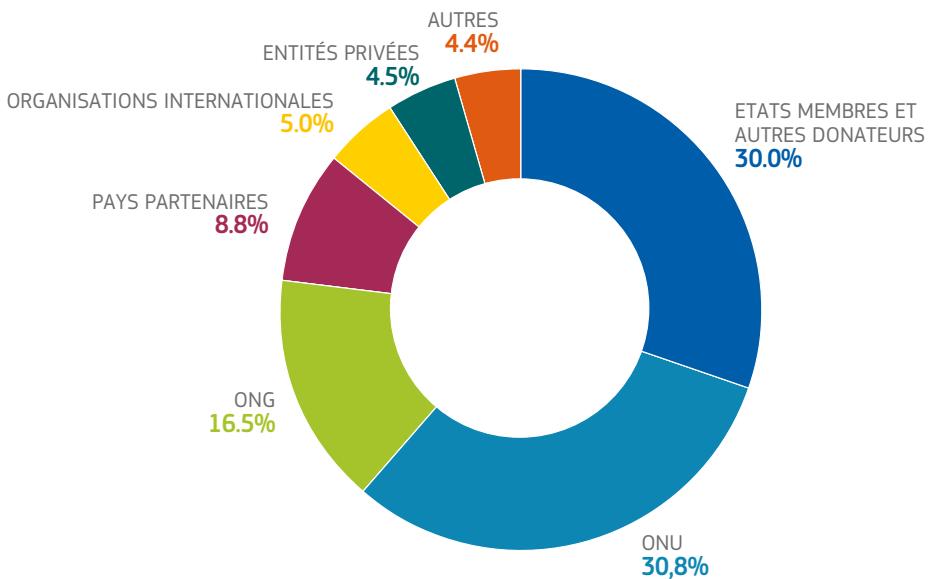


La répartition des financements approuvés par objectif stratégique à la fin de 2024 est la même que celle de 2023 :

- **45%** pour des actions visant à renforcer la résilience des communautés touchées et à promouvoir les opportunités économiques et d'emploi ;
- **31%** pour des actions visant à améliorer la gestion des migrations ;
- **22 %** pour des actions visant à améliorer la gouvernance et la prévention des conflits.

Comme lors des années précédentes, les programmes ont été mis en œuvre par un large éventail de partenaires de mise en œuvre en 2024 ; parmi lesquels des agences des États membres de l'UE et d'autres donateurs, des agences des Nations unies et des organisations internationales ayant des compétences et de l'expérience dans des domaines spécifiques, ainsi que des organisations de la société civile internationales et locales et des organisations non gouvernementales (ONG). 8.8% des financements contractés sont directement utilisés par les pays partenaires dans le cadre d'opérations d'appui budgétaire.

Figure 5 - Répartition des financements contractés par exécutant (en million d'euros)



1.4 Activités de recherche, suivi et évaluation

Le suivi et l'évaluation périodiques des programmes du FFUE pour l'Afrique alimentent la mise en œuvre du fonds. Le suivi et l'évaluation sont effectués à l'aide de différents canaux/outils, comme expliqué ci-dessous.

1.4.1 Le Système de Suivi et d'Apprentissage (MLS)

En 2024, le MLS pour les régions du **Sahel et du Lac Tchad** et de la **Corne de l'Afrique** a continué son travail de collecte de données et deux rapports pour chaque région ont été publiés : un rapport annuel couvrant l'année 2023 et un rapport couvrant le premier semestre de 2024. Ces rapports se sont principalement concentrés sur les réalisations cumulées, mais ont également fourni des informations sur les résultats en s'appuyant sur les données du programme et les éléments provenant des rapports d'évaluation indépendants. Toutes les données produites, regroupées par pays ou par objectif spécifique, sont disponibles dans les rapports MLS sur le site web du FFUE pour l'Afrique³. En outre, une série de quatre infographies par région, présentant les indicateurs de résultats cumulés et non cumulés par objectif stratégique, a commencé à être produite en 2023. Les infographies seront publiées tous les six mois et couvriront les mêmes périodes que les rapports MLS⁴.

Le MLS dans les trois fenêtres a produit 43 récits de réussite de projets (16 pour la Corne de l'Afrique, 21 pour le Sahel et le lac Tchad, et 6 pour l'Afrique du Nord). Ils apportent un éclairage supplémentaire sur les effets du FFUE pour l'Afrique, en mettant en avant les facteurs de réussite et en présentant les perspectives de durabilité de ses actions.

En 2024, cinq études de cas ont été menées dans le cadre du MLS pour la Corne de l'Afrique afin d'analyser les succès, les effets et les enseignements tirés des projets du FFUE pour l'Afrique, et de fournir des informations et des recommandations pour la programmation future. Ces études se sont concentrées sur des domaines thématiques clés, tels que les solutions durables, la prévention des conflits et la cohésion sociale, ainsi que la gestion des migrations. Le travail sur le terrain a été effectué en Ouganda,

au Kenya, au Soudan et en Éthiopie, et plus de 180 informateurs clés et près de 600 participants aux projets ont été consultés.

Les résultats préliminaires de deux domaines thématiques - la contribution du FFUE pour l'Afrique aux solutions durables et son rôle dans la gestion des migrations (la contribution du FFUE pour l'Afrique au processus de Khartoum) - ont été présentés dans le cadre d'un atelier sur l'héritage du FFUE pour l'Afrique qui s'est déroulé à Bruxelles en décembre 2024. Cet atelier a permis de recueillir des informations supplémentaires et d'affiner les études.

En mai 2024, le FFUE pour l'Afrique a entamé une collaboration avec le Centre commun de recherche (CCR) de la Commission afin d'analyser les effets des interventions du FFUE pour l'Afrique sur les moteurs et les schémas de migration dans la Corne de l'Afrique. Cette initiative de recherche, qui s'inscrit dans le cadre du Centre de Connaissances du CCR sur les Migrations et la Démographie, vise à produire une étude complète et une note d'information scientifique à l'intention des décideurs politiques. Les résultats permettront de mieux comprendre comment la coopération au développement influence les migrations et les déplacements forcés, et de tirer des enseignements précieux pour la programmation future. Pour discuter des résultats préliminaires, trois ateliers ont été organisés avec les partenaires de mise en œuvre à la fin de l'année. Un atelier de validation a eu lieu à Bruxelles en décembre, réunissant le personnel de la Commission et des experts d'organisations internationales et du monde universitaire spécialisés dans les migrations et les déplacements forcés dans la région, ainsi que dans les données et les méthodes de recherche.

Depuis 2022, le MLS en place en **Afrique du Nord** utilise un cadre de résultats révisé, aligné sur les quatre priorités stratégiques du FFUE pour l'Afrique dans la région, pour rendre compte des résultats par rapport à l'ensemble des indicateurs de résultats communs utilisés par les trois fenêtres du FFUE pour l'Afrique.

3 https://trust-fund-for-africa.europa.eu/library_en

4 https://trust-fund-for-africa.europa.eu/index_en



Petronille a bénéficié du projet Dukorane Umurava, qui autonomise les réfugiés et les communautés d'accueil au Rwanda grâce à la formation professionnelle, la création d'emplois, le soutien aux entreprises et l'aide psychosociale. © GIZ (2023). Photo de Adalbert Niyobugingo/TT Communications.

En 2024, le MLS a publié son troisième rapport annuel présentant les résultats cumulés de tous les programmes du FFUE pour l'Afrique mis en œuvre dans le nord de l'Afrique jusqu'au 31 mai 2024. Le rapport donne un aperçu des résultats agrégés des réalisations pour chacune des priorités stratégiques du FFUE pour l'Afrique dans la région, ainsi que des exemples d'analyse des résultats extraits des évaluations et des examens du suivi axé sur les résultats (ROM). Le MLS a également lancé cette année un exercice de collecte des résultats afin de fournir une analyse plus complète des résultats de la FFUE pour l'Afrique, qui sera suivi en 2025.

Compte tenu de l'environnement opérationnel complexe et volatile en Libye, deux mécanismes complémentaires de suivi par des tiers ont continué à : (i) rendre compte régulièrement des différents résultats obtenus par les programmes du FFUE pour l'Afrique ; et (ii) fournir une analyse contextuelle des droits de l'homme et de la sensibilité au conflit.

Cette année, un examen spécifique des enseignements tirés du FFUE pour l'Afrique en Libye a été produit par le mécanisme de suivi des résultats par des tiers. Il s'agit de la première étape vers l'identification des effets durables du FFUE pour l'Afrique dans la région. Il sera complété par un rapport complet sur les enseignements tirés du FFUE pour l'Afrique en Afrique du Nord, qui comprendra également des études de cas sur chaque priorité stratégique dans la région.

Les enseignements tirés et les meilleures pratiques identifiées illustreront l'héritage du FFUE pour l'Afrique en Afrique du Nord et fourniront des recommandations pour favoriser l'élaboration de politiques fondées sur des données probantes et la programmation future dans la région.

1.4.2 Système de suivi axé sur les résultats (ROM)

En 2024, les analyses du ROM ont continué à fournir une évaluation indépendante de la performance des programmes du FFUE pour l'Afrique. Un total de 16 examens ROM ont été effectués dans les trois régions du FFUE pour l'Afrique : 7 dans le nord de l'Afrique, 6 dans la Corne de l'Afrique et 3 dans la région du Sahel et du lac Tchad.

À ce jour, un total de 239 revues ROM ont été réalisées depuis le lancement du FFUE pour l'Afrique, dont 109 dans la Corne de l'Afrique, 67 en Afrique du Nord et 63 dans la région du Sahel et du lac Tchad⁵.

5 Les chiffres incluent les ROMs qui n'ont pas été mentionnés dans le Rapport annuel 2023 du FFUE pour l'Afrique.

1.4.3 Facilités de Recherche (REF)

La plateforme de la REF pour la région de la Corne de l'Afrique lancée en 2023, comprenant plus de 60 publications de recherche, a été largement consultée. Ses conclusions ont constitué une source d'analyse importante pour les responsables opérationnels de la région.



Visitez la plateforme multi-contenu : publications, blogs, vidéos, animations et infographies [Research and Evidence Facility: Migration in the Corne de l'Afrique - Research on the drivers of migration in the Corne de l'Afrique](#)

Les deux documents de recherche supplémentaires suivants ont été élaborés :

- « Migration circulaire entre l'Éthiopie et le Golfe : Motivations, expériences et conditions de retour ». Ce document analyse la situation des migrants récemment rentrés en Éthiopie et le cycle du voyage migratoire des rapatriés, du départ au retour, incluant des leçons tirées de leurs expériences.
- Planification de scénarios pour les moyens de subsistance, la sécurité alimentaire et les migrations dans la région du Tigré, Éthiopie ». Ce rapport explore le potentiel de l'approche du nexus humanitaire-développement paix (« triple nexus »). Il examine l'application de cette approche pour relever les défis multiformes de l'Éthiopie, en particulier dans le contexte des déplacements forcés causés par la guerre civile entre le gouvernement fédéral et le Front de libération du peuple tigréen de novembre 2020 à novembre 2022.

Enfin, un manuscrit compilant les recherches sur l'héritage de la REF, intitulé « Une région en mouvement : Politique, migration et déplacement dans la Corne de l'Afrique » sera bientôt publié.

Dans la région du Sahel et du lac Tchad, la REF a continué à produire des rapports et des analyses sur les causes profondes et les moteurs de l'instabilité, de l'insécurité et des déplacements forcés au Nigeria et au Sahel central (Niger, Tchad et Mali).

1.4.4 Évaluations

L'évaluation systématique et opportune de ses programmes est une priorité établie de la Commission européenne. Pour le FFUE pour l'Afrique, l'objectif des évaluations est de fournir une analyse indépendante de la performance de ses interventions, en accordant une attention particulière aux différents niveaux de résultats obtenus et en identifiant les principaux enseignements tirés pour renforcer la programmation future liée aux migrations dans la région.

En 2024, l'accent a été mis sur la préparation du lancement des évaluations finales de projets qui seront menées à la fin de la phase de mise en œuvre du FFUE pour l'Afrique en 2025. Il a aussi été question de préparer l'évaluation finale de l'instrument du FFUE pour l'Afrique en tant que tel. Les évaluations seront essentielles pour informer les actions de suivi planifiées et éventuelles liées à la migration.

En outre, en 2024, les évaluations se sont poursuivies dans les trois fenêtres du FFUE pour l'Afrique et la section qui suit en souligne les conclusions principales.



Atelier de réhabilitation au Centre de Formation de la 10e de Ramadan en Égypte dans le cadre du projet MEPEP © AICS (2023)

Sahel et Lac Tchad

En 2024, les évaluations suivantes tant au niveau thématique qu'au niveau des programmes ont été menées avec succès dans la région :

- L'évaluation de l'impact des projets économiques du FFUE pour l'Afrique (l'évaluation est toujours en cours et couvre l'ensemble du portefeuille du Sahel et Lac Tchad dans le cadre de l'Objectif Stratégique 1 du FFUE pour l'Afrique : « Multiplier les opportunités économiques et d'emploi »).
- Une évaluation du programme de stabilisation d'urgence des zones frontalières du G5 Sahel – 'Programme d'urgence pour la stabilisation des espaces frontaliers du G5 Sahel (PDU – UE)' (couvrant 17 actions dans le cadre de l'Objectif Stratégique 2 du FFUE pour l'Afrique : « Renforcer la résilience des communautés »).

ÉVALUATION DU 'PROGRAMME D'URGENCE POUR LA STABILISATION DES ESPACES FRONTALIERS DU G5 SAHEL (PDU – UE)'



REcosa PDU – UE.
© Croix Rouge: Jardin de case et partage à Sebba, Burkina Faso.

Le programme d'urgence PDU – EU, d'un montant de 147 millions d'euros, est l'une des contributions apportées par l'UE, via le FFUE pour l'Afrique, à la réalisation des objectifs du programme de développement d'urgence conçu en 2018 par le G5 Sahel. Il cible les régions frontalières fragiles des trois zones d'intervention de la Force conjointe (Ouest : Mauritanie/frontière du Mali ; Centre : Mali/Burkina Faso/Niger - Liptako Gourma ; et Est : Niger/frontière du Tchad).

L'objectif principal était d'améliorer les conditions de vie et la résilience des populations frontalières vulnérables dans les régions les plus fragiles des zones frontalières en Mauritanie, au Mali, au Burkina Faso, au Niger et au Tchad.

L'évaluation finale s'est déroulée de février à octobre 2024. Elle a examiné dans quelle mesure les spécificités du programme d'urgence autour de trois piliers (l'amélioration des services de base, comprenant l'accès à l'eau et à l'assainissement ; le renforcement de la résilience durable à l'insécurité alimentaire et nutritionnelle et l'amélioration de la cohésion sociale) ont contribué à impacter positivement les conditions de vie des populations frontalières dans la région. 17 actions couvrant cinq pays (Mauritanie, Mali, Burkina Faso, Niger et Tchad) dont la mise en œuvre a débuté en 2019 ont été analysées à travers une analyse de la documentation et des missions sur le terrain menées en mai et juin 2024.

Principales conclusions

L'évaluation a conclu que le programme a démontré son efficacité en soutenant des actions dans la zone d'intervention, caractérisée par une situation politique instable et une détérioration significative de l'environnement sécuritaire, tout en soulignant les difficultés à mener des activités transfrontalières et le développement insuffisant de stratégies d'adaptation au changement climatique.

L'évaluation a montré que le programme a contribué de manière positive à l'opérationnalisation du nexus humanitaire-développement-paix dans les pays concernés. Un exemple est l'amélioration de la situation sanitaire et nutritionnelle des ménages très pauvres à travers des transferts monétaires et la prise en charge de la malnutrition. Cette aide directe a été complémentaire à la capitalisation des ménages en termes de connaissances et de moyens de subsistance qui a été fournie en parallèle au volet de cohésion sociale.

En termes de résultats, le programme a démontré son efficacité en soutenant des actions qui ont produit des résultats concrets en améliorant les conditions d'approvisionnement en eau potable, d'assainissement et d'hygiène, en construisant des infrastructures importantes et en améliorant l'accès à l'eau et à l'assainissement dans les zones d'intervention. Simultanément, il a également soutenu les processus de redressement des ménages extrêmement pauvres, en améliorant leur résilience aux chocs grâce à des programmes de protection sociale multisectoriels, à des activités génératrices de revenus menées par les communautés et à des systèmes d'épargne. Le programme a également contribué à renforcer la cohésion sociale dans les zones d'intervention en résolvant des conflits locaux de faible intensité et en fournissant un mécanisme de dialogue avec les autorités décentralisées.

L'évaluation a souligné l'importance de l'approche multisectorielle mise en place par les partenaires de mise en œuvre et la mobilisation des ONG locales membres des consortiums, assurant des ancrages locaux importants ainsi que l'implication des services décentralisés de l'État. Néanmoins, la performance a été affectée par la détérioration continue de la sécurité et la fragilité institutionnelle persistante ce qui entrave la durabilité des résultats obtenus.

Corne de l'Afrique

En 2024, la région de la Corne de l'Afrique a vu l'achèvement d'importants travaux d'évaluation, dont :

- L'évaluation finale du projet 'Initiative pour la création d'emplois durables dans le secteur du cuir (LISEC) - Emplois verts dans le secteur du cuir en Éthiopie ;
- L'évaluation finale du projet 'PROTECT – Protection des personnes prises en charge et des migrants vulnérables au Soudan ;
- L'évaluation finale du projet 'Sécurité alimentaire et résilience dans les environnements en transition - "FORESITE " au Soudan du Sud ;
- L'évaluation finale du projet régional 'IGAD - Promotion de la paix et de la stabilité dans la région de la Corne de l'Afrique (IPPSHAR)'.

ÉVALUATION DU PROJET 'INITIATIVE POUR LA CRÉATION D'EMPLOIS DURABLES DANS LE SECTEUR DU CUIR (LISEC)'



Alemtsehay a reçu une formation en fabrication de produits en cuir grâce au projet LISEC, aux côtés de 122 PME à Modjo, en Éthiopie.
© UNIDO/Tamiru Legesse

Le projet LISEC est un projet exemplaire du FFUE pour l'Afrique d'un montant de 5,75 millions d'euros, mis en œuvre par un consortium dirigé par People in Need avec l'International Rescue Committee et Solidaridad en Éthiopie. Lancé en janvier 2021 et achevé en avril 2024, le projet s'est attaqué à deux défis majeurs prévalant dans la ville du cuir de Modjo et ses communautés environnantes : le chômage des jeunes, en particulier parmi les femmes, et les tensions sociales dues à la contamination des déchets de cuir par les tanneries.

Pour relever ces défis, le projet s'est concentré sur la création de meilleures opportunités d'emploi, en particulier pour les femmes, grâce à la création d'associations villageoises d'épargne et de crédit, au soutien des micro, petites et moyennes entreprises (MPME), à l'enseignement et à la formation techniques et professionnels (EFTP) et à la fourniture d'équipements et de machines. En outre, les tanneries ont intégré des activités de responsabilité sociale afin de renforcer la cohésion sociale et les nouvelles technologies visant à améliorer le système de gestion des déchets.

Principales conclusions :

L'évaluation finale, réalisée à la demande des partenaires chargés de la mise en œuvre, souligne l'impact positif du projet sur les taux d'emploi des jeunes et des femmes, ainsi que l'augmentation significative de l'autonomie économique et sociale des bénéficiaires. Le directeur d'une MPME soutenue a illustré ce sentiment en déclarant : « le don de machines à coudre m'a vraiment aidé dans la production de cuir et grâce à cela l'entreprise a commencé à se développer. Ce qui a par conséquent changé ma vie ».

L'évaluation révèle en outre que les résultats du projet en matière d'autonomisation ont été pleinement atteints ou dépassés. Parmi les principaux résultats, citons la création de 22 associations villageoises d'épargne et de prêt, l'achèvement des cours d'EFTP par 605 étudiants, ainsi que le soutien apporté à 2 876 jeunes chômeurs et à 59 MPME. Cela a conduit à une augmentation de 22 % des revenus des MPME et à la création de 1 060 emplois grâce au projet.

De plus, les activités innovantes de responsabilité sociale des entreprises introduites ont été considérées comme un facteur déterminant dans la perception des tanneries par les personnes vivant dans les communautés touchées, ce qui a contribué à améliorer la cohésion sociale.

Le projet a également rencontré des défis, en particulier en ce qui concerne la réduction des déchets. Les retards dans l'acquisition des machines, principalement dus à des facteurs externes, ont été identifiés comme un problème clé qui devrait être abordé dans la conception future du projet. Néanmoins, à la fin de la mise en œuvre du projet, six machines ont été installées pour transformer les déchets de cuir en de nouveaux produits. Les nouvelles pratiques et technologies de gestion des déchets devraient être durables grâce au renforcement des capacités et à la participation active de toutes les parties prenantes.

S'appuyant sur la pertinence globale et le succès du projet, les préparatifs d'une initiative de mise à l'échelle dans le cadre de NDICI-Europe dans le monde sont en cours pour exploiter les résultats et les enseignements tirés du projet LISEC afin d'en renforcer l'impact et la durabilité.

Afrique du Nord

En 2024, trois nouvelles évaluations ont été lancées sur des domaines clés du FFUE pour l'Afrique dans la région du nord de l'Afrique :

- L'évaluation finale de l'action régionale FFUE pour l'Afrique 'Migrations de ville à ville en Méditerranée (MC2CM)' ;
- L'évaluation finale du programme d'appui budgétaire au Maroc ;
- L'évaluation finale de l'action régionale 'Pilier DEV du programme régional de développement et de protection (RDPP) en Afrique du Nord' – Phases II et III.

De plus, l'évaluation finale de la réponse au COVID-19 du Fonds fiduciaire d'urgence de l'UE pour l'Afrique en Libye a été achevée.

L'ÉVALUATION FINALE DE LA RÉPONSE COVID-19 DU FFUE POUR L'AFRIQUE EN LIBYE



© IOM

En 2024, l'évaluation finale a analysé la performance de la réponse du FFUE pour l'Afrique à la pandémie de COVID-19 en Libye. L'évaluation a porté sur cinq contrats du FFUE pour l'Afrique mis en œuvre en Libye entre 2020 et 2023. Leurs principaux objectifs étaient de soutenir le système de santé libyen et de lutter contre la propagation du COVID-19, avec un budget total d'environ 23,1 millions d'euros. Les contrats ont été mis en œuvre par l'Organisation Mondiale de la Santé, l'UNICEF, l'IOM, International Medical Corps, le Programme alimentaire mondial et le Service aérien humanitaire des Nations Unies.

Principales conclusions :

L'action a permis d' aider à contenir la propagation du COVID-19 et améliorer la capacité de la Libye à faire face aux épidémies, malgré les difficultés politiques et institutionnelles locales. La collaboration avec les services de santé de haut niveau et avec l'UE a été déterminante pour la réussite de l'action. La sélection de partenaires de mise en œuvre ayant déjà collaboré avec la Commission et possédant une connaissance historique de la Libye a également permis d'instaurer un climat de confiance et d'efficacité.

Malgré des succès immédiats, les programmes n'ont pas pu avoir un impact à long terme en raison des problèmes socio-économiques institutionnels profondément enracinés en Libye. L'absence de politique nationale en matière de santé, accentuée par l'instabilité et les divisions politiques, empêche le gouvernement d'adhérer aux projets à long terme. Cela a une incidence sur la durabilité globale de l'action.

Le suivi limité et les contraintes en matière de données ont eu une incidence sur l'évaluation des programmes de santé dans ce contexte fragile. Malgré la réussite globale en matière d'indicateurs prévus/atteints, il aurait été utile de disposer de données de qualité plus complètes et d'un suivi au niveau des résultats.

Dans l'ensemble, la réponse du FFUE pour l'Afrique au COVID-19 en Libye a permis de garantir l'accessibilité des services de santé aux populations hôtes et migrantes. Toutefois, il apparaît nécessaire d'améliorer la conception des projets, de fournir un retour d'information aux bénéficiaires et de lier les services de santé à la protection sociale et à la génération de revenus.

1.5 Communication

Le FFUE pour l'Afrique a continué à communiquer sur ses programmes et ses réalisations en 2024. Le but était de démontrer son impact de la façon la plus transparente et accessible que possible. Le site web est continuellement mis à jour avec de nouveaux résultats, des rapports ainsi que des nouvelles ou des récits et reste la première source d'information sur les activités du FFUE pour l'Afrique. Il a enregistré 157 000 pages vues et 33 000 visiteurs uniques depuis qu'il a été remanié en mai 2023. Le FFUE pour l'Afrique continue à rester visible également sur les réseaux sociaux, avec des publications régulières et un hashtag.

La visibilité du FFUE pour l'Afrique est avant tout assurée par les délégations de l'UE, au travers d'un certain nombre d'initiatives qui mettent en valeur le large éventail d'activités financées dans le cadre des quatre objectifs stratégiques. La section ci-dessous présente certaines de ces initiatives.

Sahel et Lac Tchad

En 2024, La fenêtre du Sahel et du lac Tchad a publié 21 histoires de réussite de projets sur le [site web du FFUE pour l'Afrique](#). L'objectif de ces récits est de communiquer sur les réalisations et l'impact positif de ses projets. Ils couvrent les quatre objectifs stratégiques du FFUE pour l'Afrique et sont accompagnés d'un rapport qui résume les principaux résultats. Cinq d'entre eux comprennent également des témoignages des bénéficiaires et des photos.

Campagne anti-corruption au **Ghana**. Le projet de renforcement de la sécurité aux frontières a appuyé l'élaboration d'un code de conduite et d'un mécanisme de signalement pour le service d'immigration du Ghana afin de promouvoir la discipline, le professionnalisme et la normalisation et de permettre au public de signaler les cas de mauvaise conduite ou de corruption de la part des agents. Le code de conduite et le mécanisme de signalement s'inscrivent dans le cadre des efforts déployés pour remédier à la perception qu'a le public de ce service, tout en rétablissant la confiance, le partenariat et l'engagement entre le public et le service d'immigration ghanéen.

Le projet a également lancé une campagne anti-corruption dans la presse écrite, digitale et sur

les réseaux sociaux afin de sensibiliser le public et de promouvoir l'intégrité, la responsabilité et la transparence dans l'exercice des fonctions du service d'immigration ghanéen. Les agents du département des normes professionnelles et de l'éthique du service de l'immigration ont également été formés au code de conduite et au mécanisme de signalement pour leur permettre de le faire respecter.

Au **Sénégal**, le programme NEKKAL⁶ a contribué à l'organisation de la deuxième édition de la Semaine nationale de l'état civil. Celle-ci met en lumière diverses activités de sensibilisation de la population à l'importance de l'enregistrement des événements à l'état civil. Les séances de sensibilisation ont également ciblé les agents de l'état civil, les relais communautaires et les professionnels des médias, avec des formations organisées dans différentes localités pour renforcer les capacités à promouvoir les déclarations de naissance, de mariage et de décès.

Des forums communautaires, comme celui de Missirah, ont permis des échanges avec les populations et les leaders locaux pour clarifier les questions liées à l'état civil et proposer des solutions adaptées aux problèmes identifiés. La caravane itinérante, organisée dans des communes comme Kothiary et Dahra Djolof, a joué un rôle central dans la sensibilisation des populations aux procédures et avantages de l'enregistrement à l'état civil.

Enfin, des campagnes médiatiques ont amplifié ces efforts en diffusant des messages à la radio, à la télévision et sur les réseaux sociaux, atteignant ainsi un large public pour maximiser l'impact des activités de sensibilisation. Ces initiatives visent à instaurer un changement de comportement en faveur de l'enregistrement systématique des événements à l'état civil.

Corne de l'Afrique

En 2024, la fenêtre de la Corne de l'Afrique a poursuivi ses efforts pour améliorer la communication et la visibilité, en mettant particulièrement l'accent sur l'impact de ses projets. 17 articles centrés sur les personnes, mettant en lumière les résultats transformateurs des initiatives financées par le FFUE pour l'Afrique, ont été publiés dans la section [Nouvelles et histoires](#) du site web du FFUE pour

6 'Programme d'appui au renforcement du système d'information de l'état civil et à la création d'un fichier national d'identité biométrique'.

l'Afrique. Ces publications offrent un aperçu de la vie des bénéficiaires et montrent comment les projets ont influencé positivement leur vie et leurs communautés.

Certains de ces contenus ont également été publiés sur les réseaux sociaux de la Direction générale des partenariats internationaux (DG INTPA) afin d'atteindre un public plus large et ont été repris par les partenaires chargés de la mise en œuvre. En outre, quatre articles ont été publiés sur le site web pour rendre compte d'événements, de séminaires ou de campagnes qui ont eu lieu tout au long de l'année.

L'une de ces campagnes a eu lieu lors de la Journée mondiale des réfugiés, le 20 juin 2024, lorsque la délégation de l'UE en Éthiopie a mis en lumière les réalisations des projets qui transforment l'accès à l'énergie, les services et la sécurité pour les réfugiés et les communautés d'accueil, financés par le FFUE pour l'Afrique sur ses réseaux sociaux. Elle a publié des vidéos et des posts sur X et Facebook. En savoir plus sur la [campagne](#).



De même, la délégation de l'UE au Soudan a lancé la campagne de communication « [Avec le peuple soudanais Hier, Aujourd'hui, Demain](#) », présentant une série d'initiatives, dont dix financées par le FFUE pour l'Afrique menées par des partenaires tels que l'Agence française de développement, Expertise France, le Croissant-Rouge soudanais, le Programme alimentaire mondial, l'UNICEF, le Programme des Nations unies pour l'environnement et d'autres, via des [posts](#), des [articles](#) et des [vidéos](#). La campagne a pris de l'ampleur et a gagné l'attention des médias, ainsi qu'un engagement généralisé sur les réseaux sociaux et une couverture par des médias soudanais de premier plan tels qu'[AlSudani](#) et [Radio Tamazuj](#). La plupart des contenus ont été partagés par des canaux médiatiques soudanais, touchant à la fois le public local et la diaspora.

La campagne prévoit d'étendre sa portée aux médias régionaux et internationaux afin d'accroître son impact et de mobiliser la communauté internationale et les donateurs.

Afrique du Nord

Cette année, la page web sur les migrations de la Direction générale pour le voisinage et les négociations d'élargissement (DG NEAR⁷) a été lancée pour présenter le soutien global de l'UE aux pays partenaires en matière de migrations et de déplacements forcés. Cette page web est un outil essentiel pour améliorer la visibilité extérieure et les initiatives de l'UE dans son voisinage. Plusieurs histoires de vie ont également été publiées en 2024, à la fois sur la page web de la DG NEAR consacrée à la migration et sur le site web du FFUE pour l'Afrique, afin de communiquer sur les aspects positifs de la migration et sur les réalisations du FFUE pour l'Afrique⁸.

Un autre exemple d'initiative mettant en valeur les activités financées par FFUE pour l'Afrique est le succès des événements organisés dans le cadre du programme « S'attaquer aux moteurs économiques de la migration irrégulière (AEDIM) », mis en œuvre par le Conseil national des femmes en Égypte. Le projet vise à offrir une alternative à la migration irrégulière grâce au développement d'entreprises et à des opportunités de collaboration pour les femmes et les jeunes dans les régions et les villages d'Égypte les plus enclins à la migration. En 2024, deux ateliers ont été organisés dans le gouvernorat de Louxor pour soutenir les personnes et les groupes à la recherche d'un financement de démarrage pour leurs projets d'entreprise. Ces ateliers ont permis aux participants d'acquérir des compétences pratiques, d'accroître leur visibilité en tant qu'entrepreneurs émergents et de jeter des bases solides pour la réussite future de leur entreprise.

Le premier atelier, organisé en janvier 2024, a réuni 27 bénéficiaires (19 femmes et 8 hommes) qui avaient suivi une formation sur le développement de produits et manifesté leur intérêt pour la création d'une entreprise. L'atelier s'est concentré sur l'élaboration de business plans et les participants ont également rempli leurs formulaires préliminaires de demande de financement de lancement, étape importante vers l'obtention d'un financement pour leurs futures activités. Le deuxième atelier, organisé en avril 2024, a accueilli six participants supplémentaires (portant le total à 33 bénéficiaires) afin de renforcer davantage la capacité des participants à élaborer des business plans viables.

7 [Soutien de l'UE aux pays partenaires en matière de migration et de déplacements forcés](#)

8 [Soutien de l'UE aux pays partenaires en matière de migration et de déplacements forcés](#) et https://trust-fund-for-africa.europa.eu/library_en

1.6 Prochaines étapes

Malgré les succès du FFUE pour l'Afrique au cours des dernières années, des défis majeurs persistent dans les trois régions, aggravés par un certain nombre d'éléments, notamment les crises géopolitiques successives, les effets de la guerre d'agression de la Russie en Ukraine et l'impact toujours plus visible du changement climatique. Par conséquent, l'UE et ses États membres continueront à s'attaquer aux causes profondes des migrations et des déplacements forcés dans ces trois régions, à répondre aux nouveaux développements et à garantir l'impact positif durable des programmes du FFUE pour l'Afrique.

A l'issue de la période de contractualisation du FFUE pour l'Afrique, le 31 décembre 2021, de nouveaux programmes opérationnels n'ont pas pu être financés par le fonds fiduciaire. Seules des activités administratives (comprenant le suivi, l'évaluation, l'audit ou la communication) peuvent désormais faire l'objet de contrats. S'appuyant sur les succès et les enseignements du FFUE pour l'Afrique, la coopération avec les États membres de l'Union européenne et les pays partenaires pour faire face à la migration irrégulière et aux déplacements forcés continue et tire profit des actions commencées par le FFUE pour l'Afrique, en particulier à travers le NDICI - Europe dans le monde, via les programmes indicatifs pluriannuels nationaux et régionaux et la participation aux initiatives de l'Équipe Europe.

Sahel et Lac Tchad, Corne de l'Afrique

En 2024, plusieurs actions ont été approuvées dans le cadre du programme indicatif pluriannuel régional pour l'Afrique subsaharienne. Elles comprennent :

- Protection, assistance et solutions durables pour les populations déplacées par les conflits en Afrique subsaharienne (90 millions d'euros) ;
- Valoriser les Potentiels des Diasporas via la Coopération Sud-Sud : Entrepreneuriat et Création d'Emplois (5 millions d'euros) ;
- Programme multidimensionnel de sécurité et de stabilisation en Afrique de l'ouest et centrale - SECSTA (30 millions d'euros) ;
- Programme de protection, de retour et de réintégration des migrants (MPRR) Phase II (80 millions d'euros) ;
- Frontières pacifiques et résilientes III (37,5 millions d'euros) ;
- Réponses régionales aux déplacements climatiques en Afrique subsaharienne (RE2CLID) (100 millions d'euros).

Des programmes tels que le programme de protection, de retour et de réintégration des migrants phase II (continuation de l'initiative conjointe UE-OIM pour la protection et la réintégration des migrants) représentent un exemple de la troisième génération d'actions lancées par le FFUE pour l'Afrique. Elle vise à préparer la prochaine phase de programmation de l'UE sur le retour et la réintégration et à poursuivre les efforts pour fournir un soutien aux migrants bloqués et vulnérables initiés par l'initiative conjointe.

Au niveau national, des actions supplémentaires s'appuyant sur les réalisations des programmes financés par le FFUE pour l'Afrique seront financées par des programmes indicatifs pluriannuels (PIP), des mesures individuelles et le mécanisme flexible.

Pour la région du Sahel et du lac Tchad, une mesure individuelle sur les migrations (201,66 millions d'euros) a été adoptée en 2024 afin d'intensifier les efforts de l'UE dans certains pays partenaires clés d'Afrique de l'Ouest. Elle mobilisera les fonds non engagés des PIP des pays du Sahel central (Mali, Burkina Faso et Niger) et comprendra les deux actions complémentaires suivantes qui couvrent deux enjeux principaux : i) la réintégration et la lutte contre le trafic de migrants; et ii) la lutte contre les causes profondes de la migration par l'autonomisation socio-économique verte dans la région. Il s'agira d'améliorer la durabilité des systèmes de gestion des migrations dans les pays d'Afrique de l'Ouest concernés, tout en plaçant les droits des migrants au cœur de l'action (Action 1 - 100 millions d'euros) et d'améliorer l'inclusion des jeunes dans des transitions économiques vertes résilientes et intelligentes face au climat pour lutter contre les causes profondes de la migration irrégulière dans les pays d'Afrique de l'Ouest (Action 2 - 101,66 millions d'euros).

Pour la région de la Corne de l'Afrique, le lancement du nouveau PIP de l'UE avec l'Éthiopie pour 2024-2027 a déjà donné lieu à un autre exemple de cet héritage avec le programme « Soutien aux réponses durables et intégrées aux déplacements forcés et à la mobilité des travailleurs » (36 millions d'euros). Ce nouveau programme se concentre sur des habitats urbains durables et inclusifs, l'autonomie des populations déplacées (PDI) et de leurs communautés d'accueil (y compris les rapatriés), le soutien aux politiques sur les déplacés internes et la programmation relative à des solutions durables pour les PDI.

En ce qui concerne la situation au Soudan et l'afflux de personnes fuyant le conflit, l'UE reste pleinement engagée avec 259,6 millions d'euros alloués à sa réponse humanitaire dans les pays voisins pour 2024 et 147 millions d'euros supplémentaires pour le seul Soudan, ce qui représente 9,6 % du financement humanitaire mondial. À la suite ou en complément des interventions du FFUE pour l'Afrique, un ensemble de mesures individuelles d'un montant de 95 millions d'euros a également été adopté en 2024, au profit : (i) des droits de l'homme et de la protection ; (ii) des compétences et de l'emploi des jeunes dans les zones de déplacés internes ; et (iii) de l'éducation primaire/ de l'alimentation scolaire, sans passer par quelque structure gouvernementale que ce soit. En outre, en réponse à la crise soudanaise et à l'afflux dans les pays voisins, l'aide de 30 millions d'euros apportée par la DG INTPA dans le cadre du mécanisme régional flexible pour les migrations a commencé à faire la différence sur le terrain. Elle renforce les institutions nationales et infranationales du Sud-Soudan, du Tchad et de l'Éthiopie afin qu'elles puissent faire face aux difficultés liées aux déplacements forcés.

Afrique du Nord

La dimension extérieure des migrations reste une préoccupation majeure du Conseil européen, l'objectif étant de renforcer encore les capacités des pays partenaires en matière de gestion des frontières, de lutter contre les réseaux de trafiquants de migrants et d'aider au retour volontaire dans les pays d'origine. La signature du deuxième partenariat stratégique et global avec l'Égypte en mars est un exemple de renforcement de la coopération mutuellement bénéfique dans le cadre des priorités fixées par le Conseil européen.

Avec la suppression progressive des programmes du FFUE pour l'Afrique, les actions en matière de migration sont désormais programmées, conçues et lancées dans le cadre du programme NDICI-Europe dans le monde, conformément aux priorités définies

dans le programme indicatif pluriannuel régional pour les migrations dans le voisinage sud 2021-2027: (i) la protection des personnes déplacées de force et celles dans le besoin; ii) le soutien à la gouvernance et à la gestion des migrations; iii) la coopération en matière de retour, de réadmission et de réintégration; et iv) la migration légale et la mobilité. En s'appuyant sur les actions mises en œuvre dans le cadre du FFUE pour l'Afrique et en accord avec ces priorités, quatre actions ont été adoptées dans le cadre de NDICI-Europe dans le monde en 2021 pour un montant total de 165 millions d'euros⁹, sept actions ont été approuvées en 2022 pour un montant total de 247 millions d'euros¹⁰, et une action a été adoptée en 2023 pour un montant de 286 millions d'euros¹¹.

En 2024, quatre actions¹² ont été approuvées pour un montant total de 208 millions d'euros. Elles visent à soutenir les quatre priorités du programme indicatif pluriannuel : (i) 53 millions d'euros pour soutenir la protection et renforcer la résilience des migrants, des réfugiés et des autres personnes dans le besoin; (ii) 86 millions d'euros pour soutenir la gouvernance et la gestion des migrations fondées sur les droits de l'homme, dont la lutte contre le trafic de migrants et la traite des êtres humains; (iii) 56 millions d'euros pour favoriser les retours volontaires assistés depuis l'Afrique du Nord, avec un soutien à la protection et à la réintégration durable dans les pays d'origine; et (iv) 13 millions d'euros pour accroître l'employabilité et la mobilité des migrants potentiels des pays partenaires vers les États membres de l'UE, à l'appui de l'initiative Partenariat pour les talents et de la coopération Sud-Sud.

9 55 millions d'euros pour la protection et la résilience des migrants, des personnes déplacées de force et des communautés d'accueil en Libye ; 45 millions d'euros pour soutenir le développement des institutions de gestion des frontières en Libye et en Tunisie ; 60 millions d'euros pour soutenir les retours volontaires et la réintégration au niveau régional ; et 5 millions d'euros pour encourager la migration légale en Afrique du Nord.

10 23 millions d'euros pour la protection et la résilience des réfugiés, des demandeurs d'asile et des migrants vulnérables en Égypte ; 14 millions d'euros pour la protection et l'intégration des personnes de retour, des personnes déplacées et des communautés d'accueil en Tunisie (13 millions d'euros) et au Maroc (1 million d'euros) ; 152 millions d'euros pour une aide budgétaire en vue d'une meilleure gestion des flux migratoires au Maroc (dont 39 millions d'euros inclus dans le budget 2023) ; 5 millions d'euros pour renforcer la coopération policière internationale contre le trafic de migrants en Afrique du Nord ; 6 millions d'euros pour soutenir la coopération transfrontalière et la gestion intégrée des frontières en Afrique du Nord ; 28 millions d'euros pour renforcer la capacité opérationnelle de la marine égyptienne et des gardes-frontières à gérer les flux migratoires et à assurer la recherche et le sauvetage en mer ; 18 millions d'euros pour le financement par l'UE de partenariats avec les pays d'Afrique du Nord en matière d'immigration légale, de mobilité et de compétences et une facilité de coopération technique sur la migration de 1 million d'EUR..

11 Cette action soutient les priorités suivantes : la protection des personnes déplacées de force et des autres personnes dans le besoin (56 millions d'euros), la gouvernance et la gestion des migrations (185 millions d'euros), les retours volontaires assistés depuis l'Afrique du Nord et la réintégration durable dans les pays d'origine (39 millions d'euros) et un mécanisme de coopération technique en matière de migration doté de 6 millions d'euros.

12 [DÉCISION D'EXÉCUTION DE LA COMMISSION du 13.11.2024 relative au financement du plan d'action annuel 2024 du programme plurinational de migration pour le voisinage méridional - Commission européenne](#)



Autonomisation des femmes pour la paix en Somalie
© Elman Peace/Zamzam Ahmed.

CHAPITRE 2

Orientations stratégiques,
mise en œuvre et résultats





2.1 SAHEL ET LAC TCHAD

**1 034 778**

Personnes recevant une assistance liée à la sécurité alimentaire

BURKINA FASO**2 366 347**

Personnes touchées par des campagnes de sensibilisation sur les pratiques de renforcement de la résilience et les droits fondamentaux

312 132

Personnes aidées à développer des activités génératrices de revenus

GHANA**929 947**

Migrants potentiels touchés par des campagnes d'information sur la migration

2 819 644

Personnes ayant accès à des services de base améliorés

MALI**267 096**

Personnes participant à des activités de prévention des conflits et de défense des droits de l'homme

80 321

Personnes aidées à développer des activités génératrices de revenus

NIGER**1 137 374**

Personnes ayant accès à des services de base améliorés

617 630

Personnes recevant une assistance liée à la sécurité alimentaire

SENEGAL**25 117**

Nombre d'emplois directs créés ou soutenus

AU NIVEAU RÉGIONAL*Résultats cumulés par pays et régions au 30 juin 2024¹³***183 160**

Personnes aidées à développer des activités génératrices de revenus

**840 072**

Personnes recevant une assistance liée à la sécurité alimentaire

**54 587**

Nombre d'équipements fournis pour renforcer la gouvernance

¹³ Plus de détails concernant la méthode suivie pour obtenir ces résultats peuvent être trouvés sur le site web de la FFUE pour l'Afrique https://trust-fund-for-africa.europa.eu/results/monitoring-and-evaluation_en

2.1.1 Principaux résultats obtenus dans la région en 2024

Multiplier les opportunités économiques et d'emploi

Au cours du premier semestre 2024, les politiques macroéconomiques visant à lutter contre l'inflation, à améliorer l'équilibre budgétaire et à promouvoir la croissance ont donné de premiers résultats en Afrique de l'Ouest. La croissance du produit intérieur brut dans la région devrait passer de 3,6 % en 2023 à 4,2 % en 2024¹⁴. Néanmoins, malgré les premiers signes d'un redressement économique, la volatilité des prix de l'énergie et des denrées alimentaires constitue toujours un risque substantiel.

Le FFUE pour l'Afrique a contracté 492,9 millions d'euros (23 % du budget total du FFUE pour l'Afrique, le Sahel et le lac Tchad) pour stimuler les opportunités économiques et d'emploi dans la région. Au premier semestre 2024, les projets financés par le FFUE pour l'Afrique ont aidé 56 549 personnes à développer des activités génératrices de revenus (AGR), portant le total à 831 945, et 2 686 personnes ont bénéficié d'une formation professionnelle/ d'un développement des compétences, atteignant un total de 240 470 (neuf programmes relevant de cet objectif stratégique étaient encore actifs, et de nombreux projets étaient en cours d'achèvement).

Renforcer la résilience

Durant le premier semestre 2024, la sécurité alimentaire est devenue de plus en plus précaire en Afrique de l'Ouest et au Sahel, et l'instabilité politique et les conflits armés ont fait grimper le nombre de personnes déplacées de force à 10,1 millions dans les douze pays du Sahel et du lac Tchad couverts par le FFUE pour l'Afrique.

536,8 millions d'euros ont été contractés par le fonds fiduciaire (25 % du financement total du FFUE pour l'Afrique pour le Sahel et le lac Tchad) à travers 26 programmes pour soutenir la résilience dans la région. Au premier semestre 2024, 125 910 personnes ont reçu une assistance nutritionnelle, portant le total à 2,8 millions, et 136 313 personnes ont reçu une assistance liée à la sécurité alimentaire, atteignant un total de 3,6 millions (quatre programmes étaient encore actifs, totalisant 23 % du budget alloué à cet objectif stratégique).



Campagne de sensibilisation à l'hygiène au Burkina Faso : Distribution de dispositifs de lavage des mains © Améliorons nos vies

14 'Banque africaine de développement, « Perspectives économiques en Afrique 2024 », 2024. Récupéré [ici](#).

Améliorer la gestion des migrations

Au cours du premier semestre 2024, les déplacements de population dans la région du Sahel et du lac Tchad sont restés élevés, principalement en raison de la violence au Sahel et au Nigéria. Ensemble, les cinq pays du Sahel (Burkina Faso, Tchad, Mali, Mauritanie, Niger) représentent 49 % des réfugiés et des personnes déplacées dans la région.

Suite à l'abrogation de la loi criminalisant l'assistance à la migration illégale dans la région d'Agadez par la junte nigérienne en novembre 2023, il y a eu une augmentation des mouvements à l'intérieur et à partir du Niger.

Les pays de transit tels que la Libye et l'Algérie ont continué à expulser les migrants subsahariens vers les pays voisins ou leur pays d'origine. La route atlantique vers les îles Canaries est restée la plus fréquentée par les ressortissants des pays du Sahel et du lac Tchad.

Le FFUE pour l'Afrique a engagé 421,1 millions d'euros (20 % du financement total du FFUE pour l'Afrique pour le Sahel et le lac Tchad) dans douze programmes pour mettre en œuvre des activités liées à la gestion des migrations dans la région du Sahel et du lac Tchad. Chaque programme pouvant englober plusieurs projets, 30 projets au total ont été mis en œuvre. Au cours du premier semestre 2024, seuls trois des 30 projets étaient encore actifs. Parmi leurs résultats, il convient de mentionner que 387 personnes ont été formées à la gestion des migrations et à la protection des migrants, ce qui porte le total à 20 953. En outre, quatre institutions et acteurs non-étatiques ont bénéficié d'un renforcement des capacités ou d'un soutien opérationnel en matière de gestion des migrations et de protection, ce qui porte le total à 550 depuis le début du FFUE pour l'Afrique.

Améliorer la gouvernance et la prévention des conflits

Début 2024, le Burkina Faso, le Mali et le Niger ont annoncé leur retrait de la CEDEAO, avec des conséquences importantes pour la région. Les tensions entre la CEDEAO et les gouvernements militaires de transition des trois pays se sont accrues après le coup d'État au Niger en 2023, lorsque la CEDEAO a imposé des sanctions sévères et a envisagé une intervention militaire pour rétablir l'ordre constitutionnel. Dans le même temps, le Burkina Faso, le Mali et le Niger ont formé l'Alliance des États du Sahel, consolidant leurs régimes militaires et diversifiant les partenariats internationaux dans un contexte de conflit armé permanent.

Au Nigeria, le conflit s'est également intensifié, contribuant au plus grand nombre de décès dus à la violence au cours d'un semestre en Afrique de l'Ouest depuis plus de 20 ans.

Les élections présidentielles du premier semestre 2024 ont apporté un renouveau au Sénégal, une continuité en Mauritanie et la consolidation d'un régime autoritaire au Tchad.

Le FFUE pour l'Afrique a contracté 667,9 millions d'euros (32 % du budget du FFUE pour l'Afrique au Sahel et au lac Tchad) pour améliorer la gouvernance, la sécurité et la prévention des conflits dans la région du Sahel et du lac Tchad. Au cours du premier semestre 2024, onze programmes (21 % du budget de cet objectif stratégique) étaient encore actifs et 561 874 personnes ont participé à des activités de consolidation de la paix, portant le total à 7,1 millions. En outre, des formations sur la gouvernance et la prévention des conflits ont été dispensées à 1 370 personnes, ce qui porte le nombre total de participants à 102 351.

Histoire d'une réussite

FFUE pour l'Afrique – Sahel et Lac Tchad



Renforcement de la résilience durable des communautés et des ménages vulnérables à l'insécurité alimentaire et nutritionnelle de la province du Yagha dans la région du Sahel au Burkina Faso (RESA)



Partenaires du FFUE pour l'Afrique
HI, VSF, MdM, CRE



Pays
Burkina Faso



Budget
EUR 5M



Du 06/2017
au 02/2020

Objectif du projet

Soutenir la résilience des communautés vulnérables, axée sur l'amélioration de la sécurité alimentaire et nutritionnelle.

Les principaux succès

- ▶ 3 700 ménages ayant participé à cette approche de progression ont vu leurs revenus augmenter de 20 %.
- ▶ 133 associations villageoises d'épargne ont été créées, ce qui a permis d'économiser plus de 48 000 euros.
- ▶ Amélioration des résultats concernant la consommation alimentaire et la diversité alimentaire et diminution de l'indice des stratégies d'adaptation.



© Humanity & Inclusion (HI)

Depuis 2015, la région du Sahel au Burkina Faso est confrontée à une escalade de l'insécurité en raison d'une recrudescence des menaces et des attaques terroristes, entraînant d'importantes pertes en vies humaines ainsi que des déplacements massifs. Forcées d'abandonner leurs fermes et leur bétail, les personnes déplacées à l'intérieur du pays (PDI) dépendent de la solidarité des communautés d'accueil et de l'aide humanitaire. Cette crise a aggravé davantage les vulnérabilités préexistantes de la région.

De 2017 à 2020, l'UE a soutenu la résilience à long terme des communautés et des ménages vulnérables face à l'insécurité alimentaire et nutritionnelle dans la province de Yagha, dans la région du Sahel au Burkina Faso. Grâce à ce projet, les communautés ont reçu un soutien spécifique pour répondre à leurs besoins. Un participant a décrit son expérience avec le projet RESA¹⁵ en ces termes:

« L'Association Villageoise d'Epargne et de Crédit (AVEC), l'élaboration d'un business plan et le coaching m'ont appris à mieux gérer mes revenus et ceux de ma famille. Je travaille dans l'élevage et j'ai appris de nouvelles techniques pour mieux m'occuper de mes animaux. Je comprends l'importance des groupes d'épargne puisque ma femme fait elle-même partie d'une tontine. De plus, grâce à la formation en coaching, j'ai pu résoudre des problèmes au sein des groupes VSLA ainsi qu'au sein de ma famille. Le projet RESA aide grandement nos communautés ».

Comment le FFUE pour l'Afrique a-t-il aidé?

RESA a mis en œuvre l'«approche de progression» de BRAC pour soutenir une population de 3 700 ménages vulnérables dans 68 villages, en mettant l'accent sur l'amélioration de la sécurité alimentaire et de la nutrition¹⁶. Le modèle de progression de BRAC vise à sortir les participants de l'extrême pauvreté en les aidant à accéder à des activités génératrices de revenus qui leur permettront de devenir économiquement autonomes. Cette approche comprend un ensemble d'interventions séquencées adaptées à différents contextes. Dans la province de Yagha, ces interventions comprenaient : i) des «filets de sécurité» (transferts d'argent); ii) un soutien au développement des moyens de subsistance; iii) un soutien à l'épargne; et iv) des activités de coaching pour développer des activités génératrices de revenus.

¹⁵ Renforcement durable de la résilience des communautés et des ménages vulnérables à l'insécurité alimentaire et nutritionnelle de la province du Yagha dans la région Sahel au Burkina Faso (RESA).

¹⁶ BRAC (Bangladesh Rural Advancement Committee) est une organisation qui a joué un rôle de pionnier dans le développement de la méthodologie de progression.

À la fin du projet :

- ▶ Le revenu moyen des ménages participants a augmenté de 20 %, grâce à l'effet combiné de toutes les interventions.
- ▶ La proportion de ménages ayant des résultats acceptables en matière de consommation alimentaire et de diversité alimentaire est passée de 63 % à 74 %.
- ▶ La fréquence et la gravité des comportements d'adaptation négatifs ont diminué, passant de 90 % des ménages au départ à 3 % des ménages en fin de projet.

Le projet a mis en place 133 associations villageoises d'épargne et de crédit (AVEC) comptant 2 209 membres afin d'encourager les ménages à épargner de l'argent. Ces AVEC ont permis aux ménages participants d'épargner 48 000 euros. De plus, les AVEC ont accordé des crédits, d'un montant total de 5 600 euros, aux membres qui souhaitaient réaliser des investissements productifs. Ces petits prêts ont permis le développement de 383 activités génératrices de revenus. Le succès des VSLA dirigées par RESA a eu des retombées dans les zones d'intervention, puisque des personnes qui n'avaient pas participé au projet ont copié le modèle et créé 53 VSLA supplémentaires. Le projet a mis en œuvre des activités au niveau communautaire afin d'améliorer l'accès et la qualité des services de santé sexuelle et reproductive (SSR) et de nutrition pour les populations cibles.

Le projet a formé des réseaux d'agents de santé communautaires et a fourni du matériel aux centres de santé. Les activités nutritionnelles visaient spécifiquement les enfants de moins de cinq ans et, à la fin du projet, les taux de malnutrition chronique sévère avaient diminué de 36,7 % à 9,7 %.

Les clés du succès

L'approche de progression de BRAC : elle s'est avérée particulièrement adaptée pour répondre aux besoins des ménages en offrant une assistance personnalisée à chaque ménage, en commençant par les besoins les plus urgents des personnes en situation d'extrême pauvreté, notamment par le biais de transferts d'argent. Le projet a ensuite aidé les ménages à développer des moyens de subsistance adaptés à leurs capacités existantes et les a encouragés à diversifier leurs sources de revenus en développant d'autres activités génératrices de revenus lorsque cela était possible.

Activités de coaching assurées par des locaux : Le projet a utilisé un mécanisme innovant en recrutant des personnes au niveau local pour en faire des coachs et en leur donnant les moyens de favoriser un changement positif au sein de leurs communautés. Les coachs ont soutenu les ménages dans leurs activités économiques et les ont encouragés à s'engager dans des AVEC. Le recrutement et la formation de ces accompagnateurs locaux par RESA ont permis de s'assurer que les conseils, les informations et les recommandations étaient bien accueillis par les ménages. Cet accompagnement personnalisé a été l'un des éléments clés qui ont motivé les ménages à continuer à s'engager dans les VSLA.

Adaptabilité à la détérioration de la situation en matière de sécurité : RESA a été réactif à l'évolution du contexte sécuritaire dans la région du Sahel. Lorsque la situation sécuritaire s'est détériorée, l'équipe a analysé la capacité de chaque activité à s'adapter à l'évolution des conditions et a modifié ses stratégies d'intervention. Les principales stratégies d'adaptation comprenaient le déplacement des sites de distribution du bétail, des actifs productifs et des transferts d'argent, la modification de la méthode de transfert d'argent par l'engagement des commerçants locaux dans le processus de distribution (par le biais de coupons), et le développement de messages radiophoniques pour atteindre les communautés dans des zones qui étaient inaccessibles d'une autre manière.

Miser sur le succès

Durabilité de l'action : L'un des résultats du projet RESA était l'amélioration de l'accès aux services de base pour tous les bénéficiaires et en particulier pour les femmes enceintes et allaitantes, les femmes en âge de procréer et les enfants de moins de cinq ans. Cela devait permettre d'augmenter la fréquentation des centres de soins de santé, de soutenir le traitement des enfants malnutris et d'améliorer les connaissances des ménages et l'adoption de pratiques familiales, d'hygiène et d'assainissement.

Le projet de suivi de RESA : Le projet RESA a été suivi par le projet PDU RECOSA¹⁷ financé par le FFUE pour l'Afrique (2019-2023, 17,6 millions d'euros). Mis en œuvre par Humanité et Inclusion, en consortium avec A2N, Karkara, SongES, Vétérinaires Sans Frontières, la Croix-Rouge espagnole, Médicos del Mundo et Médecins du Monde, RECOSA était étroitement aligné sur la portée et les domaines d'intervention de RESA. Le PDU RECOSA s'est basé sur les expériences de RESA, notamment en portant la durée du coaching de deux à trois ans afin d'aider à consolider les nouvelles activités économiques des ménages.

¹⁷ Programme d'urgence pour la stabilisation des espaces transfrontaliers du G5 Sahel (RECOSA).



Renforcement des capacités de gestion des conflits au niveau national et de la communauté dans le nord-est du Nigéria (MCN)



Partenaire du FFUE pour l'Afrique
British Council



Pays
Nigeria



Budget
EUR 21.0M



Du 01/2017
au 01/2023

L'insurrection de Boko Haram dans les États nigérians du Bay entre 2013 et 2015 a perturbé la prestation de services et aggravé la division entre les communautés et au sein de celles-ci. L'une des principales sources de conflit, aggravée par les groupes extrémistes, était liée aux intérêts divergents des agriculteurs et des éleveurs en matière d'utilisation des terres.

Le projet « Renforcement des capacités de gestion des conflits au niveau national ainsi que des communautés dans le nord-est du Nigéria » (MCN) a permis d'engager de manière satisfaisante un dialogue entre les associations d'agriculteurs et d'éleveurs afin de favoriser la compréhension mutuelle, d'instaurer la confiance et d'élaborer conjointement des règles d'utilisation des terres. Les Partenariats Communautaires pour la Paix et la Sécurité (CPSP) et d'autres initiatives similaires, soutenus par le MCN, ont fourni aux agriculteurs et aux éleveurs une plateforme pour discuter des conflits, identifier les possibilités de coopération et élaborer des lignes directrices opérationnelles concrètes. Ces dernières stipulaient, par exemple, que les agriculteurs pouvaient planter et récolter leurs cultures à une certaine période de l'année avant que les éleveurs ne se rendent sur les terres agricoles pour les faire paître et les fertiliser avec de la bouse de vache pour préparer le cycle agricole suivant. Selon Malam Musa Lawan, membre d'une association d'éleveurs de bétail basée dans l'Adamawa :

« Les relations entre les agriculteurs et les éleveurs se sont considérablement améliorées au fil du temps, grâce aux relations cordiales que le CPSP a réussi à créer entre eux. Certains éleveurs aident même les agriculteurs à nettoyer leurs fermes pendant les périodes de récolte et les agriculteurs laissent leur herbe aux éleveurs pour qu'ils puissent nourrir leurs vaches, sans envahir les fermes. Aujourd'hui, tout le monde vit heureux grâce à l'intervention du CPSP. »

Objectif du projet

Renforcer les capacités de gestion des conflits au niveau de l'État et de la communauté afin d'empêcher l'escalade des conflits menant à la violence dans plusieurs endroits du nord-est du Nigéria.

Les principaux succès

- 2 404 chefs traditionnels et femmes leaders communautaires formés.
- 1,5 million de personnes ont bénéficié des initiatives des partenariats communautaires pour la paix et la sécurité.
- 13 conseils locaux soutenus dans la mise en place de forums de responsabilité communautaire.



© British Council

Comment le FFUE pour l'Afrique a-t-il aidé?

Le MCN a touché 231 659 bénéficiaires directs et 4,1 millions de bénéficiaires indirects sur un total de 13,4 millions d'habitants dans les États du Bay, en se concentrant sur les mécanismes alternatifs de gestion des conflits, la réconciliation et la stabilité au sein des communautés, l'engagement des femmes dans la construction de la paix, l'amélioration de la réintégration des ex-combattants et des réfugiés de retour, et la recherche pour influencer les décideurs et les leaders d'opinion.

Au cours du projet, la proportion de personnes interrogées estimant que les mécanismes de prévention et de réponse aux conflits étaient très importants, utiles et efficaces est passée de 36 % à 57 %¹⁸. L'enquête de perception finale a également révélé que 92 % des personnes interrogées considéraient leur communauté comme très ou assez stable, tandis que 8 % seulement la considéraient comme très ou assez instable - bien que la part des personnes interrogées estimant que la communauté était très stable ait diminué de 52 % à 47 %

¹⁸ le MCN a mené cinq enquêtes de perception annuelles au cours de sa période de mise en œuvre (2017-2022). Les données citées se réfèrent aux changements entre 2017 (base de départ) et 2022 (enquête de perception finale). Les enquêtes ont inclus au moins 100 résidents sélectionnés au hasard dans chacune des principales zones de gouvernement local où le MCN a été active. Des enquêtes ont également été menées dans les États de contrôle de Bauchi, Gombe et Taraba (voisins des États BAY), où le MCN n'était pas active.

au cours du projet¹⁹.

En outre, les décès annuels dans des événements violents non liés à la criminalité ont diminué de 76 (juillet 2016-juin 2017) à 11 (février 2022-janvier 2023) dans la zone ciblée par le projet. Les réalisations suivantes ont contribué à ces résultats :

- ▶ **Le projet a formé 2 404 chefs traditionnels** à la résolution alternative des conflits, aux droits de l'homme et aux procédures juridiques, renforçant ainsi une importante source de justice au sein des communautés. Un code de conduite pour le système de justice traditionnelle a été élaboré et approuvé par les gouvernements des États de Borno et d'Adamawa.
- ▶ **34 partenariats communautaires pour la paix et la sécurité** ont été soutenus par le MCN au cours du programme, et ils se sont principalement concentrés sur la sécurité communautaire et la criminalité. Ces partenariats ont rassemblé les principales parties prenantes de la communauté pour qu'ils se réunissent périodiquement et abordent les différends qui ont tendance à dégénérer en conflits violents s'ils ne sont pas résolus.
- ▶ **17 centres d'orientation pour les victimes d'agressions sexuelles** dans les hôpitaux publics du Bay, équipés et renforcés par le biais du programme MCN, ont accueilli 5 121 victimes de violences sexuelles et sexistes (SGBV). 781 cas de violence sexuelle et sexiste ont été examinés par la police ou d'autres organismes chargés de l'application de la loi. En outre, le MCN a contribué à la création de 11 unités de soutien aux familles au sein des bureaux de police pour lutter contre la violence sexuelle et sexiste et à l'intégration de la violence sexuelle et sexiste dans le droit pénal et la loi sur les procédures administratives de l'État de Borno.

Les clés du succès

Un des plus grands défis du projet, qui se concentre sur la consolidation de la paix à travers les institutions informelles, l'action de la société civile et l'engagement des citoyens a été d'instaurer la confiance au sein des communautés. **Le projet a appliquée avec succès différentes stratégies pour susciter la confiance et obtenir l'adhésion des partenaires du projet**, ce qui était indispensable pour atteindre ses objectifs.

Engagement à long terme : Les antécédents du British Council en matière d'engagement avec les communautés et les autorités des États BAY, ainsi que la période de mise en œuvre prolongée du MCN (six ans) ont permis

d'instaurer progressivement la confiance. Grâce à des projets antérieurs financés par le DFID (Department for International Development) en matière de réconciliation et de justice, le British Council connaissait bien le contexte et les acteurs locaux, ce qui a permis au projet de progresser plus facilement.

Gérer les attentes : Opérant dans un environnement où la plupart des acteurs humanitaires sont actifs, le projet a activement fait passer le message que son approche n'impliquait pas de soutien financier ou matériel individuel. Une communication et une sensibilisation continues ont contribué à apporter du soutien et à éviter les frustrations au sein de la population cible.

Appropriation locale : le MCN s'est associé à 32 organisations locales de la société civile pour mettre en œuvre conjointement des activités, en veillant à ce que les interventions soient adaptées au contexte et aux conflits. Les activités ont été intégrées dans les structures locales existantes, par exemple en créant et en renforçant les unités de soutien aux familles dans les commissariats de police et les centres d'orientation pour les victimes d'agressions sexuelles dans les hôpitaux.

Une mise en œuvre souple et adaptative : Compte tenu de la dynamique du contexte (post-)conflit, les activités du projet ont été ajustées à celui-ci. Par exemple, pendant la pandémie de COVID-19, le projet a fourni des équipements de protection individuelle et des installations sanitaires aux chefs traditionnels pour leur permettre de continuer à exercer leurs activités, alors que le système judiciaire formel était bloqué. De même, alors que les activités axées sur la réintégration des rapatriés et des ex-combattants étaient initialement rejetées par les citoyens, au fur et à mesure que les perceptions populaires évoluaient au cours du projet, le MCN s'est réengagée dans des activités de réintégration.

Miser sur le succès

Le MCN a fourni un ensemble d'approches et de formats de coopération établis, reconnus et efficaces pour prévenir et régler les conflits avant qu'ils ne dégénèrent en violence. Ces stratégies continueront d'être extrêmement utiles à l'avenir, étant donné que la violence liée aux conflits dans les États du Bay est restée extrêmement élevée : tout au long de l'année 2023, 3 016 personnes sont mortes dans des événements violents dans les trois États, ce qui représente 13 % de tous les décès dans des événements violents en Afrique de l'Ouest au cours de cette période²⁰. S'ils sont poursuivis et étendus, les modèles développés par le MCN pourraient être un élément central pour contrer efficacement la dégradation des conflits en violence.

¹⁹ La diminution pourrait être liée à la perception générale de la détérioration de la sécurité dans le pays, comme l'indiquent les données du groupe de contrôle : dans le groupe de contrôle en dehors des zones cibles MCN, le nombre de personnes interrogées pensant que leur communauté était très stable a chuté de 75% en 2017 à 43% en 2022.

²⁰ Tableau de bord de l'ACLED, consulté en janvier 2024. Récupéré [ici](#)



Redressement économique et social inclusif du lac Tchad (RESILAC)



Partenaire du FFUE pour l'Afrique
Agence Française de Développement (AFD)



Pays
Tchad, Cameroun, Niger, Nigeria



Budget
EUR 31.1M



Du 12/2017
au 12/2022

Certaines des communautés les plus impactées par les conflits et le changement climatique dans la région du lac Tchad bénéficient désormais d'une meilleure cohésion sociale. Ces communautés, situées au Cameroun, au Tchad, au Niger et au Nigeria sont touchées par des conflits et des violences persistants. Qu'ils soient dus à des tensions intercommunautaires/ ou interreligieuses, à la présence de groupes armés ou à des différends liés à l'accès aux ressources naturelles, ces conflits génèrent une grande insécurité, affectant la vie quotidienne de milliers de personnes déjà en proie à la vulnérabilité économique. RESILAC²¹ était un projet régional mis en œuvre dans ces quatre pays entre 2017 et 2022, visant à renforcer la résilience et la cohésion sociale de ces communautés vulnérables.

« Avant l'arrivée de RESILAC, la «cohésion sociale n'existe pas. Elle s'était complètement effondrée (...) », a déclaré un chef de communauté traditionnelle nigérian. RESILAC a mis en place un mécanisme de lien social très fort, le Conflict Response Network (CRN), qui est resté dans nos communautés depuis lors. Grâce au projet, nos conflits mineurs et même certains conflits majeurs ont été résolus et nous sommes en train de faire disparaître toutes nos différences religieuses et ethniques», a confirmé un autre.

Grâce au soutien de RESILAC, les bénéficiaires disposent désormais d'espaces pour se réunir, s'asseoir et discuter des questions qui touchent leurs communautés. Cette initiative, financée par le FFUE pour l'Afrique et mise en œuvre par l'Agence française de développement (AFD) n'a

Objectif du projet

Contribuer au redressement économique, et au renforcement de la résilience et de la cohésion sociale, des territoires les plus impactés par la crise du lac Tchad et le changement climatique.

Les principaux succès

- 11 822 personnes ont bénéficié d'une formation professionnelle et d'une alphabétisation fonctionnelle.
- 2 533 MPME ont bénéficié d'une aide au lancement de micro-projets.
- 8 000 personnes ont bénéficié d'une assistance psychologique, améliorant ainsi leur sentiment de bien-être.

pas seulement amélioré le dialogue social et la cohésion, elle a également contribué à la reprise économique et à la résilience de ces populations en soutenant les jeunes et les femmes en matière d'accès à l'emploi et en renforçant les capacités de gouvernance des acteurs locaux.



© RESILAC

Comment le FFUE pour l'Afrique a-t-il aidé?

Le projet a mené des activités conçues en fonction des besoins spécifiques de chaque pays, notamment des activités socioculturelles et sportives, ainsi que des débats et des formations sur le thème du vivre-ensemble. Malgré un contexte sécuritaire dégradé, les régions cibles ont connu une amélioration de la cohésion sociale des communautés. Le rapport de fin de projet²² souligne que le résultat du capital social²³ des communautés cibles a augmenté de 16 %²⁴ entre le début et la fin du projet.

21 Redressement Economique et Social Inclusif du Lac Tchad (RESILAC).

22 RESILAC, « Rapport régional des résultats de l'enquête finale (Endline) dans la région du bassin du lac Tchad : Cameroun, Niger, Nigéria et Tchad. », September 2022.

23 Ce résultat représente le «capital social des communautés» qui reflète la perception qu'ont les populations quant à l'homogénéité, aux tensions, à la sociabilité, à l'entraide, à la gouvernance et à l'engagement de leur communauté.

24 Le résultat, calculé sur un total de 50 points, est passé de 36 à 42.

Les pays accueillant le plus d'activités ont observé les taux d'amélioration les plus élevés.

RESILAC a amélioré les conditions de vie des communautés en soutenant l'emploi et les systèmes de production agricole. Le projet a promu des techniques agricoles innovantes basées sur des méthodes traditionnelles actualisées, qui ont été adoptées par 98 % des bénéficiaires ciblés. Selon les bénéficiaires interrogés, cela a permis d'améliorer les rendements, la production et la fertilité des sols, ce qui s'est traduit par des recettes plus élevées. Le projet a également soutenu 11 822²⁵ personnes en matière de formation professionnelle et d'alphabétisation fonctionnelle et 2 533²⁶ micro, petites et moyennes entreprises (MPME) pour le lancement de micro-projets. Parmi les personnes interrogées, 89 % de celles qui ont démarré des activités génératrices de revenus grâce à RESILAC ont fait état d'améliorations significatives de leurs conditions de vie et de celles de leur famille. Cela a été accompagné d'un sentiment de plus grande autonomie, d'une amélioration des relations familiales et d'une participation à la vie de la communauté.

Les organisations de la société civile (OSC) locales ont été efficacement soutenues pour améliorer leur organisation interne et, à leur tour, pour promouvoir la bonne gouvernance, l'engagement civique et la gestion des ressources naturelles au Cameroun, au Tchad et au Niger. Parmi les OSC soutenues, 85 % ont reçu des formations pour faciliter leur formalisation et leur autonomie, 40 % ont reçu des équipements et 19 % ont bénéficié d'une aide financière. À la fin du projet, 85 % des organisations interrogées jouissaient d'une plus grande crédibilité au sein de leurs communautés respectives, 100 % avaient adopté un règlement intérieur, 98 % avaient mis en place un conseil d'administration et 90 % avaient adopté un budget et un plan d'action. Le rapport de fin de projet a également montré que la participation des femmes à la prise de décision de ces organisations avait augmenté en moyenne de 16 % en 2019 à 30 % en 2022.

Le projet a adopté une approche holistique, ajoutant des activités liées à la santé mentale à son soutien structurel, social et économique. Presque toutes les 8 000 personnes ayant bénéficié d'une assistance psychologique ont estimé que celle-ci avait amélioré leur sentiment de bien-être. L'implication des partenaires locaux et la formation de comités volontaires de premiers secours dans les villages ont fortement renforcé l'efficacité de l'activité ,

en facilitant la communication avec les bénéficiaires et en assurant une présence continue pour répondre aux besoins au-delà de l'intervention du projet.

Les clés du succès

L'approche territoriale améliore la gouvernance et rapproche les parties prenantes locales: Les populations ont défini leurs propres besoins à travers des diagnostics communautaires. Sur la base de ces diagnostics, RESILAC a renforcé les capacités des municipalités et des services décentralisés de l'État et les a aidés à créer des connexions et des espaces adaptés au pays pour dialoguer avec les communautés. Au Nigeria, où le processus de décentralisation est limité, des comités de développement communautaire (CDC)²⁷ ont été créés pour combler le fossé entre les citoyens et les différents organes administratifs et de sécurité. Au Niger, le projet a financé des «caravanes de la paix» où les autorités ont rencontré la population. Ces contributions ont été essentielles pour renforcer la communication et le lien entre les autorités et les citoyens.

Des soutiens sur mesure : Dans chaque pays, le projet a fourni diverses formes de soutien adaptées aux besoins et contextes spécifiques. Sur la base d'un diagnostic initial, les organisations locales ont reçu un soutien technique, matériel et/ou financier. Le programme d'éducation, de formation et d'insertion professionnelle comprenait également différents types d'actions, en fonction des besoins des stagiaires et des entreprises bénéficiaires. Au niveau des pays, certaines problématiques ont fait l'objet d'une attention particulière. Au Cameroun, le projet a mis l'accent sur le renforcement du dialogue intercommunautaire/interreligieux. Au Niger, il a donné la priorité à la résolution des conflits par une meilleure gestion des ressources naturelles.

Miser sur le succès

Conception d'activités adaptées au contexte : RESILAC a fourni des indications importantes sur la pertinence et l'impact très positif de la conception et de la mise en œuvre d'activités sensibles au contexte. Sur la base des résultats de RESILAC, une deuxième phase a été approuvée et financée conjointement par l'Union européenne (UE) et l'AFD, dans le but de consolider les réalisations et d'intensifier les actions ayant un impact.

25 58% au Cameroun, 18% au Niger, 14% au Nigeria et 10% au Tchad.

26 33% au Niger, 30% au Nigeria, 26% au Cameroun et 11% au Tchad.

27 Comités de Développement Communautaire (CDC).



ARCHIPELAGO: une initiative africaine et européenne en matière d'EFTP



Partenaire du FFUE pour l'Afrique
Sequa



Pays
Burkina Faso, Cameroun, Tchad, Côte d'Ivoire, Ghana, Mali, Mauritanie, Niger, Sénégal



Budget
EUR 15.0M



**Du 01/2019
au 12/2023**

ARCHIPELAGO²⁸ était un programme régional mis en œuvre de janvier 2019 à décembre 2023 par Sequa²⁹, CPCCAF³⁰ et EUROCHAMBRES³¹ dans neuf pays d'Afrique de l'Ouest. Le programme visait à mieux faire correspondre l'offre de travail à la demande dans les pays de mise en œuvre. Il a soutenu 20 initiatives axées sur l'Enseignement et la Formation Techniques et Professionnels (EFTP), qui ont été mises en œuvre dans le cadre de partenariats entre des chambres de commerce et d'industrie africaines et européennes, en coopération avec des organisations professionnelles, des instituts de l'EFTP et d'autres parties prenantes. Les initiatives ont été sélectionnées dans le cadre de deux appels à propositions et, dans l'ensemble, ont impliqué 45 partenaires africains et 40 partenaires européens. Chaque initiative a soutenu la mise en œuvre de plusieurs cours en alternance de l'EFTP³² conçus pour produire des résultats concrets dans un court laps de temps. Les cours étaient destinés à compléter les offres de formation nationales fournies par les cadres institutionnels.



© SEQUA

Objectif du projet

Mieux faire correspondre l'offre de travail (compétences disponibles sur le marché du travail) et la demande (générée par le secteur privé local et la croissance économique productive).

Les principaux succès

- ▶ 10 550 jeunes bénéficiant d'une formation professionnelle en alternance.
- ▶ 49 nouveaux programmes de formation professionnelle et 35 programmes améliorés.
- ▶ 1 759 emplois créés.

Au Cameroun, par exemple, les initiatives de l'EFTP ont fourni une formation dans les domaines de l'agriculture et de l'élevage, de la transformation des aliments, de la réparation automobile et de l'entrepreneuriat, développant ainsi de nouvelles opportunités économiques pour les jeunes participants. Un jeune bénéficiaire camerounais engagé dans la production agroalimentaire a décris son expérience d'apprentissage avec ARCHIPELAGO dans les termes suivants :

«Après avoir terminé le cours avec succès, j'ai pu améliorer un certain nombre d'aspects en ce qui concerne la garantie de la qualité de mes produits et la structuration efficace de l'ensemble des processus et des systèmes de l'entreprise. Grâce au programme ARCHIPELAGO, j'ai également pu entrer en contact avec des experts dans mon domaine, des chefs d'entreprise plus expérimentés où nous avons effectué nos stages et avec des collègues apprentis auprès desquels je peux continuellement apprendre et progresser.»

Comment le FFUE pour l'Afrique a-t-il aidé?

Les 20 initiatives soutenues par ARCHIPELAGO ont formé au total 10 550 jeunes à travers des programmes de formation, 49 nouveaux et 35 améliorés. Dans une enquête menée auprès de 3 378 stagiaires, 97 % d'entre eux ont confirmé que la formation était utile, en mentionnant les raisons suivantes : 74 % ont déclaré que la formation leur avait ouvert de nouvelles perspectives professionnelles; 48 % ont déclaré que la formation était plus adaptée aux besoins du marché du travail; et 21 %

28 Le site web du projet contenant des informations complémentaires est disponible [ici](#). Des informations complémentaires sont également disponibles [ici](#).

29 sequa est une organisation allemande de développement axée sur le secteur privé.

30 La Conférence Permanente des Chambres Consulaires Africaines et Francophones représente les chambres de commerce, d'industrie et d'artisanat francophones d'Afrique et de l'UE.

31 EUROCHAMBRES est l'Association des chambres de commerce et d'industrie européennes.

32 La formation en alternance consiste à combiner l'apprentissage en classe et l'expérience pratique du travail.

ont déclaré que la formation leur avait permis de créer leur propre entreprise. En outre, 91 % des personnes interrogées ont indiqué que leur situation après la formation s'était améliorée, parce qu'elles avaient créé leur propre entreprise (26 %), parce qu'elles avaient un nouvel emploi (16 %) ou parce qu'elles occupaient un meilleur poste dans la même entreprise (11 %).

Du côté de la demande de main-d'œuvre, 98 % des employeurs ont estimé que les stagiaires avaient acquis les compétences dont ils avaient besoin pour leur travail. Dans l'ensemble, ARCHIPELAGO a formé et/ou sensibilisé 1 259 employeurs à l'apprentissage par le travail. Dans une enquête menée auprès de 349 entreprises participantes, 93 % ont indiqué qu'à l'avenir, elles recruterait de préférence de nouveaux employés ayant suivi une formation en alternance; 76 % ont montré une bonne connaissance du fonctionnement et des avantages de la formation en alternance; et 55 % ont proposé un contrat de travail aux stagiaires. En outre, la plupart des grandes entreprises ayant déjà investi dans les ressources humaines se sont montrées favorables à l'embauche de stagiaires et ont proposé des contrats de travail aux diplômés³³.

Les programmes de formation d'ARCHIPELAGO ont permis de créer directement 1 759 emplois, dont 1 020 emplois indépendants et 739 emplois salariés. Ces résultats ont été obtenus bien qu'ARCHIPELAGO se soit concentré sur l'EFTP plutôt que sur le soutien post-formation ou la création d'emplois. Néanmoins, sept des vingt initiatives de l'EFTP ont également soutenu l'intégration des diplômés sur le marché du travail et dix des vingt initiatives de l'EFTP ont également soutenu la création d'entreprises. Il semble plausible que le nombre d'emplois créés aurait pu être encore plus élevé si davantage d'initiatives de l'EFTP avaient été engagées dans le soutien post-formation.

Les clés du succès

Le secteur privé au cœur de la conception du projet: L'engagement complet du secteur privé dans toutes les activités du projet a été possible parce que les principales organisations de mise en œuvre n'étaient pas des ministères ou des instituts de l'EFTP, mais des chambres de commerce et d'industrie et leurs organisations représentatives. Cela a fait en sorte que les programmes de formation étaient adaptés aux besoins des entreprises. Les vastes réseaux de la CPCCAF et de l'EUROCHAMBRE ont joué un rôle clé dans la mobilisation des chambres locales, des associations professionnelles et des entreprises pour participer aux 20 initiatives de l'EFTP. Les acteurs du secteur privé ayant une expérience pratique des besoins en main-d'œuvre ont joué un rôle crucial dans l'élaboration et l'ajustement des programmes de l'EFTP, en combinant de manière collaborative l'expérience des entreprises d'Afrique et d'Europe. Les entreprises ont participé à l'identification

des lacunes en matière de compétences (dans 19 des 20 initiatives de l'EFTP), à l'élaboration des programmes de formation (18/20) et à la sélection (13/20), au placement (17/20) et à l'évaluation (12/20) des apprentis. Cette approche basée sur le secteur privé a garanti que les programmes de l'EFTP étaient adaptés aux besoins de la demande de main-d'œuvre locale.

Adéquation systématique entre les systèmes de l'EFTP et les marchés du travail: La conception initiale du projet a révélé des pistes prometteuses pour réparer le «lien brisé³⁴» entre les systèmes de l'EFTP et les marchés du travail dans les pays ciblés. 87 % de toutes les initiatives mises en œuvre ont confirmé que les programmes de formation en alternance seraient poursuivis après la fin du programme, 53 % ont déclaré que le programme de formation était désormais intégré dans l'offre régulière d'un institut local de l'EFTP, et 27 % ont indiqué que leur initiative avait contribué à une nouvelle législation en matière d'EFTP ou à sa préparation. Par exemple, les systèmes de référence³⁵ pour deux professions (transformation agroalimentaire et réparation automobile), élaborés par l'une des initiatives au Cameroun, étaient sur le point d'être officiellement adoptés par le Ministère de l'emploi et de la formation professionnelle du pays. Néanmoins, des efforts supplémentaires seront nécessaires à l'avenir pour intégrer systématiquement les résultats d'ARCHIPELAGO dans les systèmes nationaux de l'EFTP. Dans 14 des 20 initiatives, les certificats d'EFTP des programmes de formation soutenus par ARCHIPELAGO n'étaient pas (encore) reconnus par le système national d'EFTP. Des partenariats systématiques avec les fonds nationaux d'EFTP, apportant une aide financière aux entreprises qui soutiennent l'apprentissage, pourraient également constituer un mécanisme important pour pérenniser les formations et soutenir les institutions nationales.

Miser sur le succès

ARCHIPELAGO fournit des enseignements utiles sur la manière de mobiliser les chambres de commerce et d'industrie pour les programmes d'EFTP afin d'accroître l'orientation vers le marché du travail. Ces expériences et enseignements acquis peuvent être d'une grande utilité pour d'autres programmes d'EFTP dans la région qui s'efforcent de mieux aligner les systèmes nationaux d'EFTP sur les exigences du marché du travail. ARCHIPELAGO offre des enseignements particulièrement intéressants sur (i) les rôles potentiels des chambres de commerce et d'industrie à travers les continents dans les programmes d'EFTP, (ii) des approches pour mobiliser et tirer parti de l'engagement du secteur privé, et (iii) des moyens d'institutionnaliser des programmes de façon intégrale (bottom-up) de l'EFTP bottom-up en Afrique de l'Ouest.

³³ Certains plus petits employeurs, en revanche, étaient surtout intéressés par une main-d'œuvre bon marché ou par des avantages financiers.

³⁴ Banque mondiale, OIT, UNESCO, « Building better formal TVET systems. Principes et pratiques dans les pays à revenu faible et intermédiaire », 2023. Consulté [ici](#).

³⁵ Un système de référence est un cadre qui définit les aptitudes, les compétences et les qualifications requises pour une profession donnée

Histoire d'une réussite

FFUE pour l'Afrique – Sahel et Lac Tchad



Projet de soutien à la stabilité socio-économique dans la région d'Agadez (PAIERA PASSERAZ)



Partenaire du FFUE pour l'Afrique
Karkara



Pays
Niger



Budget
EUR 3.5M



Du 04/2017
au 03/2019

En 2015, le Niger a adopté une loi qui fait de toute implication dans le trafic de migrants une infraction pénale. Cette loi a eu un impact significatif dans la région d'Agadez, où de nombreux habitants vivaient de la traite. Après l'adoption de la loi, nombre d'entre eux ont perdu les revenus qui leur permettaient de subvenir aux besoins de leur famille. Le projet PASSERAZ³⁶ visait à aider ces communautés en difficulté et à leur fournir des moyens de subsistance alternatifs et légaux, en créant de nouveaux emplois et de nouvelles opportunités pour ceux qui collaboraient auparavant avec les trafiquants ainsi que pour les jeunes chômeurs de la région.

L'équipe de PASSERAZ, dirigée par l'ONG nigérienne Karkara, a commencé ses travaux en 2017. Le projet a construit des infrastructures essentielles, dont des routes, des puits et des latrines, offrant des opportunités d'emploi rémunéré à court terme pour les résidents locaux. Le projet a également mis l'accent sur la stimulation de la productivité et de la production agricoles dans la région, une composante réussie du projet comme en attestent les témoignages de ses participants :

Comme l'a souligné Nana Cherif Boukar, une ménagère vulnérable et bénéficiaire d'activités agricoles génératrices de revenus dans la commune de Dirkou: « j'ai reçu gratuitement à travers le projet un kit agricole générateur de revenus d'une valeur de 522 000 francs CFA pour faire des cultures maraîchères. Il comprend : 1 motopompe Honda 160, 1 puits foré, 180 régimes de palme, 1 brouette, 1 pelle et 1 houe. Avec ce kit, je remercie PASSERAZ/ONG Karkara de m'avoir donné une opportunité d'emploi ».

De même, Kochido Armadine, 40 ans, participant au programme de reconversion et bénéficiaire d'un kit de culture maraîchère à Dirkou, a souligné les impacts positifs du projet sur ses moyens de subsistance, son ménage et sa communauté : « Ma production a presque doublé par rapport à ce qu'elle était avant l'acquisition du kit du projet. Ainsi, les revenus du terrain m'ont permis de répondre aux besoins de mon foyer en termes de nourriture, d'habillement, de santé... et parfois même d'aider mes voisins ».

Objectif du projet

Réduire les impacts socio-économiques des activités liées à la migration à Agadez en générant d'autres moyens de subsistance.

Les principaux succès

- ▶ Création de 3 850 emplois temporaires et de 1 795 emplois durables.
- ▶ Sensibilisation de plus de 70 000 personnes aux alternatives à la migration irrégulière.
- ▶ Construction de 23 infrastructures communautaires (écoles, centres de santé, etc.)
- ▶ Renforcement des moyens de subsistance en soutenant le lancement de diverses petites entreprises grâce à des kits de start-up fournis et à la formation de 23 infrastructures communautaires (écoles, centres de santé, etc.).



© ONG Karkara

En outre, le projet a fourni des kits et des formations pour lancer de petites entreprises. Kassé Ali, un jeune de 30 ans originaire d'Agadez, a déclaré :

« Avant, je n'avais pas d'activité, mais aujourd'hui, grâce au kit reçu, mon salon de coiffure marche bien (240 000 CFA/mois) et, avec les revenus gagnés, j'aide mes pauvres parents à acheter de la nourriture. »

Grâce à ces activités, PASSERAZ a apporté un espoir tangible et de véritables alternatives à la traite en offrant une assistance pratique, un développement des compétences et des opportunités économiques. Les gens ont maintenant un moyen de subvenir aux besoins de leur famille et de reconstruire leur vie après l'entrée en vigueur de la loi de 2015.

Comment le FFUE pour l'Afrique a-t-il aidé?

Le projet PASSERAZ a atteint ses principaux objectifs et a satisfait de façon satisfaisante les besoins les plus urgents de ses groupes cibles. Le projet a stimulé l'économie locale, générant 3 850 emplois temporaires et 1 795 opportunités de travail contre rémunération (Cash for Work : CfW)³⁷. Il a également facilité la construction

³⁶ Projet d'Appui à la Stabilité Socioéconomique dans la Région d'Agadez.

³⁷ Les programmes « Argent contre travail » offrent aux populations vulnérables des emplois temporaires dans le cadre de projets publics de reconstruction d'infrastructures.

de 23 infrastructures communautaires, notamment des clôtures à des écoles, des salles de classe, des protections de berges de rivières, des routes rurales, des clôtures à des centres de santé, des latrines, des incinérateurs et une morgue, et a soutenu la rénovation de maternités et d'unités hospitalières.

En plus de créer des opportunités de travail contre rémunération, ces infrastructures ont entraîné des changements positifs à plus long terme pour les communautés. La réfection des routes à Arlit et Tabelot a permis d'améliorer la circulation et de réduire l'isolement. Les clôtures des écoles et des centres de santé ont amélioré la sécurité des étudiants et des patients, réduit les nuisances sonores et les accidents et ont contribué à réduire la défécation dans les cours d'école. Ces améliorations ont contribué à l'augmentation de la fréquentation des écoles maternelles.

Le projet a soutenu le lancement de diverses petites entreprises, comprenant des magasins d'alimentation, des cultures maraîchères, des élevages et des échoppes ambulantes, en leur fournissant des kits d'activités génératrices de revenus³⁸ et en organisant des sessions de formation. Cela a permis d'améliorer les moyens de subsistance des bénéficiaires et de créer des emplois durables. Selon une enquête menée au début du projet, 99 % des ménages bénéficiaires interrogés se trouvaient dans une situation économique instable avant le projet; à la fin du projet, seul 1 % d'entre eux se trouvait encore dans une situation instable. L'endettement des ménages a également été considérablement réduit. Avant le projet, 86 % des bénéficiaires ont déclaré avoir été obligés de s'endetter et 97 % de puiser dans leurs réserves; à la fin du projet, seuls 14 % étaient endettés et 2 % seulement continuaient à puiser dans leurs réserves. Les personnes interrogées ont largement reconnu l'importance de l'aide apportée par le projet, 74 % d'entre elles estimant que la contribution des activités génératrices de revenus à la stabilité socio-économique des ménages était très importante.

Les clés du succès

Répondre aux besoins urgents : Le projet a permis de répondre efficacement aux problèmes urgents rencontrés par les communautés et les anciens acteurs de l'immigration clandestine. Il a été lancé à un moment critique où l'impact de la loi était le plus fort. La preuve en est le nombre élevé de demandes reçues pour des kits d'activités génératrices de revenus.

Le projet a également révélé un fort intérêt de la communauté pour les activités de développement des infrastructures, ce qui a facilité le recrutement de

candidats pour les opportunités de CFW.

Alignement sur les besoins locaux et nationaux : L'implication des communautés par la sélection participative des bénéficiaires, la consultation régulière des parties prenantes locales et des partenariats solides avec les autorités ont permis de garantir des activités satisfaisant les besoins locaux. À un niveau plus élevé, l'intervention était alignée sur les stratégies gouvernementales, telles que le Plan de Développement Economique et Social (PDES)³⁹.

Composantes complémentaires : Une combinaison d'activités complémentaires consistant en des activités fournissant du travail contre rémunération, des kits d'activités génératrices de revenus, des formations, des investissements productifs, des infrastructures et des actions de sensibilisation a garanti un soutien complet aux communautés. En outre, le processus de sélection a été reconnu pour sa transparence et sa pertinence, chaque demande faisant l'objet d'une évaluation des besoins afin de garantir que l'aide répondait aux besoins prioritaires des bénéficiaires.

Mise en œuvre adaptive et suivi et évaluation : Le projet s'est appuyé sur un solide cadre de suivi et d'évaluation et de collecte de données pour faciliter une mise en œuvre souple et faire face aux difficultés de manière adaptive. Par exemple, le projet ayant connu un démarrage lent en raison des longues consultations des parties prenantes nécessaires pour obtenir l'adhésion de toutes les parties, le budget a été réaffecté et des fonds d'urgence ont été utilisés pour permettre le report d'activités supplémentaires pendant cinq mois supplémentaires et aider le projet à rattraper son retard par rapport à ses programmes et à son calendrier d'origine.

Miser sur le succès

Le projet PROSTARAZ⁴⁰ a été lancé en décembre 2021 dans le but de «soutenir les populations affectées par la migration irrégulière dans les régions d'Agadez et de Zinder au Niger, en contribuant à la stabilisation des communautés et au développement socio-économique». Il visait à «soutenir les communautés dépendantes de la migration irrégulière à développer des activités socio-économiques alternatives» dans ces régions grâce à un financement du FFUE pour l'Afrique (1,75 millions d'euros).

Suite au coup d'état du 26 juillet 2023, le Niger a abrogé la loi de 2015 pénalisant l'aide à la migration irrégulière. Par conséquent, la phase II prévue pour le projet n'a pas été poursuivie. Cependant, l'UE continue de soutenir le développement socio-économique de la région à travers des initiatives comme le projet PROSTARAZ.

³⁸ Ces kits correspondent à des paquets remis aux bénéficiaires pour lancer ou développer des activités génératrices de revenus. Certains kits soutiennent l'agriculture à petite échelle en fournissant des produits agricoles, tandis que d'autres visent à aider à lancer des entreprises non agricoles, en fournissant des produits et du matériel.

³⁹ Government of Niger, "Plan de développement économique et social période 2017–2021", May 2017.

⁴⁰ Projet de Stabilisation et du Renforcement Socio-économique dans les Régions d'Agadez et de Zinder.

Grâce au projet WE-RISE!, Hanaa, une femme déterminée de Gedaref, au Soudan, cultive l'espoir et un avenir meilleur pour sa famille grâce à l'agriculture durable. ©AICS

A woman with a warm smile is the central figure. She wears a dark headscarf with a vibrant pink and purple floral pattern. Her hands are dirty, holding a large green corn plant. The background is a lush green field, suggesting a rural agricultural setting.

2.2 Corne de l'Afrique

**27 208****DJIBOUTI**

Migrants en transit, réfugiés/demandeurs d'asile et déplacés internes protégés et/ou assistés

3 860

personnes bénéficiant de l'EFTP et du développement des compétences

2 356 004**ETHIOPIE**

Personnes recevant une assistance liée à la sécurité alimentaire

8 181

Personnes formées en matière de gouvernance, de prévention des conflits et de droits de l'homme

142 645**KENYA**

Personnes ayant reçu une assistance alimentaire

317 375

Personnes ayant un meilleur accès aux services de base

34 691**SOMALIE**

Personnes recevant une aide liée à la sécurité alimentaire

4 238 868

Personnes touchées par des campagnes de sensibilisation aux pratiques de renforcement de la résilience et aux droits fondamentaux

2 467 550**SOUDAN**

Personnes ayant reçu une assistance alimentaire

2 901 479

Services sociaux de base fournis

1 773 303**SOUDAN DU SUD**

Personnes recevant une assistance liée à la sécurité alimentaire

241 900

Personnes ayant participé à des activités de prévention des conflits et de défense des droits de l'homme

174 410**UGANDA**

Personnes aidées à développer des activités génératrices de revenus

208 556

Personnes touchées par des campagnes de sensibilisation aux pratiques de renforcement de la résilience et aux droits fondamentaux

AU NIVEAU RÉGIONAL

Résultats cumulés par pays et régions au 30 juin 2024

**281 552**

Personnes ayant participé à des activités de prévention des conflits et de défense des droits de l'homme

**29 561**

Personnes formées en gestion de la migration

**719 107**

Migrants (potentiels) touchés par les campagnes d'information sur la migration

*Plus de détails concernant la méthode suivie pour obtenir ces résultats peuvent être trouvés sur le site web de la FFUE pour l'Afrique https://trust-fund-for-africa.europa.eu/results/monitoring-and-evaluation_en

2.2.1 Principaux résultats obtenus dans la région en 2024

Bien que le nombre de projets opérationnels encore en cours de mise en œuvre soit passé de 231 à 55, d'importants résultats ont été obtenus dans la région de la Corne de l'Afrique en 2024.

Multiplier les opportunités économiques et d'emploi

Le soutien financé par le FFUE pour l'Afrique en matière d'opportunités économiques et d'emploi dans la Corne de l'Afrique a continué à produire des résultats significatifs malgré des difficultés persistantes, telles que la hausse des prix des denrées alimentaires et de l'énergie, aggravée par le phénomène climatique périodique El Niño. Jusqu'en juin 2024, un total de 152 149 emplois avaient été créés ou soutenus, dont 2 471 emplois au cours du premier semestre 2024.

En outre, le soutien aux MPME s'est également poursuivi, avec un total de 24 091 MPME créées ou soutenues à ce jour, dont 314 en 2024. Les programmes du FFUE pour l'Afrique ont également aidé des personnes à développer des AGR, avec 29 767 bénéficiaires soutenus au premier semestre 2024, notamment en Ouganda, contribuant à un total cumulé de 747 881 à ce jour.

Plusieurs interventions en matière d'économie et d'emploi relevant du FFUE pour l'Afrique ciblent spécifiquement les réfugiés afin de remédier aux inégalités et à l'impact disproportionné du chômage au sein de ce groupe. En juin 2024, 12 349 réfugiés ont bénéficié d'emplois créés/ soutenus, 85 593 personnes aidées avec des AGR et 26 581 initiatives de formation professionnelle, garantissant ainsi des opportunités économiques inclusives dans toute la région.

Renforcer la résilience

Les projets financés par le FFUE pour l'Afrique ont fourni 11 046 753 services liés à la santé aux ménages à ce jour, dont 213 855 livrés au cours du premier semestre 2024. La quasi-totalité des services de santé (99 %) étaient constitués de traitements médicaux, le Soudan ayant reçu la majeure partie (67 %). De plus, l'accès aux structures de santé s'est amélioré pour 3,67 millions de personnes à ce jour, dont 58 944 en ont bénéficié au cours du premier semestre 2024, en grande partie grâce au projet RESET Plus AMREF II en Éthiopie⁴¹.

L'assistance en matière de nutrition et de sécurité alimentaire a également été un objectif clé, 3 millions de personnes ayant bénéficié d'une assistance nutritionnelle et 5,66 millions de personnes d'une assistance liée à la sécurité alimentaire à ce jour. Au cours du premier semestre 2024, 54 250 personnes ont bénéficié de programmes de nutrition, dont 95 % des prestations ont été fournies au Soudan via l'initiative « Renforcer la nutrition » du Programme alimentaire mondial. De même, 9 172 personnes ont reçu une assistance liée à la sécurité alimentaire au cours de cette période, avec des contributions significatives de Stabilité et Développement Tigré Trócaire⁴² en Éthiopie (39 %) et du Programme de Développement et de Protection Régionale⁴³ au Soudan (37 %). Ces efforts reflètent l'engagement continu du FFUE pour l'Afrique dans la lutte contre la faim et la malnutrition.

41 Planification familiale pour renforcer la résilience des jeunes et des femmes dans les régions d'Éthiopie sujettes à la sécheresse et à l'insécurité alimentaire chronique (AMREF II).

42 Stabilité et développement socio-économique pour les communautés vulnérables et marginalisées de la région du Tigré en Éthiopie (Stability & Development Tigré Trócaire).

43 Le projet Agribusiness dans l'est du Soudan mis en œuvre par l'Agence néerlandaise pour l'entreprise (RVO).

Améliorer la gestion des migrations

À la mi-2024, seuls quatre projets étaient encore actifs dans le domaine de la gestion des migrations, avec le projet PROTECT⁴⁴, mis en œuvre conjointement par la Croix-Rouge danoise et le Croissant-Rouge soudanais, apportant une aide vitale. Au cours du premier semestre 2024, le projet a soutenu 3 256 migrants et personnes déplacées, répondant aux besoins urgents dérivant de la guerre et des crises de déplacement au Soudan.

À ce jour, le FFUE pour l'Afrique a protégé ou appuyé un total de 194 738 migrants en transit, réfugiés, demandeurs d'asile et personnes déplacées à l'intérieur du pays. En outre, il a fourni un soutien post-arrivée à 6 315 migrants et réfugiés de retour en 2024, ce qui porte le nombre total de bénéficiaires à 120 809.

Améliorer la gouvernance et la prévention des conflits

Durant le premier semestre 2024, 30 162 personnes ont participé à des activités visant à prévenir les conflits et à promouvoir les droits de l'homme, en particulier au Soudan du Sud. Cela porte le nombre total de participants à 1,37 million. Ces initiatives continuent de renforcer la paix et la stabilité politique dans la région.

À ce jour, les projets financés par le FFUE pour l'Afrique ont formé 70 730 personnes issues du gouvernement, des forces de sécurité et des acteurs non étatiques à la gouvernance, à la prévention des conflits et aux droits de l'homme. Au cours du premier semestre 2024, 578 personnes ont reçu une formation, au travers du projet Stability and Services Gambella⁴⁵, mené par l'International Rescue Committee en Éthiopie, qui représente 57 % de ces efforts.



Jean a bénéficié du projet Dukorane Umurava, qui autonomise les réfugiés et les communautés d'accueil au Rwanda grâce à la formation professionnelle, la création d'emplois, le soutien aux entreprises et l'aide psychosociale. © GIZ (2023). Photo de Adalbert Niyobugingo/TT Communications.

44 Protection des personnes dans le besoin et des migrants vulnérables (PROTECT).

45 Promouvoir la stabilité et renforcer la fourniture de services de base aux communautés d'accueil, aux réfugiés et aux autres personnes déplacées dans l'État régional de Gambella en Éthiopie (Stability & Services Gambella IRC II).



Renforcement de la résilience et création d'opportunités économiques en Éthiopie (RESET II)



Partenaires du FFUE pour l'Afrique
ACF, iDE UK, DCA, Save the Children, CORDAID, CARE, VITA, OXFAM and IRC



Pays
Ethiopie



Budget
EUR 46M



Du 04/2016
au 12/2020

Le programme RESET II était un programme multisectoriel composé de neuf projets. Il visait à compléter les réalisations de son prédécesseur (RESET I, financé par l'UE) et à améliorer les opportunités économiques, à développer les capacités d'adaptation et à renforcer la résilience des communautés éthiopiennes particulièrement vulnérables aux crises causées par les catastrophes humaines et naturelles.

La logique du programme part du principe que l'amélioration de la résilience à long terme peut être plus efficace en combinant les efforts humanitaires et ceux de développement qu'en déconnectant les mesures d'urgence à court terme et les activités de développement.



Zahara Mohammed, une jeune fille de 19 ans qui a bénéficié d'une formation aux moyens de subsistance dans le domaine de la couture et d'un soutien matériel pour lancer une petite entreprise.

© RESET II Save the Children (groupe de la région Afar)

Objectif du programme

Renforcer les opportunités économiques et la résilience des communautés les plus vulnérables aux crises d'origine humaine et aux catastrophes naturelles.

Les principaux succès⁴⁶

- En moyenne, les ménages pastoraux connaissent 3,4 mois d'insécurité alimentaire en moins par an à la conclusion de l'enquête par rapport à la situation de départ.
- Le pourcentage d'accouchements assistés par du personnel de santé qualifié a augmenté de 32 % en moyenne.
- La proportion de ménages épargnant régulièrement a augmenté de 25 % en moyenne.

« Auparavant, je pensais que les femmes n'étaient pas censées avoir une activité commerciale en dehors de la maison, car c'était considéré comme un travail d'homme », explique Zahara Mohamed, bénéficiaire d'une aide aux moyens de subsistance de RESET II dans la région d'Afar. Cependant, au cours du processus de ciblage et de sensibilisation, le comité m'a sélectionnée pour participer à la formation. J'ai maintenant acquis de nouvelles compétences en couture et en gestion de magasin, et j'ai reçu des machines et le matériel nécessaire pour les services d'appui. Je suis impatiente d'avoir mon entreprise, ce qui est devenu mon ambition ».

Comment le FFUE pour l'Afrique a-t-il aidé?

Le programme RESET II a ciblé plus d'un million de personnes dans huit groupes géographiques au travers de cinq régions d'Éthiopie (Afar, Amhara, Oromia, SNNP et Somali) avec des mesures visant à renforcer la productivité économique, à améliorer la sécurité alimentaire et la nutrition, et à accroître l'accès aux services de base tels que la santé et l'eau⁴⁷.

Les interventions du programme ont conduit à des améliorations significatives de la nutrition, de la sécurité alimentaire et de l'accès à l'eau potable dans les communautés ciblées. Par exemple, les bénéficiaires des projets menés par CARE, DCA et Oxfam ont tous enregistré une augmentation significative des taux d'allaitement exclusif par les mères pendant les six premiers mois de la vie de leur enfant, passant d'une moyenne⁴⁸ de 59 % au début à 86 % à la fin du programme. Ces améliorations peuvent certainement être attribuées à la formation en nutrition dispensée par les projets aux femmes enceintes et aux mères allaitantes.

46 Les indicateurs mentionnés n'ont pas été mesurés par tous les projets, et les moyennes ne sont donc pas pleinement représentatives du programme.

47 [RESET II Description of Action](#).

48 Ces moyennes sont établies à partir des données disponibles issues de trois projets..

Les projets RESET II ont également mis en œuvre des interventions de sécurité alimentaire visant à améliorer les rendements agricoles et la santé du bétail, en proposant notamment des formations agricoles, des campagnes de vaccination du bétail et des apports matériels (tels que des semences de meilleure qualité et des outils agricoles). C'est probablement l'une des principales raisons pour lesquelles le **nombre moyen⁴⁹ de mois d'insécurité alimentaire ou de « carences alimentaires » déclarés par les bénéficiaires du projet au cours de l'année précédente a diminué**, passant de 6,7 au début à 3,4 à la fin du projet. En outre, l'accès aux soins vétérinaires pour le bétail est passé d'une moyenne⁵⁰ de 27 % au début du projet à 83 % à la fin.

Les bénéficiaires ont également constaté une amélioration de l'accès en toute sécurité à l'eau potable dans les zones d'intervention du programme grâce aux activités de construction et de réhabilitation des infrastructures d'eau, passant d'une moyenne⁵¹ de 45 % au début du programme à 70 % à la fin de celui-ci.

Kada, une femme qui utilise une réserve d'eau construite par le projet CARE RESET II dans la zone de Borana, dans la région d'Oromia, a expliqué que « l'installation est une immense bénédiction pour la communauté et a créé un accès à l'eau pour les hommes et les animaux, et qu'en plus la construction a réduit le temps et le travail des femmes et des filles qui devaient auparavant aller chercher de l'eau dans des zones éloignées ».

Des améliorations significatives peuvent également être observées dans la proportion d'accouchements assistés par du personnel de santé qualifié dans les zones cibles, passant d'une moyenne⁵² de 33 % au début du programme à 65 % à la fin de celui-ci. Le programme a contribué à ces améliorations en formant le personnel de santé et en construisant, réhabilitant ou équipant des maternités dans les hôpitaux. Enfin, trois projets RESET II ont enregistré une augmentation de l'épargne régulière des ménages, qui est passée d'une moyenne⁵³ de 13 % au début du projet à une moyenne de 38 % à la fin.

Enfin, le programme a contribué à réduire les vulnérabilités et à renforcer la résilience des moyens de subsistance des

femmes vivant en milieu rural dans les communautés où il a été mis en œuvre. Il s'est également penché sur les inégalités entre les hommes et les femmes en encourageant des changements de comportement positifs, en s'attaquant aux pratiques traditionnelles néfastes et en créant des emplois pour les femmes dans des secteurs non traditionnels⁵⁴.

Les clés du succès

Création de partenariats avec les autorités locales : Cela a concerné la conception conjointe (par exemple, le choix du site des installations WASH), la mise en œuvre (par exemple, des formations de renforcement des capacités pour le personnel des établissements de santé dispensées par des fonctionnaires du bureau de santé de zone) et le suivi des interventions (par exemple, des visites de suivi conjointes⁵⁵).

Expérience : Chacun des projets RESET II a utilisé une approche de consortium visant à exploiter l'expertise respective des partenaires de mise en œuvre participants, qui possédaient tous une vaste expérience dans leur(s) zone(s) géographique(s) respective(s) de mise en œuvre. Toutefois, il convient de souligner que cette approche a également créé certaines complexités contractuelles et de mise en œuvre pour les partenaires de mise en œuvre⁵⁶.

Miser sur le succès

Le programme visait à assurer la continuité et la durabilité en impliquant les communautés cibles et les autorités locales dans toutes les phases du projet et en transférant les résultats clés du projet, tels que les points d'eau construits, aux communautés locales dès le début. En outre, de nombreux projets de résilience devraient couvrir une grande partie des régions ciblées par le programme RESET II, notamment les programmes régionaux et nationaux financés par l'UE et [le projet de renforcement de la résilience des moyens de subsistance des basses terres](#) en Éthiopie, financé par la Banque mondiale à hauteur de 326 millions de dollars, dont la conception a bénéficié des enseignements tirés et partagés par l'équipe du programme RESET II.

49 Ces moyennes sont établies à partir des données disponibles issues de deux projets.

50 Ces moyennes sont établies à partir des données disponibles issues de cinq projets.

51 Ces moyennes sont établies à partir des données disponibles issues de trois projets.

52 Ces moyennes sont établies à partir des données disponibles issues de trois projets.

53 Ces moyennes sont établies à partir des données disponibles issues de trois projets.

54 RESET II, « Strategic Livestock Feed Reserve as New Source of Income and Coping Mechanism », 24 février 2020. Les pourcentages moyens tant au début qu'à la fin du projet comprennent des données provenant de trois projets.

55 Cité dans de nombreux rapports RESET II ROM, par exemple RESET II ACF et RESET II Save the Children.

56 Extrait du rapport RESET II de Save the Children ROM : Les dispositions contractuelles et de mise en œuvre adoptées semblent complexes. Ils représentent un défi et nécessitent des efforts supplémentaires et prennent beaucoup de temps, tant au niveau du personnel du consortium qu'au niveau du personnel sur le terrain.



Support programme to the refugee settlements and host communities in Northern Uganda (SPRS-NU)



Partenaire du FFUE pour l'Afrique
Enabel



Pays
Ouganda



Budget
EUR 8M



Du 07/2016
au 11/2024

L'Ouganda a connu un afflux important de réfugiés et de flux migratoires le long de sa frontière avec le Soudan et le Sud-Soudan, plus particulièrement dans les districts de la région du Nord. Cet afflux a accru la pression sur les populations nationales et réfugiées, aggravant les problèmes liés aux ressources naturelles, contribuant à l'insécurité alimentaire, augmentant la pauvreté et créant des difficultés dans la délivrance des services de base. Grâce au projet SPRS-NU Enabel⁵⁸, les communautés vulnérables du nord de l'Ouganda (en particulier les jeunes, les femmes et les filles), qu'elles soient réfugiées ou accueillantes, bénéficient désormais d'un meilleur accès au développement de compétences de qualité (comprenant une formation, des compétences entrepreneuriales et des kits de start-up), à l'autonomisation des moyens de subsistance et à une plus grande autosuffisance.

Le projet a ciblé 4 400 jeunes et femmes dans le nord de l'Ouganda (districts d'Adjumani, d'Arua et de Yumbe) ainsi que dans le district de Kiryandongo dans l'ouest de l'Ouganda. Il visait à améliorer durablement les conditions de vie et la génération de revenus en formant les femmes dans le cadre d'un programme de formation professionnelle à court terme et d'une formation à l'entrepreneuriat afin de développer des compétences adaptées au marché du travail chez les jeunes, les femmes et les filles réfugiés.

« J'ai appris tout ce dont j'ai besoin pour construire une maison. Lorsque je serai diplômée, la première chose que je ferai sera de construire une maison en briques pour mes parents. En plus de ces compétences, j'ai acquis des connaissances en matière d'entrepreneuriat et de compétences de vie. Cela m'a aidée à prendre confiance en moi en tant que jeune femme, à me fixer des objectifs et à travailler pour les atteindre, ainsi qu'à gérer mon entreprise et mes revenus de manière efficace et économique. Je pense que cela améliorera mon niveau de vie », déclare une réfugiée de 22 ans.

⁵⁷ Une formation régulière dure de six à neuf mois.

⁵⁸ [SPRS-NU Enabel 'Description of action'](#).

Objectif du programme

Améliorer les conditions de vie et les compétences pertinentes pour le marché du travail des réfugiés et des communautés d'accueil dans le nord de l'Ouganda, par la formation professionnelle et le soutien à l'entrepreneuriat.

Les principaux succès

- ▶ La proportion de stagiaires professionnels réguliers⁵⁷ qui ont trouvé un emploi ou développé des activités génératrices de revenus (AGR) a augmenté de 28 points de pourcentage après la formation.
- ▶ 86% des employeurs du secteur privé sont satisfaits de la qualité et de la pertinence des formations proposées par le projet.



Des membres du groupe de femmes Manjoora lors d'une session de formation à l'Institut professionnel Lokopio dans le camp de réfugiés de Bidi-Bidi, Ouganda. © Enabel

« Le projet de développement des compétences m'a redonné espoir », déclare Jimmy, un réfugié de 25 ans. « Maintenant, je peux au moins gagner de l'argent, acheter des vêtements, acheter de la nourriture pour la maison et épargner un peu d'argent chaque semaine grâce aux compétences que j'ai acquises. J'ai gagné plus de 1 800 000 UGX (environ 440 euros) depuis décembre grâce à cette formation de développement des compétences des jeunes. Mon objectif est d'économiser de l'argent jusqu'à la fin de l'année et d'ouvrir mon propre atelier de menuiserie, vu que cet atelier de formation m'a permis de rencontrer de nombreux clients » .

Comment le FFUE pour l'Afrique a-t-il aidé?

Le programme a soutenu des activités de formation à court et à moyen terme en améliorant les institutions existantes d'enseignement économique, technique et professionnel (EFTP) et en créant de nouvelles. Les bénéficiaires ciblés ont également reçu une formation aux compétences entrepreneuriales, ainsi qu'un accompagnement et des kits « start-up » dans divers secteurs tels que la maçonnerie, la charpenterie, la coiffure, les travaux de

construction, la mécanique, la fabrication de savon et la soudure.

Les activités de BTVET ont considérablement amélioré les revenus, les opportunités économiques et les perspectives d'emploi des bénéficiaires en les dotant de compétences locales correspondant aux besoins du marché du travail. Ces initiatives ont également favorisé l'auto-emploi et augmenté la participation des femmes au marché du travail, qui a toujours été faible dans ces régions. Les enquêtes menées par le projet ont révélé que 90 % des personnes interrogées considéraient que les formations correspondaient aux compétences locales et aux besoins du marché du travail et étaient donc susceptibles d'améliorer les perspectives d'emploi des bénéficiaires⁵⁹. En outre, 86 % des employeurs du secteur privé dans les zones du projet ont déclaré être satisfaits de la qualité et de la pertinence des formations fournies⁶⁰. Selon les études de suivi⁶¹, parmi les 1 200 stagiaires du projet qui ont obtenu leur diplôme entre 2018 et 2019, il y a eu une augmentation de l'emploi de 28 pour cent (de 37 % avant la formation à 65 % après la formation). En outre, 78 % des bénéficiaires salariés ou indépendants ont enregistré une amélioration de leurs revenus après l'obtention de leur diplôme à l'issue des formations, tandis que 56 % des stagiaires «instantanés»⁶² ont créé de nouvelles AGR ou amélioré leurs AGR existantes après la formation⁶³.

Les formations ont été particulièrement efficaces en ce qui concerne l'autonomisation des femmes et la promotion de leur participation économique, puisque 68 % des participantes aux formations BTVET du projet ont trouvé un emploi ou se sont engagées dans des AGR après leur formation.

Les clés du succès

Participation du secteur privé à la formation professionnelle: Le projet a systématiquement impliqué les institutions de formation BTVET et les employeurs du secteur privé dans la fourniture de formation, d'apprentissage et de soutien professionnel

aux bénéficiaires afin d'assurer la correspondance des formations au marché du travail local.

Action fondée sur des études pertinentes : Les formations proposées par le projet se sont appuyées sur des évaluations du marché du travail et sur des cartes des parties prenantes réalisées dans les zones de mise en œuvre du projet, ce qui a contribué de manière positive aux résultats obtenus⁶⁴.

Des interventions qui se renforcent mutuellement : Les diplômés du BTVET ont été mis en relation avec le secteur privé pour des stages d'apprentissage après leur formation ou ont reçu des kits start-up pour s'assurer qu'ils mettaient en pratique les compétences acquises afin de générer des revenus. 79 % des diplômés ayant reçu des kits start-up ont trouvé un emploi ou se sont engagés dans des AGR⁶⁵.

L'une des limites des succès susmentionnés est que, bien que des formations «instantanées» de 10 à 100 heures soient proposées dans les camps de réfugiés, les institutions d'EFTP offrent des formations «régulières» de six à neuf mois qui ne sont pas facilement accessibles en raison de leur distance par rapport aux camps. L'évaluation du projet en 2020 a recommandé qu'à l'avenir, certains de ces établissements soient établis à l'intérieur et à proximité des camps afin d'améliorer l'accès aux bénéficiaires⁶⁶.

Miser sur le succès

À l'avenir, les nouveaux financements de l'UE offrent une occasion prometteuse de miser sur les succès du projet en intégrant le soutien aux réfugiés comme une composante clé des projets futurs. Le programme «Emplois verts et décents pour les jeunes», de 24,9 millions d'euros, financé par l'UE et devant être mis en œuvre par Enabel dans l'est de l'Ouganda, à Kampala et dans le nord de l'Ouganda, n'est qu'un exemple parmi d'autres des importantes initiatives en cours d'élaboration.

59 SPRS-NU Enabel 'Action Research Infographic Final', n.d.

60 SPRS NU Enabel, 'Tracer Studies Infographic Final', July 2020.

61 Une étude de traçage implique la collecte et l'analyse répétées de données sur les mêmes individus au fil du temps afin de suivre les changements survenus à la suite d'une intervention de développement.

62 Une formation «instantanée» dure une à deux semaines (10 à 100 heures).

63 SPRS NU Enabel, «Tracer Studies Infographic Final», juillet 2020 ; L'évaluation finale du RDPP a indiqué que le confinement du COVID-19 pourrait avoir limité la participation des bénéficiaires aux stages d'apprentissage et aux opportunités de moyens de subsistance au moment des études de suivi (2020), ce qui explique les proportions relativement faibles rapportées.

64 RDPP, 'The RDPP in Uganda Endline Assessment', 30 April 2021.

65 SPRS NU Enabel, 'Tracer Studies Infographic Final', July 2020.

66 SPRS Nu Enabel, 'Skilling Strategy Uganda' Evaluation Report', November 2020.



Enhancing Somalia's responsiveness to the management and reintegration of mixed migration flows (RE-INTEG programme)



Partenaires du FFUE pour l'Afrique

Africa's Voices Foundation (AVF), CARE, Concern Worldwide (CW), Danish Refugee Council (DRC), Norwegian Refugee Council (NRC), International Development Law Organization (IDLO), International Organization for Migration (IOM), UN-Habitat, UNHCR, World Health Organization (WHO), World Vision (WV)



Pays

Somalie



Budget

EUR 54.3M



Du 09/2016
au 12/2025

Le programme RE-INTEG en Somalie visait à combler les lacunes dans la gestion des flux de réfugiés entrant et ceux de retours, à améliorer les cadres juridiques liés à la migration, à mettre en œuvre des politiques migratoires, à renforcer la coopération transfrontalière et à accroître la fourniture de services de base et améliorer les conditions de vie dans les zones de départ et de retour. En conséquence, les communautés touchées par les déplacements en Somalie (DAC), qui comprennent les personnes déplacées à l'intérieur du pays, les réfugiés de retour et les communautés d'accueil, bénéficient désormais d'un meilleur accès aux services de base et d'une plus grande sécurité juridique, matérielle et physique.

L'un des projets REINTEG a été mené par CARE et a fourni un soutien aux moyens de subsistance et un meilleur accès à l'éducation, aux soins de santé, à WASH, à la protection de l'enfance et aux services de lutte contre la violence basée (VBG) sur le genre pour les CAD dans les États du Puntland et de Galmudug. Le projet a permis à 918 stagiaires de bénéficier d'un enseignement et d'une formation techniques et professionnels (EFTP) dans des domaines tels que les soins infirmiers, la pharmacie, la plomberie et l'électricité. À l'issue de la formation, de nombreux stagiaires ont rejoint des entreprises existantes ou ont lancé leur propre entreprise proposant des services tels que la couture, l'électricité, la mécanique et les soins de beauté⁶⁷.

Le père d'un stagiaire malentendant participant au cours de réparation électronique au centre de formation professionnelle de Galkacyo, au Puntland, a déclaré : « Au début, j'étais réticent car je craignais qu'il ne soit encore une fois délaissé, mais le personnel du projet m'a assuré que mon fils aurait reçu l'attention et le soutien qui lui permettraient d'apprendre et d'utiliser les compétences qui lui sont enseignées ».

Objectif du programme

Soutenir la réintégration durable des réfugiés rentrés au pays, les solutions durables pour les personnes déplacées à l'intérieur du pays et stabiliser les populations en Somalie.

Les principaux succès

- ▶ L'intention et la volonté accrues des PDI et des migrants de retour de rester dans leur lieu de vie actuel et, chez les jeunes, de rester dans leur lieu d'origine
- ▶ Augmentation du nombre d'enfants scolarisés, y compris une augmentation de 55% dans le Jubaland.



Une classe de qualification professionnelle en réparation électronique au centre de formation professionnelle de Galkacyo, au Puntland
© CARE.

Le fils de l'homme ajoute : « Avant le début du cours de formation, je n'avais aucun espoir de me retrouver dans une salle de classe, mais maintenant je me retrouve assis avec d'autres étudiants et j'apprends tout comme eux, même si je suis différent. Je suis heureux de pouvoir apprendre et un jour, j'ouvrirai un atelier de réparation et je soutiendrai ma famille⁶⁸ ».

Comment le FFUE pour l'Afrique a-t-il aidé?

Le programme RE-INTEG consistait en plusieurs projets mis en œuvre par de multiples partenaires de mise en œuvre, chacun dans une région différente de la Somalie. Les informations suivantes se concentrent sur les quatre projets RE-INTEG qui ont été mis en œuvre par des consortiums d'ONG (menés par WV, NRC, CW et CARE) et le projet RE-

67 Trends Dynamics Consulting, 'End line evaluation of Durable Solutions for Returnees and IDPs in Somalia (DSRIS) Project', 2020.

68 FFUE , 'Abdullahi, un enfant somalien aux besoins spéciaux, trouve sa place dans la salle de classe grâce à une formation professionnelle », 24 août 2018

INTEG mis en œuvre par l'OIDD⁶⁹. Les quatre consortiums visaient à améliorer l'accès aux services de base et à créer de réelles conditions de vie dans les principales zones accessibles de retour et de départ, tandis que l'OIDD visait à soutenir le développement et la mise en œuvre de politiques de retour, de réintégration et de protection des PDI et des réfugiés.

Les évaluations finales des projets ont montré des progrès en termes de solutions durables dans les zones de mise en œuvre du programme. Les projets RE-INTEG menés par CW, NRC et WV ont tous enregistré une augmentation de l'intention ou de la volonté parmi les PDI et les réfugiés de retour de rester dans leur lieu de vie actuel, avec une augmentation moyenne de 26%, et parmi les jeunes de rester dans leur lieu d'origine, avec une augmentation moyenne de 28%.

Un certain nombre de facteurs ont probablement contribué à cette volonté accrue de rester. Tout d'abord, RE-INTEG a soutenu l'accès aux ressources, à l'éducation, aux moyens de subsistance et aux droits au logement, à la terre et à la propriété (LTP) par les DAC. Les projets CW, NRC et WV ont tous signalé une augmentation de l'égalité d'accès aux ressources par les DAC et les non-DAC (avec une augmentation moyenne de 14%). Trois projets ont enregistré une augmentation des taux de scolarisation dans leurs zones de mise en œuvre (de 37 % en moyenne), deux projets ont fait état d'une augmentation des revenus des PDI (avec une augmentation moyenne de 247 %), et les quatre projets menés par les ONG ont relevé une augmentation de l'accès aux droits de LTP⁷⁰.

Deuxièmement, RE-INTEG a contribué à une meilleure politique environnementale pour les DAC. Trois projets ont rapporté une augmentation des CAD déclarant que le gouvernement est sensible à leurs droits et à leurs besoins (avec une augmentation moyenne de 30%), et l'OIDD a soutenu le gouvernement pour ratifier la Convention de Kampala, un traité continental contraignant pour protéger les PDI et pour adopter une politique nationale sur les PDI, les réfugiés et les personnes de retour au pays.⁷¹

Les clés du succès

La RE-INTEG a apporté un soutien à long terme aux DAC comme jamais auparavant en Somalie, notamment en combinant :

1) Une approche régionale pour la conception des activités. Les projets ont utilisé des évaluations des besoins par zone (plutôt que des études à l'échelle nationale) pour orienter la conception des activités⁷².

2) Des actions menées par les communautés. Par exemple, les projets menés par WV et NRC ont intégré les besoins des communautés dans des plans d'action communautaires⁷³ et le projet mené par CW a soutenu des « forums DAC » qui ont pris des décisions sur la mise en œuvre des activités⁷⁴.

3) Une collaboration étroite avec le gouvernement. Par exemple, le projet dirigé par le NRC a mené des missions de suivi et d'évaluation avec le gouvernement, ce qui a accéléré le processus de prise de décision du gouvernement sur des sujets tels que l'emplacement des écoles. Par ailleurs, le projet mené par WV a collaboré avec le gouvernement du Somaliland dès le début et a ainsi obtenu un soutien important de la part du gouvernement, qui a notamment accordé une réduction de 50 % sur les certificats fonciers pour les PDI⁷⁵.

Miser sur le succès

Le succès de RE-INTEG dans la mise en œuvre de projets axés sur des solutions durables, utilisant des approches par zone et collaborant étroitement avec le gouvernement, a visiblement incité d'autres donateurs à faire de même. On peut notamment citer comme exemples le programme Danwadaag financé par le FCDO britannique (5,5 millions de livres), les programmes BREACH (17 millions d'euros) et Xaldoon (10 millions d'euros) financés par l'UE ainsi que le programme Saameynta (18 millions de dollars) financé par le Fonds commun pour la Somalie. Ces programmes couvriront la zone de mise en œuvre du programme RE-INTEG CW, bien que des lacunes subsistent dans les zones couvertes par les projets CARE, WV et NRC.

⁶⁹ L'accent mis sur ces projets s'explique par le fait que les consortiums dirigés par l'OIDD et les ONG disposent tous d'un rapport explicatif final, d'une évaluation à mi-parcours ou d'une évaluation finale et qu'ils ont également des indicateurs comparables.

⁷⁰ CARE : 800 ménages de PDI ont reçu des terres et ont été réinstallés à Galkacyo South, WV : 15 % au début du projet à 60 % à la fin, NRC : 61 % au début du projet à 62,5 % à la fin, CW : le rapport indique que le projet a « obtenu des résultats supérieurs » en ce qui concerne la mise en place de « mécanismes de PLH accessibles pour garantir l'accès à la terre et/ou à la sécurité d'occupation », mais ne donne pas de données sur les résultats.

⁷¹ International Development Law Organisation, 'Final Narrative Report', 2022

⁷² [Consilient and Concern Worldwide, 'Enhancing Integration of Displacement Affected Communities in Somalia. Endline Evaluation Report', 2020](#).

⁷³ [Intermedia development Consultants, "Wadajir"-Enhancing Durable Solutions for and Reintegration of Displacement Affected Communities in Somaliland. Endline Evaluation Report', 2020](#); Jubaland Solutions Consortium, 'Durable Solutions and Reintegration Support to Displacement Affected Communities in Jubaland State of Somalia. End Line Survey Report', 2020.

⁷⁴ Voir note 6.

⁷⁵ Voir note 7.

Histoire d'une réussite

FFUE pour l'Afrique – Corne de l'Afrique



Prévention des conflits, paix et opportunités économiques pour les jeunes (programme pour la jeunesse) au Kenya



Partenaires du FFUE pour l'Afrique

German Agency for International Cooperation (GIZ), Kenya Red Cross Society (KRCS), Royal United Services Institute (RUSI) et Slovak Agency for International Development Cooperation (SAIDC)



Pays

Kenya



Budget

EUR 14.3M



Du 09/2016
au 02/2022

Les communautés des régions défavorisées du Kenya connaissent des situations graves d'exclusion, de manque d'opportunités, d'inégalité et de pauvreté. À travers quatre projets différents, le programme Jeunesse vise à améliorer la prévention des conflits, la paix et les opportunités économiques pour les jeunes vulnérables et la population en général dans des zones déterminées du Kenya, en particulier dans les comtés du nord-est et de la côte, ainsi que dans les zones urbaines. **Les communautés ciblées bénéficient désormais de meilleures opportunités économiques et de meilleures relations avec les autres membres de la communauté et les forces de l'ordre.**

Dans le cadre du programme Jeunesse, la Société de la Croix-Rouge du Kenya (SCRK) a soutenu 4 500 jeunes dans huit comtés du Kenya grâce à des activités génératrices de revenus, des formations professionnelles et un soutien à la prévention des conflits. La SCRK a organisé des événements pour rapprocher les jeunes, notamment un match de football entre les groupes de jeunes Majengo et Shella à Malindi, dans le comté de Kilifi. Ce match a été organisé à la suite de rapports signalant des rivalités et des agressions en représailles entre les deux groupes et visait à améliorer les relations entre leurs membres. Un événement a également été organisé pour promouvoir de meilleures relations entre les jeunes et les agents de sécurité de la communauté en les engageant activement dans des dialogues.

« Mes amis et moi étions vraiment très heureux d'avoir l'occasion de participer à un match de football et ça a été pour nous vraiment très agréable parce que cela nous a donné l'impression d'être une partie importante de la société », a déclaré Mudhir Adnan, entraîneur du Zaragoza Youth Football Club du comté de Kilifi, au Kenya.

Objectif du programme

Contribuer à renforcer la paix, la stabilité et les opportunités économiques inclusives pour les jeunes dans les zones défavorisées du Kenya.

Key successes

- ▶ Les revenus ont augmenté de 28 % pour les bénéficiaires de l'Agence slovaque pour la coopération internationale au développement et l'emploi pour les bénéficiaires de la Société de la Croix-Rouge du Kenya est passé de 47 % à 91 %.
- ▶ Les personnes encadrées qui n'ont trouvé aucun avantage lié au terrorisme sont passées de 88 % à 95 %
- ▶ Une amélioration de la productivité a été rapportée pour les bénéficiaires du SAIDC en termes de rendements de production (passant de 158 kg de noix de cajou récoltées par saison au départ à 1 132 kg à la fin).



Zaragoza Youth Football Club in Kilifi, Kenya.
© Kenya Red Cross Society

L'entraîneur a poursuivi : « Nous avons dialogué dans les bureaux de la Croix-Rouge après le match et c'était très excitant et important d'avoir des représentants des forces de l'ordre présents. Au moins, nous avons tous eu l'occasion de discuter des problèmes librement et de faire la paix et, d'une manière ou d'une autre, cela a contribué à créer une entente et, si nous n'avions pas eu cette opportunité, alors les tensions entre les agents de sécurité et les jeunes n'auraient jamais pris fin ⁷⁶ ».

Comment le FFUE pour l'Afrique a-t-il aidé?

Le programme a fourni une formation professionnelle à 3 160 jeunes marginalisés et vulnérables (Agence allemande pour la coopération internationale, GIZ), il a également offert des activités génératrices de revenus et une formation professionnelle à 4 500 jeunes (SCRK), il a mené des activités de mentorat pour 253 jeunes à risque afin de réduire l'influence des groupes extrémistes violents (Royal United Services Institute, RUSI), et a fourni des formations et un soutien pour mettre en relation 15 000 petits exploitants agricoles avec des acteurs du secteur

76 EUTF, 'Reconciling youth groups through soccer', 24 May 2018.

privé dans le secteur de la noix de cajou au Kenya (Agence slovaque pour la coopération internationale au développement, SAIDC). Le programme a engendré des changements remarquables pour les participants, notamment de meilleurs résultats économiques, une meilleure prévention des conflits et un renforcement des efforts pour prévenir et combattre l'extrémisme violent⁷⁷.

Les activités génératrices de revenus et les formations professionnelles ont contribué à **améliorer les opportunités économiques, ainsi que les revenus et la productivité aussi bien** des personnes marginalisées que de la communauté en général. À la fin du programme, la proportion d'emplois parmi les bénéficiaires de la SCRK est passée de 47 % à 91 %, tandis que 73 % des personnes formées par la GIZ ont obtenu un emploi après leur formation⁷⁸. Les personnes formées par la SAIDC et la GIZ ont également vu leur salaire moyen augmenter de 28 % et 10 % respectivement, et 83 % des bénéficiaires de la SCRK ont constaté une augmentation de leur revenu de plus de 10 %. Les rendements de production des bénéficiaires de la SAIDC sont passés de 158 kg de noix de cajou récoltées par saison au départ à 1 132 kg à la fin. Plus de 98 % des agriculteurs interrogés avaient obtenu une certification biologique ou de commerce équitable ou étaient sur le point de l'obtenir.

Les jeunes, les membres de la communauté, les agents de la force publique et les acteurs des médias ont également remarqué **une meilleure prise de conscience et de meilleures habitudes en matière de prévention des conflits**. Par exemple, la sensibilisation des jeunes formés par la SCRK aux différentes méthodes de résolution des conflits est passée de 75 % à 98 %. Les professionnels de la radio formés par les RUSI ont fait état d'une plus grande sensibilisation aux pratiques journalistiques sensibles aux conflits. Le RUSI a également constaté une **évolution positive des attitudes à l'égard de l'extrémisme violent**, le pourcentage de personnes encadrées ne voyant aucun avantage à rejoindre des groupes extrémistes violents est passé de 88 % à 95 %.

Les clés du succès

Approche par consortium : La combinaison des capacités spécifiques de chaque partenaire de mise en œuvre a permis une approche plus complète pour combattre et prévenir l'extrémisme violent dans leurs domaines d'expertise ou d'opération. L'expertise mise à profit comprenait l'expérience de la SCRK dans les zones à haut risque, l'expérience de la GIZ dans la formation professionnelle et l'expertise de RUSI dans la recherche en matière de prévention des conflits.

Interventions et discussions adaptées au contexte en matière de prévention des conflits: le RUSI et la SCRK reposent tous les deux sur le traditionnel 'Nyumba Kumi Initiative' 2015 existant développé en réponse

aux systèmes de gestion des griefs et des conflits, par exemple en impliquant les chefs communautaires ou religieux.

La SCRK fondée sur la stratégie de police de proximité du gouvernement kényan (l'augmentation de la violence et du terrorisme au Kenya) a encouragé les forums de comté et a donné aux membres des comités de paix des jeunes les moyens d'agir en tant qu'ambassadeurs entre les officiers de sécurité et les communautés.

Le RUSI a facilité le dialogue entre les forces de l'ordre et les acteurs de la communauté et **son approche unique du mentorat** (accompagnement des jeunes à risque par des mentors et des groupes de soutien) a permis de créer des réseaux de soutien et de favoriser des identités sociales positives. Le RUSI a également élaboré un manuel de mentorat pour aider à guider d'autres approches de mentorat similaires⁷⁹.

Participation du secteur privé : La plupart des projets ont impliqué des acteurs du secteur privé dès la phase de conception et tout au long de la mise en œuvre. Par exemple, la SAIDC a collaboré avec Ten Senses Africa, une entreprise de transformation, pour intégrer les bénéficiaires dans les chaînes d'approvisionnement et de production. De même, la SCRK et la GIZ ont facilité les connexions en mettant ses stagiaires en relation avec des institutions privées pour accéder à des stages et à des opportunités d'emploi.

Miser sur le succès

Les partenariats que le programme a créés avec des acteurs du secteur privé offrent un fort potentiel pour la durabilité en facilitant un soutien à plus long terme pour les bénéficiaires du projet, indépendamment du programme. L'UE continuera également à collaborer avec ou à soutenir certains des acteurs privés impliqués dans le programme Jeunesse. Le fonds AgriFI Kenya Challenge Fund, financé par l'UE, continuera à aider Ten Senses Africa pour installer une usine de transformation dans le comté de Kilifi, acheter des machines et soutenir l'achat de noix de cajou auprès des 15 000 agriculteurs formés par la SAIDC.

Pour les autres projets, la continuité sera partiellement assurée par de nouveaux programmes de formation technique, professionnelle et sur les moyens de subsistance financés par l'UE et d'autres donateurs. Ces programmes comprennent: Promouvoir l'emploi des jeunes et la formation professionnelle (Ministère fédéral de la Coopération économique et du Développement, 79 millions d'euros), Réduction de l'insécurité et de l'extrémisme violent dans les régions septentrionales et côtières du Kenya (Ministère britannique des Affaires Etrangères, du Commonwealth et du Développement, 20 millions de livres sterling), et un projet financé par le NDICI pour soutenir le secteur numérique (10 millions d'euros).

⁷⁷ Faculty of Tropical AgriSciences, 'Enhancement of livelihoods in the Kenyan coastal region by supporting organic and fair-trade certification of smallholders', 2022; Fisher, T., et al. 'Evaluation of 'Strengthening resilience to violent extremism (STRIVE II)', September 2020; KRCs, 'Conflict prevention, peace and economic opportunities – End-term evaluation report', March 2021.

⁷⁸ Altai Consulting, 'Lessons learned from a consortium approach to stability and conflict prevention in Kenya', January 2019.

⁷⁹ RUSI, 'A mentorship manual for countering violent extremism', 2020.



Approche régionale de la gestion durable des conflits et de l'intégration (Cross-Border PACT RASMI)



Partenaire du FFUE pour l'Afrique
Pact



Pays
Ethiopie, Kenya, Somalie



Budget
EUR 4M



Du 11/2017
au 04/2022

Le triangle de Mandera - une zone transfrontalière entre l'Éthiopie, le Kenya et la Somalie - a été confronté à des problèmes persistants tels que l'extrémisme violent, des conflits armés, des crimes violents, l'instabilité politique et la défaillance de l'État. Ces problèmes affectent de manière disproportionnée les jeunes, les personnes déplacées à l'intérieur du pays (PDI) et les groupes ethniques marginalisés, les rendant particulièrement vulnérables à la migration irrégulière, au déplacement forcé et au recrutement par des milices et des organisations terroristes.

Entre 2017 et 2022, le programme transfrontalier PACT RASMI a travaillé à l'autonomisation des communautés locales et des leaders tels que les femmes, les chefs religieux, les forces de sécurité et les acteurs du secteur privé. Le programme a favorisé le dialogue sur les questions de conflit, il a soutenu les efforts de paix par l'intermédiaire des dirigeants communautaires et a renforcé leur capacité à prévenir ou à résoudre les conflits.



Nurta, l'une des femmes leaders soutenues par le projet, menant une session de sensibilisation à l'extrémisme violent à l'école.
© BeletHawa Women for Peace and Development (BWPFD)

Objectif du programme

Prévenir et atténuer l'impact des conflits locaux dans le triangle de Mandera par la promotion de la consolidation de la paix, de la gestion des conflits et de la capacité de résolution des conflits au niveau communautaire et transfrontalier.

Les principaux succès

- ▶ Les acteurs locaux sont plus actifs dans la gestion des conflits par l'entremise des structures administratives transfrontalières locales, par la participation à des réunions de coordination et par des dialogues transfrontaliers, et par la fourniture d'un soutien aux structures des régions, des zones et des pays pour collaborer avec les communautés et les autorités locales.
- ▶ Six accords de paix régissant les relations entre les communautés ont été conclus.

« Nous sommes reconnaissants envers nos leaders de la jeunesse qui s'occupent des problèmes nous affectant dans notre district, qui protègent nos droits et qui nous aident à trouver des moyens de subsistance », a déclaré Abdishakur Mohammed, un jeune qui a bénéficié d'une formation sur les moyens de subsistance dans le cadre du programme et qui tient aujourd'hui un salon de coiffure dans le district de Luuq, en Somalie.

Le projet a soutenu l'élaboration d'accords de paix visant à établir des relations entre les communautés et les clans au-delà des frontières. Il s'est particulièrement concentré sur le partage des ressources afin d'atténuer les représailles meurtrières et de prévenir les conflits violents en institutionnalisant des accords entre clans. Le projet a également favorisé une interaction accrue parmi les jeunes grâce à la création de clubs de paix au sein des communautés et de systèmes d'alerte précoce sur les conflits, dans le but de réduire l'engagement des jeunes dans la criminalité et la toxicomanie, ainsi que la radicalisation par des groupes extrémistes.

« Jusqu'à présent, nous avons obtenu de bons résultats et les apprenants comprennent le concept de la formation », déclare Madame Rahma, enseignante à l'école primaire de Mandera Boystown. En outre, les filles apprécient les séances, tandis que d'autres demandent continuellement de pouvoir rejoindre le groupe du club de la paix. Comme les grands groupes sont pratiquement ingérables, nous avons limité le nombre de membres à 30 élèves, mais nous conseillons aux participants de transmettre les informations à leurs camarades à l'école et à la maison, quand on leur pose des questions telles que : « Qu'avez-vous appris ? Que vous a-t-on dit ? S'il te plaît, dis-le-nous ».

Comment le FFUE pour l'Afrique a-t-il aidé?

À la fin de sa première phase, en février 2021, le projet a indiqué que huit des quinze partenaires frontaliers du PACT⁸⁰ assumaient effectivement des rôles de leadership dans la prévention ou l'atténuation des conflits violents de manière indépendante, sans soutien matériel ou financier de la part du projet. Au cours de la mise en œuvre de la deuxième phase, de février 2021 à avril 2022, ces partenaires, ensemble et sans soutien financier ou logistique de la part du projet, ont pris des mesures qui ont permis de **résoudre ou d'atténuer l'escalade potentielle de cinq incidents conflictuels**. En outre, **six accords de paix** ont été élaborés au cours des deux phases du projet pour guider les relations transfrontalières entre les clans et les communautés, mettant particulièrement l'accent sur le partage des ressources.

Selon les partenaires frontaliers du RASMI, les relations entre les communautés transfrontalières se sont améliorées au cours des trois premières années de mise en œuvre. À la fin de la première phase, une grande majorité (93 %) des partenaires frontaliers ont déclaré que leur vision des communautés voisines s'était considérablement améliorée et 90 % ont déclaré qu'ils avaient une vision commune de la manière de résoudre efficacement et pacifiquement les conflits.

Les clés du succès

Une programmation adaptée au contexte : Les succès du projet peuvent être attribués, du moins en partie, à son approche systémique de l'analyse des conflits au niveau local et de la conception de réponses adaptées aux moteurs et modèles de conflits locaux spécifiques.

Une approche des partenaires frontaliers : regrouper les principales parties prenantes (ou partenaires frontaliers) qui partagent des intérêts communs (tels que les jeunes, les femmes, les anciens et les chefs) pour former des groupes entre clans et transfrontalières, et les renforcer par la suite en tant que structures de paix formelles, s'est avéré être une stratégie de mise en œuvre efficace.

Des résultats rapides : par exemple, le projet a rassemblé et soutenu des femmes somaliennes et non somaliennes basées à Mandera, qui étaient souvent la cible d'Al-Shabaab, et a investi dans le renforcement de leurs compétences et de leurs connaissances en matière de lutte contre l'extrémisme violent et de gestion des conflits. Ces femmes ont rapidement développé une vision commune et ont envisagé des initiatives de paix potentielles à Mandera, ce qui a conduit à la création du forum «Women for Change⁸¹» et au renforcement du rôle des femmes dans la promotion de la stabilité et de la sécurité dans la région. Ces types de «bénéfices rapides» ont aidé les partenaires frontaliers et les communautés à réaliser que des changements positifs étaient possibles malgré des décennies de conflit dans le Triangle de Mandera.

Miser sur le succès

Les données de fin de projet RASMI II indiquent que l'approche du projet en matière de résolution des conflits dans les zones frontalières s'est avérée efficace et qu'elle pourrait être développée à l'avenir. Pour mettre en œuvre cette approche dans la programmation future, les rapports finaux du projet recommandent d'offrir plus de flexibilité aux partenaires de mise en œuvre afin qu'ils puissent modifier la conception du projet au cours de la mise en œuvre, ainsi que d'inclure un budget d'urgence étendu qui pourrait permettre à ceux-ci d'intervenir rapidement dans les affrontements avant qu'ils ne dégénèrent.

L'UE a lancé un appel à propositions en mars 2023 afin de trouver un partenaire de mise en œuvre pour son prochain programme dans le Triangle de Mandera, intitulé « Des régions frontalières pacifiques et résilientes dans la Corne de l'Afrique », qui couvrira également d'autres régions frontalières d'Afrique de l'Est. Cette intervention de suivi de 14 millions d'euros vise à assurer une continuité totale des actions lancées par le projet RASMI.

⁸⁰ Les partenaires frontaliers sont des groupes de leaders inter-claniques et intra-communautaires soutenus par PACT pour mieux aborder et gérer les conflits. Il s'agit notamment de jeunes leaders, de femmes leaders, d'autorités locales, de comités de paix, de leaders traditionnels (anciens) et de leaders religieux.

⁸¹ Le Forum des femmes pour le changement (W4C) est un réseau qui rassemble des femmes somaliennes et non somaliennes pour lutter contre la radicalisation et l'inégalité dans le triangle de Mandera par le biais d'un changement visant à résoudre les causes profondes des conflits.



2.3 Afrique du Nord

**682 697**

Personnes ayant un meilleur accès aux prestations sociales de base

207 143

Migrants potentiels touchés par des campagnes d'information sur la migration

ÉGYPTE**16 601**

Emplois directs créés ou soutenus

4 719 000

Personnes ayant un meilleur accès aux prestations sociales de base

3 132 101

Personnes touchées par des campagnes sur le développement de la résilience et les droits fondamentaux

LIBYE**240 077**

Migrants en transit, réfugiés, demandeurs d'asile et PDI protégés ou assistés

48 447

Personnes touchées par des campagnes sur le développement de la résilience et les droits fondamentaux

14 327

Migrants en transit, réfugiés, demandeurs d'asile et PDI protégés ou assistés

MAROC**34 653**

Personnes ayant un meilleur accès aux prestations sociales de base

15 572

Personnes ayant un meilleur accès aux prestations sociales de base

TUNISIE**50 366**

Personnes touchées par des campagnes sur le développement de la résilience et les droits fondamentaux

AU NIVEAU RÉGIONAL

Résultats cumulés par pays et régions au 31 mai 2024

**58 148**

Retours volontaires soutenus

**5 399**

Personnes aidées à développer des activités génératrices de revenus

**6 991**

Personnes ont bénéficié de programmes de migration légale et de mobilité

*Plus de détails concernant la méthode suivie pour obtenir ces résultats peuvent être trouvés sur le site web de la FFUE pour l'Afrique
https://trust-fund-for-africa.europa.eu/results/monitoring-and-evaluation_en

2.3.1 Principaux résultats obtenus dans la région en 2024

Dans la région de l'Afrique du Nord, toutes les activités contribuent à l'Objectif Stratégique 3 à travers les quatres priorités suivantes :

Protection des migrants, demandeurs d'asile et réfugiés vulnérables, et stabilisation des communautés.

Cette priorité est la plus soutenue dans la région, avec un budget total de 523 millions d'euros, dont 393 millions d'euros pour la Libye. Les résultats agrégés des programmes du FFUE pour l'Afrique mis en œuvre depuis 2017, montrent que 195 972 personnes se déplaçant ont bénéficié d'une assistance à la protection (comprenant un soutien psychosocial, une protection contre les violences basées sur le genre, un logement temporaire, un soutien à la subsistance, un traitement médical) et 111 324 personnes ont reçu une assistance nutritionnelle. En outre, 49 548 migrants bloqués en Libye ont bénéficié de retours humanitaires volontaires et 5 327 personnes dans le besoin d'une aide à l'évacuation d'urgence.

À ce jour, 2,7 millions de services sociaux et de base ont été fournis et 5,5 millions de personnes, notamment au sein des communautés d'accueil, ont amélioré leur accès aux services sociaux de base grâce à 1 534 infrastructures sociales construites ou réhabilitées et à plus de 23 000 personnes formées. En outre, 3,4 millions de personnes ont bénéficié de campagnes de sensibilisation aux pratiques de renforcement de la résilience et aux droits fondamentaux, tandis que 33 635 personnes ont participé à des activités de prévention des conflits et de défense des droits de l'homme. Au total, 365 institutions et acteurs non étatiques ont bénéficié d'un soutien au renforcement des capacités pour améliorer la prestation de leurs services et 221 stratégies, lois et politiques ont été élaborées. En termes d'opportunités économiques et d'emploi, 23 827 personnes ont bénéficié de formations professionnelles, 5 399 personnes ont développé des activités génératrices de revenus, 19 906 emplois ont été créés et 894 MPME ont été soutenues.

Gestion intégrée des frontières

La gestion intégrée des frontières et la lutte contre le trafic de migrants et le trafic d'êtres humains est la deuxième priorité la plus soutenue par le FFUE pour l'Afrique dans la région avec un budget total de 282 millions d'euros, dont 177 millions d'euros dédiés à un programme d'aide au Maroc.

Dans la région, les programmes du FFUE pour l'Afrique ont soutenu la mise en place et/ou la réhabilitation de 29 infrastructures publiques et civiles et ont fourni 75 784 biens d'équipement tels que des véhicules terrestres et maritimes, des équipements informatiques et techniques, des équipements de protection individuelle et des kits d'investigation ou médico-légaux. En outre, 4 256 membres du personnel d'institutions gouvernementales, de forces de sécurité intérieure et d'acteurs non-étatiques concernés ont bénéficié de formations de développement des capacités en matière de gouvernance, de prévention des conflits et de droits de l'homme. 444 événements de sensibilisation (touchant 225 799 personnes et communautés d'accueil) ont été organisés sur des thèmes liés à la prévention de la migration irrégulière, au trafic de migrants et à la protection des victimes de la traite des êtres humains. De même, 76 142 migrants, réfugiés, demandeurs d'asile et personnes déplacées à l'intérieur du pays ont bénéficié de mesures de protection à court terme ou d'une assistance directe lors d'opérations de recherche et de sauvetage, aux points de débarquement et dans les centres de détention.

Migration et mobilité des travailleurs

Dans le cadre de cette priorité, le FFUE pour l'Afrique a contribué à mettre en place et à promouvoir des projets facilitant les partenariats dans le cadre de cette priorité entre les pays d'Afrique du Nord et les États membres de l'UE participants. Ceci afin d'améliorer la gouvernance de la migration de la main-d'œuvre, de développer des approches innovantes et d'encourager les programmes de mobilité de la main-d'œuvre vers l'Europe et de retour dans les pays d'origine. Simultanément, les programmes du FFUE pour l'Afrique pour cette priorité ont favorisé les voies de migration de main-d'œuvre intra-africaine et Sud-Sud dans la région de l'Afrique du Nord.

Cinq programmes du FFUE pour l'Afrique ont contribué principalement à cette priorité stratégique (un au Maroc et quatre initiatives régionales), avec un budget total de 35 millions d'euros. Ces initiatives ont permis de renforcer les capacités ou d'apporter un soutien opérationnel à 21 institutions sur des sujets liés à la migration de la main-d'œuvre et ont soutenu l'élaboration de 21 stratégies, lois, politiques et plans. Au total, 6 991 personnes ont bénéficié de programmes de migration légale et de mobilité et 34 initiatives de coopération régionale ont été soutenues pour faciliter la mobilité de la main-d'œuvre entre le Maroc et d'autres pays africains (Côte d'Ivoire, Mali, Sénégal). En outre, 36 études, enquêtes ou projet de recherche liés à la migration et à la mobilité de la main-d'œuvre ont été menés au Maroc, en Tunisie et en Égypte.

Améliorer la gouvernance des migrations

En tout, ce sont douze programmes du FFUE pour l'Afrique qui ont contribué principalement à cette priorité stratégique avec un budget total de 43 millions d'euros (six en Tunisie, un au Maroc, un en Égypte et quatre programmes ayant une portée régionale).

En matière de développement des capacités, des interventions ciblées ont été menées pour renforcer les capacités nationales et locales des pays partenaires et les soutenir dans la définition ou la mise en œuvre de leur stratégie migratoire. A ce jour, un total de 7 350 membres du personnel d'entités publiques nationales et locales, ainsi que du personnel d'organisations de la société civile, ont été formés à la gestion des migrations et à la protection (au profit de 277 institutions et acteurs non étatiques). Les programmes du FFUE pour l'Afrique ont aussi développé ou mis en œuvre 60 stratégies, politiques et plans sur la gouvernance des migrations et ont soutenu la création de 19 groupes multipartites et mécanismes d'apprentissage.

La promotion de retours volontaires assistés sûrs et dignes depuis l'Afrique du Nord et la réintégration durable des rapatriés dans leur pays d'origine est un autre des principaux domaines d'action dans le cadre de cette priorité. Depuis la création du FFUE pour l'Afrique, 8 600 personnes sont retournées volontairement vers leur pays d'origine, 4 510 migrants de retour ont reçu une aide après leur arrivée et 4 154 personnes ont reçu une aide à la réintégration à leur arrivée. Le FFUE pour l'Afrique a également soutenu six initiatives de coopération régionale visant à améliorer les mécanismes de coopération internationale et la collecte, la gestion et l'analyse des données. Un total de 25 systèmes de planification, de suivi, d'apprentissage, de collecte et d'analyse des données ont été développés, et 120 études de terrain, enquêtes et autres projets de recherche ont été menés.



Traiter la migration mixte non sécurisée depuis l'Égypte



Partenaire du FFUE pour l'Afrique:
Save the children.



Pays
Egypte



Budget
EUR 1M



Du 09/2017
au 06/2020

Objectif du projet

Les enfants et les jeunes exposés au risque d'une migration mixte dangereuse depuis l'Égypte bénéficient d'un meilleur accès à des alternatives économiques et éducatives sûres¹.

Les principaux succès

- ▶ 400 jeunes réfugiés ont bénéficié d'un soutien pratique et d'un mentorat.
- ▶ 630 jeunes réfugiés ont été aidés à développer des activités génératrices de revenus et des petites entreprises locales.
- ▶ 20 institutions et petites entreprises locales ont reçu des compétences entrepreneuriales.

L'histoire de la transformation des vies

Amar, un jeune homme originaire du Soudan, a quitté son pays sans rien d'autre qu'un rêve : aller en Europe. Il avait entendu dire que le voyage était périlleux et que le seul moyen était de passer illégalement par l'Égypte. Son jour de chance est arrivé lorsqu'il a été invité à rejoindre le programme de Save the Children soutenant les jeunes réfugiés. D'abord sceptique, Amar a accepté, y voyant une lueur d'espoir. Le projet lui a ouvert des portes qu'il n'aurait jamais pu imaginer. Grâce aux ateliers et au mentorat, Amar a découvert ses forces et son potentiel. Il possédait un talent naturel pour le design, en particulier pour travailler avec des tissus africains. Fort de cette nouvelle confiance, Amar a décidé de créer sa propre entreprise.

« Il a mis tout son cœur à créer des modèles uniques et pleins de vie qui racontent l'histoire de son héritage », explique son mentor.

Il a commencé à acheter des tissus en puisant dans ses économies et a passé des nuits entières à coudre lui-même chaque vêtement. Lentement mais sûrement, son entreprise a commencé à prospérer. Les tissus colorés ont attiré l'attention, et bientôt, Amar s'est retrouvé à la tête d'une petite entreprise florissante.

Sara⁸³ est une autre réfugiée qui est arrivée au Caire en provenance du Soudan après avoir passé de nombreuses années dans des camps de réfugiés au Soudan. Désireuse de commencer une nouvelle vie, elle a rejoint le programme Save the Children avec détermination.

La persévérance et le travail assidu ont été les clés de sa réussite, parcourant chaque jour pendant deux heures le chemin de chez elle à la salle de formation afin d'économiser son argent de poche. Son rêve est d'avoir un jour sa propre boulangerie. Mais pour l'instant, aider les autres est tellement gratifiant qu'elle continue à travailler avec des organisations non gouvernementales (ONG) au Caire pour aider d'autres réfugiés à trouver leurs marques.



© Partenaire du FFUE pour l'Afrique : Save the Children

« Il y a tant d'histoires de vie extraordinaires que nous voyons en tant que mentors communautaires, et nous serions si heureux si les donateurs et le public les connaissaient, ce serait comme une récompense pour les efforts accomplis. Cela créerait un climat de confiance pour les actions futures », déclare Sara.

Grâce au Fonds fiduciaire d'urgence de l'UE pour l'Afrique, Amar et Sara mènent désormais une vie meilleure au Caire,

⁸² The contract's objective was broadly defined to include goals such as increased community participation, cohesion, improved practices, and access to quality protection services. However, this document specifically focuses on the parts of the objective that pertain to children and youth.

⁸³ Les noms réels ont été remplacés par des pseudonymes afin de protéger leur vie privée.

et leurs projets d'émigration vers l'Europe appartiennent au passé. Leur parcours, marqué par la résilience et la détermination, les a amenés à affronter des chemins dangereux pour devenir un entrepreneur de succès et un mentor de la communauté. Ils ont compris que parfois, le chemin dont nous rêvons n'est pas celui que nous sommes destinés à emprunter. Au lieu d'en Europe, ils ont trouvé leur avenir au Caire.

Comment le FFUE pour l'Afrique a-t-il aidé ?

Programme de formation à l'entrepreneuriat. Il a constitué une mesure de soutien primordiale garantissant que les jeunes ayant choisi la voie de l'entrepreneuriat recevaient une formation aux compétences commerciales fondamentales ainsi qu'aux compétences de la vie telles que la prise de décision, la fixation d'objectifs et la communication. Les participants ont appris à rédiger un Business plan complet et à soumettre un budget pour leurs projets respectifs. En plus de la formation, des visites sur le terrain ont été organisées afin d'évaluer plus en détail des sites d'activité et leur adéquation à la création d'une micro-entreprise.

Encadrement ciblé. Des mini-groupes de soutien dans les secteurs de la beauté et de la couture ont été mis en place afin d'encourager la collaboration entre les jeunes chefs d'entreprise et de créer une communauté de soutien pour eux après la clôture du projet. Les participants aux groupes de coaching ont discuté des techniques qu'ils utilisaient et ont partagé leurs connaissances. Ils ont engagé des discussions et ont formé des partenariats pour accéder ensemble à de nouveaux marchés.

Soutien émotionnel. Des mentors communautaires ont apporté un soutien émotionnel à de jeunes réfugiés du Soudan, du Sud-Soudan, d'Érythrée, d'Éthiopie, de Somalie, du Yémen et de Syrie, qui avaient besoin d'aide pour acquérir des compétences de vie et surmonter les traumatismes émotionnels liés à l'abandon de leur famille.

Les clés du succès

Implication des mentors de la communauté. Les mentors ont le même bagage culturel et les mêmes expériences que les réfugiés, ce qui leur permet d'établir une relation de confiance plus efficace. Leurs histoires de vie incroyables, partant de situations désespérées et arrivant à des vies stables dédiées à l'aide aux autres, sont une véritable source d'inspiration. En favorisant un sentiment d'appartenance et de communauté, les mentors aident les réfugiés à développer leur résilience, leur confiance et leur autosuffisance.

Fournir la bonne combinaison de services de soutien. Transformer l'état d'esprit des réfugiés, qui passent de la recherche d'une migration illégale à la construction d'une nouvelle vie basée sur leur potentiel, est une tâche ambitieuse. Mieux sensibiliser les réfugiés aux risques réels, les aider à découvrir leur potentiel et leur faire prendre conscience de leur capacité à se construire une nouvelle vie, tels sont les ingrédients clés de la réussite que partagent les mentors de la communauté. L'utilisation de vidéos et de témoignages d'autres réfugiés s'est avéré être l'outil le plus persuasif dans cette entreprise.

Garantir un environnement favorable aux réfugiés. Le projet a créé un environnement tout aussi favorable, comprenant un accès à la formation, des conseils, des subventions et un soutien à l'emploi et à l'entrepreneuriat pour tous les jeunes réfugiés. Cette approche globale a permis de les aider à reconstruire leur vie dans la dignité et l'espoir, au lieu de prendre les risques associés à l'immigration clandestine.

Miser sur le Succès

Considérer les mentors communautaires comme une ressource précieuse. Les mentors communautaires, en particulier ceux qui sont d'anciens réfugiés, se sont révélés très efficaces en raison de leur expérience personnelle profonde et de leur engagement au service de leur communauté. Continuer à tirer parti de la force des mentors communautaires est essentiel pour maintenir l'impact et le succès à long terme.

Donner aux mentorés les moyens de poursuivre leur propre chemin. Veillez à ce que les mentorés soient soutenus dans la poursuite de leurs propres aspirations, telles que la création d'une entreprise, la recherche de nouvelles opportunités ou la mise en relation avec d'autres ONG qui travaillent avec des réfugiés. Cette responsabilisation favorise l'indépendance et les encourage à prendre leur avenir en main, en fonction de leurs propres objectifs et besoins.

Fournir un soutien continu. Maintenir un soutien continu aux jeunes réfugiés nouvellement arrivés en Égypte en leur offrant des subventions et des opportunités de développer leur potentiel par le biais d'ateliers et de mentorat. Cette assistance continue est essentielle pour les aider à réaliser leurs rêves, que ce soit en créant une entreprise ou en leur découvrant des talents cachés, garantissant un impact durable et leur intégration dans la communauté.

Histoire d'une réussite

Vers une approche holistique de la gouvernance de la migration de la main-d'œuvre et de la mobilité de la main-d'œuvre (THAMM)

FFUE pour l'Afrique – Afrique du Nord



Partenaire du FFUE pour l'Afrique:
GIZ



Pays
Egypte, Maroc, Tunisie



Budget
EUR 8M EUTF
EUR 4.2M BMZ⁸⁴



Du 08/2019
au 08/2023

Objectif du projet

Améliorer la gouvernance des migrations de la main-d'œuvre et faciliter la mobilité à long terme à des fins de formation et d'emploi de l'Afrique du Nord vers l'Europe, en contribuant à une migration et à une mobilité légales mutuellement bénéfiques.

Les principaux succès

- ▶ 697 candidats ont participé avec succès à une formation préalable au départ.
- ▶ 672 migrants potentiels et membres du personnel des institutions partenaires ont bénéficié d'une formation professionnelle (TVET) et d'un développement des compétences.
- ▶ 419 migrants ont été mis en contact avec des employeurs en Allemagne.

L'histoire de la transformation des vies

Farid, Sirine et Yessin sont trois jeunes Tunisiens enthousiasmants qui se sont embarqués pour l'Allemagne afin d'y effectuer leur formation, grâce au soutien du projet THAMM GIZ.

Après avoir été admis avec succès au projet THAMM mis en œuvre par GIZ, Farid a participé à un cours d'allemand et à des formations interculturelles. Avec l'aide de THAMM, il a été sélectionné par un hôtel quatre étoiles en Allemagne pour un stage,

« Le stage dure trois ans et j'achève actuellement ma première année en Allemagne. Je m'habitue à ma nouvelle vie, mon niveau de langue s'améliore et je suis heureux d'être ici. J'apprends sans cesse de nouvelles choses »

En Allemagne, la formation professionnelle se fait en alternance entre l'entreprise qui engage et l'école professionnelle.

« Je ne suis pas le seul Tunisien ici. Cela me donne le sentiment d'avoir un peu de Tunisie avec moi ».

Sirine, une autre participante de THAMM provenant de Tunisie, qui se spécialise dans les services de traiteur, apprécie, elle aussi, son séjour en Allemagne. Pour elle, la formation lui offre de nouvelles opportunités.

« Pendant mon temps libre, je sors avec mes amis, je découvre de nouveaux restaurants ou je me promène le long de la Moselle. Je suis heureuse de ma vie ici ».

Les entreprises électriques en Allemagne sont dans une situation similaire à celle des hôtels et des restaurants.

Elles ont également besoin de jeunes talents. Yessin est apprenti en électronique dans une entreprise qui fabrique des tableaux électroniques et des armoires de commande. Son patron n'a reçu aucune candidature pour le poste de stagiaire. Il a fini par trouver un excellent candidat tunisien grâce au projet THAMM de la GIZ.



© Partenaire du FFUE pour l'Afrique : GIZ

« Ce que j'aime vraiment dans la formation professionnelle en Allemagne, c'est le système mixte : deux jours par semaine, vous suivez des cours à l'école et trois jours, vous travaillez dans l'entreprise. De cette façon, vous avez la possibilité d'acquérir plus de compétences, d'apprendre plus rapidement, et vous êtes bien préparé pour le marché du travail qui a besoin de beaucoup de travailleurs qualifiés ».

Pour les travailleurs dévoués comme Yessin, Sirine et Farid, un emploi est presque garanti après l'apprentissage.

Comment le FFUE pour l'Afrique a-t-il aidé ?

Programmes de mobilité. Les programmes pilotes de mobilité entre les pays partenaires et l'Allemagne ont été

conçus pour recueillir des informations, construire des réseaux et améliorer les compétences nécessaires aux institutions partenaires pour favoriser une migration de la main-d'œuvre équitable et axée sur le développement à long terme. Les programmes de mobilité ont non seulement renforcé la coopération et l'appropriation avec les partenaires nationaux, mais ils ont également apporté des enseignements précieux pour améliorer le soutien à la migration régulière de la main-d'œuvre à l'avenir. En Tunisie, neuf cycles de recrutement ont été menés.

Développement des compétences et préparation au départ. Les jeunes désirant émigrer en Allemagne ont suivi des cours de langue et une formation interculturelle. Dans le cadre de la préparation au départ, les candidats ont été informés de leurs droits et des structures d'appui existantes à l'étranger pour signaler les violations de la loi et recevoir de l'aide. En Tunisie, un mécanisme de signalement a été intégré dans une application mobile : les migrants victimes de violations de la loi peuvent demander de l'aide.

Développement des capacités des acteurs clés dans les pays d'origine. THAMM a joué un rôle essentiel dans le renforcement des capacités des institutions clés des pays partenaires dans le domaine de la migration au niveau politique et opérationnel, telles que les ministères de la migration, du travail et de la formation professionnelle, ainsi que des agences pour l'emploi et des institutions de formation. Ces autorités ont été habilitées à identifier des secteurs susceptibles de stimuler les possibilités d'emploi, tant sur les marchés du travail nationaux qu'à l'étranger.

Les clés du succès

Une approche globale axée sur le développement. THAMM considère la mobilité et le placement international des travailleurs comme des éléments à part entière d'une politique globale de l'emploi pour les pays partenaires. La sélection des secteurs de mobilité a été méticuleusement analysée à la lumière des besoins et du potentiel du marché du travail de ces pays. Cet examen scrupuleux est essentiel pour maximiser les bienfaits de la migration et de la mobilité de la main-d'œuvre, qui présentent des avantages pour les pays d'origine et ceux de destination, ainsi que pour les travailleurs migrants et leur famille, souvent défini comme le « triple avantage ».

Un réseau pour les parties prenantes clés. THAMM a contribué à la mise en place d'un vaste réseau d'employeurs, de chambres de commerce et d'industrie, d'associations commerciales et d'autres acteurs représentant les secteurs d'activité susceptibles d'embaucher de jeunes travailleurs

migrants. Cela a permis de créer un point d'entrée solide pour faire correspondre efficacement les apprentis et les travailleurs qualifiés sélectionnés avec leurs futurs employeurs, garantissant ainsi une meilleure adéquation entre les compétences et les offres d'emploi.

Tirer parti de la mobilité opérationnelle en vue d'un impact stratégique. THAMM a testé et évalué divers programmes de mobilité opérationnelle dans les cadres juridiques existants. En intégrant ces programmes aux efforts de soutien en cours, de multiples approches pourraient être explorées simultanément, ce qui permettrait d'identifier les meilleures pratiques et d'optimiser les stratégies de mobilité.

Miser sur le Succès

Faire progresser la digitalisation. Après le succès de THAMM dans le renforcement des capacités des institutions partenaires et le développement de procédures de migration standardisées, une étape cruciale successive consisterait à numériser ces processus. Cette avancée permettrait aux institutions de gérer et de mettre en œuvre les programmes de mobilité de manière indépendante et plus efficace.

Améliorer l'employabilité. L'élargissement de l'éventail des mesures de promotion de l'emploi est essentiel pour les personnes intéressées par la migration. En offrant des qualifications techniques supplémentaires, des cours de langue et une formation aux compétences de base axée sur la compréhension interculturelle, les personnes peuvent améliorer leurs chances de trouver un emploi de qualité aussi bien dans leur pays d'origine qu'à l'étranger.

Mécanismes intégrés de formation et d'évaluation des compétences. L'intégration du contenu de la formation dans des programmes de formation nationaux sélectionnés contribuerait à la durabilité à long terme. En outre, l'élaboration de mécanismes d'évaluation des compétences permettrait aux personnes intéressées par la migration de présenter leurs qualifications de manière efficace, tout en donnant aux employeurs une description plus précise des compétences des candidats.



Relèvement, stabilité et développement socio-économique en Libye (Baladiyati)



Partenaire du FFUE pour l'Afrique:
Italian Agency for Development
Cooperation (AICS)



Pays
Libye



Budget
EUR 22M



Du 10/2018
au 12/2022

Objectif du projet

La stabilité et le redressement des communautés locales, comprenant les populations migrantes et les rapatriés, sont progressivement renforcés, en particulier dans les zones de conflit ou post-conflit.

Les principaux succès

- ▶ 88 940 personnes issues des communautés libyennes et migrantes savent désormais que l'accès aux services publics de base est ouvert à tous.
- ▶ 2 340 membres du personnel de santé ont été formés à la dispense de meilleurs services de santé et à la gestion des stocks de médicaments de base.
- ▶ 54 centres médicaux dans 24 municipalités reçoivent un approvisionnement régulier en équipements médicaux, en matériel et en médicaments.

L'histoire de la transformation des vies

Amal⁸⁵, 13 ans, peut enfin espérer une enfance stable. Amal souffre de diabète et est depuis longtemps tributaire d'injections régulières d'insuline pour gérer sa maladie. Malheureusement, les centres médicaux devraient desservir un grand nombre de personnes mais ils sont dans l'impossibilité de le faire et ceci a été un véritable désastre pour les populations. Dans le passé, l'approvisionnement irrégulier en insuline et le mauvais stockage à l'hôpital Attia Alkasah, dans la région d'Al Kufra, ont entraîné de fréquentes crises sanitaires, notamment des cas de déshydratation et de perte de poids. Cette insécurité a assombri la vie d'Amal, l'empêchant de profiter de l'insouciance de son enfance

« Nous étions toujours inquiets à propos de la prochaine injection d'insuline d'Amal, nous demandant si elle allait être disponible », a déclaré son père, Omar. « Aujourd'hui, grâce à la réhabilitation de la pharmacie, l'hôpital Attia Alkasah disposera d'un approvisionnement régulier en insuline qui permettra à Amal et aux autres patients de recevoir les soins dont ils ont besoin ».

Grâce au soutien du FFUE pour l'Afrique, non seulement Amal, mais aussi beaucoup d'autres personnes, dont des enfants migrants d'Al Kufra, ont désormais une raison d'espérer. C'est le cas d'Ifrah, une jeune fille somalienne dont le nom signifie « bonheur ». Comme Amal, Ifrah souffre de diabète et n'a pas pu recevoir de façon constante son insuline.

« Ma famille s'inquiétait constamment pour ma santé. Maintenant, l'hôpital peut me fournir les médicaments nécessaires et je peux jouer avec mes amis », dit-elle.



© Partenaire du FFUE pour l'Afrique : AICS

Pour les familles d'Amal et d'Ifrah, le soutien du FFUE pour l'Afrique a changé leur vie. Le projet Baladiyati a non seulement contribué à stabiliser le système de santé à Al Kufra, mais il a également redonné l'espoir d'une vie meilleure aux Libyens et aux migrants dans leurs communautés. En remédiant aux graves carences en matière de soins de santé, il a permis à des enfants comme Amal et Ifrah, ainsi qu'à leurs familles, de bénéficier d'une vie plus saine et plus stable, sans craindre constamment des interruptions de soins médicaux.

Comment le FFUE pour l'Afrique a-t-il aidé ?

Sensibilisation. Parmi les nombreuses mesures de soutien visant à renforcer la stabilité et à favoriser le redressement des communautés locales au sein des communautés libyennes, pour de nombreuses personnes comme Amal

⁸⁵ Les noms réels ont été remplacés par des pseudonymes afin de protéger leur vie privée.

et Ifrah, la sensibilisation a été un élément essentiel pour améliorer la santé et la qualité de vie. Des efforts ont été déployés pour sensibiliser les personnes vulnérables, qu'elles soient originaires de Libye ou d'ailleurs, à l'accès inclusif aux services de santé de base. De nombreux migrants originaires du Soudan, du Niger, de Syrie, du Maroc, du Ghana, du Tchad, du Bangladesh, du Sénégal, de Côte d'Ivoire, du Mali, de Guinée-Bissau, de Palestine, de Tunisie, d'Égypte et du Nigeria ont été sensibilisés par des mobilisateurs communautaires. Des séances de sensibilisation ont été organisées sur les maladies transmissibles et non transmissibles : symptômes, prévention et importance d'un traitement précoce et de la prise de médicaments.

Formation des professionnels de la santé. Le personnel de nombreux centres médicaux a bénéficié d'une formation. Des évaluations complètes des besoins ont permis d'identifier les lacunes en matière de compétences du personnel médical clé et de la direction des établissements et d'y remédier efficacement. Les thèmes hautement prioritaires ont été abordés et validés par la direction de la structure.

Approvisionnement en médicaments. Un approvisionnement régulier en médicaments a été mis en place pour les centres médicaux. Par exemple, Attia Alkasah, dans la région d'Al Kufra, dessert les villages environnants jusqu'à 600 km. Ces centres de santé, qui connaissaient auparavant des pénuries de fournitures et d'équipements médicaux, disposent désormais d'un stock régulier de médicaments essentiels grâce à la formation du personnel sur la gestion des stocks.

Les clés du Succès

Participation des municipalités libyennes. Les municipalités en Libye, en particulier celles situées en dehors des grandes villes, sont des interlocuteurs précieux dans la relance du développement local. Le fait de compter sur les municipalités, en tant que principal lien avec les populations, a permis d'obtenir des succès remarquables dans la fourniture d'une assistance de haute qualité aux communautés. Cela a été facilité par les partenariats solides que les OING sélectionnées par l'AICS avaient avec les OSC locales.

Mobilisateurs communautaires. Ils (115 au total) se sont révélés être le moyen le plus efficace de s'engager auprès de toutes les communautés d'une manière inclusive. Il était également important d'avoir un équilibre approprié

entre les hommes et les femmes et une représentation des différentes communautés de migrants dans la sélection des mobilisateurs communautaires qui ont été en mesure de sensibiliser leurs propres communautés.

Utilisation des ressources locales. L'achat local de marchandises s'est avéré plus efficace que l'importation de biens. Le personnel et les gestionnaires des centres ont préféré les biens et les équipements locaux parce que quand les fournisseurs sont locaux, l'approvisionnement et la maintenance sont plus satisfaisants.

Miser sur le succès

Investir dans le partenariat local. Les OSC ont joué un rôle crucial dans la mise en œuvre réussie d'activités dans les municipalités cibles, en particulier pour la promotion de la citoyenneté active. Ces organisations ont joué un rôle clé dans l'acceptation par le public des efforts des OING, dans l'amélioration de l'efficacité des messages de santé et dans l'instauration d'un climat de confiance au sein de la communauté. Leur connaissance approfondie des dynamiques locales et les liens étroits qu'elles entretiennent avec la communauté les ont rendues inestimables pour favoriser des résultats positifs.

Impliquer des partenaires solides du FFEU pour l'Afrique. Le projet a bénéficié de la compréhension approfondie des contextes et dynamiques locaux par l'AICS, ce qui a favorisé une mise en œuvre efficace. L'unité de gestion de projet mise en place par l'AICS à Tripoli a facilité l'accès aux zones éloignées et sensibles aux conflits, assurant une présence continue et une mise en œuvre cohérente des activités du projet. Cette approche restera cruciale pour promouvoir la stabilité et le redressement dans la région.

Plateforme de dialogue ouvert. Afin de renforcer la résilience des municipalités et de la société, le contrat a jeté les bases d'une plateforme de dialogue ouvert sur la gouvernance locale. Cette plateforme encourage la communication entre la population locale et les municipalités sur des questions essentielles telles que les besoins, l'allocation des ressources et la responsabilité. Par la mobilisation de groupes de la société civile, de Mukhtar (leaders) locaux et de groupes de jeunes, cette approche favorise une culture de l'engagement et de la défense des intérêts locaux, garantissant une réactivité continue et un changement mené par la communauté.



Soutien à l'identification et à l'assistance des victimes de la traite des êtres humains (SAVE)



Partenaire du FFUE pour l'Afrique:
Comité Contre l'Esclavage Moderne
(CCEM).



Pays
Maroc



Budget
EUR 0.6M



Du 02/2021
au 02/2024

Objectif du projet

Les victimes de la traite des êtres humains à des fins d'exploitation du travail au Maroc sont identifiées et soutenues.

Les principaux succès

- ▶ 140 aides individuelles ont été accordées à des victimes de la traite des êtres humains et 7 centres d'accueil ont été financés.
- ▶ 5 organisations partenaires de la société civile ont été formées pour fournir un soutien spécialisé aux victimes de la traite des êtres humains et ont été aidées à ouvrir plus de 10 dossiers juridiques (civils, pénaux, protection de l'enfance).
- ▶ 2 645 personnes ont été sensibilisées par 65 interventions dans 53 villes et villages marocains.

L'histoire de la transformation des vies

Kesia et Fatima⁸⁶, deux jeunes filles liées par une enfance tragique, ont trouvé deux organisations qui les ont non seulement aidées à supporter les horreurs de leur passé, mais qui ont également tracé la voie de leur survie et de leur réhabilitation.

Kesia, une courageuse jeune fille de la République démocratique du Congo, a survécu à une attaque brutale de sa maison, où son père a été tué. Encouragée par sa mère à s'enfuir, elle s'est jointe à un groupe d'enfants des rues et a ensuite fait confiance à des passeurs pour se rendre en Europe. Mais au lieu de cela, elle a été victime de la traite des êtres humains et forcée à travailler et à subir des violences, et est tombée enceinte. Après s'être échappée, elle a reçu un soutien important de la part d'un groupe de femmes qui l'a mise en contact avec l'association Droit et Justice. Celle-ci l'a aidée à s'installer à Rabat, à obtenir une protection internationale et à bénéficier d'un soutien de base pendant sa grossesse. Kesia est aujourd'hui en sécurité aux États-Unis avec ses deux enfants.

« Kesia a été transférée aux États-Unis et nous sommes restés en contact avec elle jusqu'aux derniers jours précédant son départ. Quelques semaines après son arrivée, l'organisation qui s'occupe de son dossier nous a contactés pour nous demander notre soutien pour le suivi administratif des dossiers de ses deux bébés », explique un représentant de l'association Droit et Justice.

L'histoire de Fatima a commencé lorsqu'elle avait 11 ans. Elle vivait dans un petit village près de Casablanca. Tout allait bien jusqu'à ce que sa famille lui demande de passer l'été chez son professeur. C'était loin de chez elle et elle ne voulait pas y aller, mais les promesses de soins et de bijoux en or de son professeur ont convaincu ses parents.



© alamy

« Une fois chez elle, j'ai compris le but de ma présence : faire le ménage et les petites commissions dans les alentours ! C'est ainsi que mon calvaire a commencé et que mon destin de petite bonne s'est poursuivi d'une maison à l'autre. Je me suis progressivement détachée de ma famille et de mon ancienne vie, mais il y a une chose que je n'ai jamais réussi à accepter : la perte définitive de mon droit à l'éducation... ».

L'exploitation a duré des années, pendant laquelle elle a enduré toutes les formes de violence et d'abus, qui se sont multipliées d'un employeur à l'autre, jusqu'à ce qu'elle trouve une femme compatissante qui l'a signalée à l'Institut national de solidarité avec les femmes en détresse (INSAF), qui a alerté la police pour qu'elle intervienne et lui porte secours. Fatima vit aujourd'hui heureuse à Casablanca dans un appartement avec une amie et travaille comme coiffeuse-esthéticienne

⁸⁶ Les noms réels ont été remplacés par des pseudonymes afin de protéger leur vie privée.

Comment le FFUE pour l'Afrique a-t-il aidé ?

Identification et soutien aux victimes. Un soutien constant a été apporté aux OSC partenaires pour les aider à identifier les victimes et les victimes potentielles. Ces OSC ont également reçu un soutien financier pour créer et gérer des refuges et des centres d'assistance aux victimes. Une fois identifiées, les victimes de la traite peuvent donc bénéficier d'un soutien intégré et d'une assistance matérielle par l'intermédiaire du réseau d'organisations partenaires.

Soutien juridique pour les victimes. Des OSC partenaires ont reçu des conseils continus sur les complexités des procédures juridiques, afin de fournir un soutien spécialisé aux victimes, du dépôt de plaintes à la constitution des dossiers pénaux. En outre, un réseau d'avocats spécialisés dans la traite des êtres humains a été mis en place pour soutenir ces partenaires.

Dialogue inter-partenaire. Le CCEM et ses partenaires ont travaillé pour renforcer les collaborations entre les institutions gouvernementales, les OSC et les organisations internationales, à la fois au Maroc et au sein d'un contexte régional plus large. Des visites d'études parmi les OSC ont facilité l'échange d'informations concernant les contextes d'intervention locaux des unes et des autres, ainsi que le partage des meilleures pratiques et des connaissances.

Les clés du Succès

Une approche globale, multipartite et centrée sur les victimes. SAVE s'est inspiré de l'approche des « 4P » promue par l'UE, qui recommande de lutter contre la traite par la Prévention, la Protection, les Poursuites et les Partenariats. La traite des êtres humains est un phénomène complexe, dont la lutte nécessite des partenariats étroits entre différents acteurs pour apporter une réponse judiciaire tout en protégeant les victimes. Une approche centrée sur la victime implique de coordonner les efforts de toutes les parties prenantes afin de donner la priorité aux droits, à la sécurité et aux aspirations individuelles de la victime.

Un bon mélange d'associations partenaires expérimentées. Depuis leur création, les associations partenaires de SAVE ont développé de nombreuses pratiques de terrain pour soutenir efficacement les groupes vulnérables qu'elles visent. Déterminés à apporter des solutions durables à la vie des personnes et à s'adapter aux changements sociaux mondiaux et marocains, les partenaires ont innové ou renforcé des pratiques qui apportent des solutions à différents stades de la lutte contre la traite des êtres humains.

Sensibilisation à la traite des êtres humains. La sensibilisation a été un élément central du projet, mettant en évidence la traite des êtres humains comme une question distincte et cruciale dans les discussions. Une série d'initiatives a été mise en œuvre pour informer le public, les parties prenantes et les dirigeants politiques sur les complexités et les réalités de la traite des êtres humains, afin de faire la lumière sur cette question et d'en favoriser une meilleure compréhension.

Miser sur le Succès

Développer l'expertise et la capacité des OSC à soutenir les victimes étrangères. Les victimes de nationalité étrangère ont été principalement aidées par des associations spécialisées dans les droits des migrants. À la fin du projet, toutes les associations partenaires ont soutenu les personnes non marocaines identifiées comme victimes ou à risque de traite des êtres humains. L'élargissement de leur expertise et l'adaptation de leurs services pour soutenir un éventail diversifié d'individus au-delà de l'objectif traditionnel améliorera l'efficacité de leur soutien ainsi que l'impact global.

Renforcer la collaboration entre les acteurs de terrain. Equiper la société civile, comme dans le projet SAVE, n'est qu'un premier pas vers une dynamique de délégation de service public aux associations qui, par leur proximité avec les communautés locales, sont en première ligne en ce qui concerne l'accès aux droits et le rétablissement de la dignité des personnes. Encourager une collaboration plus approfondie entre les acteurs de terrain et les services de l'Etat marocain permettra d'améliorer l'efficacité des services publics et le soutien aux victimes de la traite.

Intégrer les normes juridiques. Appliquer les définitions légales des dispositions législatives marocaines relatives à la traite garantit que les systèmes de soutien sont juridiquement informés. Cette approche améliorera la précision de l'identification des victimes, renforcera les services de soutien et facilitera une poursuite plus efficace des auteurs de la traite. Bien que les acteurs de première ligne impliqués dans l'identification des victimes potentielles de la traite ne soient pas nécessairement des professionnels du droit, l'intégration de la définition légale de la traite dans leurs procédures est cruciale pour reconnaître adéquatement les cas.



Soutenir la réintégration économique et sociale des migrants tunisiens de retour (ProGreS Migration, Composante III)



Partenaire du FFUE pour l'Afrique:
Expertise France.



Pays
Tunisie



Budget
EUR 6.4M



Phase I: du 09/2017 au 07/2021
Phase II: du 12/2021 au 11/2024

Objectif du projet

Les migrants de retour sont réintégrés avec dignité et de manière durable en Tunisie, grâce à un soutien social et économique.

Les principaux succès

- ▶ Plus de 1200 migrants tunisiens de retour ont été accueillis et soutenus dans les antennes régionales du dispositif Tounesna.
- ▶ 132 bourses d'assistance sociale ont été allouées aux migrants de retour pour soutenir leur intégration sociale ainsi que celle des membres de leur famille.
- ▶ 251 migrants tunisiens de retour ont bénéficié d'une aide financière et d'un accompagnement pour créer un micro-projet de réintégration économique.

L'histoire de la transformation des vies

Retourner dans son pays d'origine après avoir tenté de reconstruire sa vie en Europe n'est pas facile : les migrants de retour sont souvent mal accueillis par leur communauté parce qu'ils ont « échoué ». Voici l'histoire de quelques jeunes tunisiens qui ont réussi en grâce au soutien du programme Tounesna ainsi qu'à leurs propres forces et à leurs familles. Ben est parti en France clandestinement, dans l'espoir d'améliorer sa situation financière et sociale. Après six mois sans revenus et sans résidence fixe, il a décidé de rentrer en Tunisie. Tounesna, un dispositif national établi par ProGreS Migration III, lui a offert une assistance à la réintégration par le biais d'un emploi dans une menuiserie, gérée par Mohamed, un jeune entrepreneur conscient des défis auxquels sont confrontés les migrants de retour, et qui avait bénéficié d'une aide pour le lancement de son projet dans le cadre d'un projet pilote antérieur (Lemma, 2018-2019). Ben a commencé par un stage d'initiation à la vie professionnelle de trois mois, qui lui a permis d'apprendre le métier et de maîtriser les outils de travail. Il est très apprécié par son employeur. Son sérieux et ses qualités professionnelles ont facilité son engagement permanent après le stage.

L'histoire de Mehereg est similaire. À son retour d'Allemagne, il a pu ouvrir une petite entreprise qui fabrique des cadres en aluminium.

« Grâce à une aide financière, j'ai repris le travail que j'avais déjà appris de mon père avant d'émigrer. Mon père n'est plus là aujourd'hui, mais j'ai tout de même pu m'appuyer sur un réseau déjà existant. Je suis satisfait de mon activité, mais j'aurais besoin de ressources supplémentaires pour m'installer dans un local plus grand ».



© Partenaire du FFUE pour l'Afrique : Expertise France

Nadir est un autre migrant de retour qui tient une petite épicerie dans un quartier périphérique de Tunis. Grâce à Tounesna, il a pu ouvrir son commerce avec son père. Cependant, son regard laisse transparaître un peu de tristesse :

« J'aurais aimé avoir un travail plus proche de mon cœur. J'étais forgeron, mais à cause de problèmes de santé, je ne peux plus exercer ce métier ».

Malgré les défis et les difficultés auxquels sont confrontés les migrants de retour, les histoires de Ben, Mehereg et Nadir illustrent le fait qu'avec le bon soutien et la bonne détermination, le retour au pays peut devenir une nouvelle opportunité. Ces jeunes hommes ont non seulement trouvé une nouvelle orientation pour leur vie, mais ils ont également montré qu'il est possible de réussir, même dans un contexte de changement et d'incertitude.

Comment le FFUE pour l'Afrique a-t-il aidé ?

Un guichet unique pour les migrants de retour. ProGreS Migration a mis en place et renforcé le dispositif Tounesna au sein de l'administration tunisienne. Tounesna dispose de neuf antennes opérationnelles dans les bureaux régionaux de l'Office des Tunisiens à l'Etranger (OTE). Les conseillers de l'OTE accueillent, informent et orientent les migrants de retour et se coordonnent avec les conseillers de la Direction Générale de la Protection Sociale (DGPS) et de l'Agence Nationale pour l'Emploi et le Travail Indépendant (ANETI) pour faciliter l'accès de ces migrants à leurs droits socio-économiques.

Les aides sociales. Elles sont destinées aux migrants de retour en situation de vulnérabilité et aux membres de leur famille. Elles peuvent comprendre : une aide au logement, fournie au début de l'inscription du bénéficiaire au programme et dure pendant les neuf mois suivants; une aide sociale à la santé, fournie pendant les 12 premiers mois; une aide sociale à l'éducation, visant à permettre aux enfants des migrants de retour de s'intégrer dans une école publique et une aide sociale pour les personnes handicapées.

Assistance à la réintégration économique. Les migrants de retour sont aidés dans leur réinsertion professionnelle, soit par l'emploi, soit par la création d'une entreprise. L'aide financière et le soutien à la recherche d'un emploi ou à la création d'un projet économique sont consolidés par un programme d'accompagnement de 12 mois.

Les clés du succès

Proactivité des opérateurs. En plus de la période de soutien d'un an pour les projets de réintégration socio-économique, les opérateurs responsables de l'assistance ont parfois introduit de manière proactive des pratiques de soutien supplémentaires. Ces pratiques sont conçues pour aider les projets pendant et après la période initiale, afin de renforcer leur stabilité à long terme. Le respect mutuel et la confiance entre le migrant et l'opérateur sont également des ingrédients clés pour une entreprise réussie.

Soutien familial. L'implication de la famille du migrant de retour dans le projet de réintégration socio-économique est souvent liée à la réussite de l'entreprise. Cela est dû non seulement à l'assistance matérielle fournie pour les activités liées à l'entreprise, mais aussi au soutien moral qui aide les migrants à se sentir acceptés dans leur expérience de retour.

Une couverture territoriale étendue. L'implantation des antennes de Tounesna dans différentes régions souligne l'importance de la proximité géographique des prestataires de services aux migrants pour assurer efficacement le succès de leur réintégration.

Miser sur le Succès

Améliorer le système d'orientation. L'efficacité de l'orientation des migrants vers les services de l'Etat ou vers d'autres programmes nationaux ou internationaux dépend à la fois de la capacité des conseillers à orienter les migrants vers les contacts appropriés et de la capacité des migrants à évaluer les propositions qui leur sont faites. La mise en place d'un système d'orientation permettrait de canaliser efficacement les ressources spécifiques de divers programmes vers le dispositif Tounesna.

Fournir un soutien global ainsi qu'une implication de la communauté. Il est essentiel d'apporter un soutien complet, comprenant une assistance psychologique, pour remédier à ces vulnérabilités. L'extension du soutien à l'ensemble de la communauté peut grandement contribuer à la réussite des efforts de réintégration. Lorsque les communautés sont impliquées et préparées, elles peuvent jouer un rôle crucial dans la promotion de la cohésion sociale et de l'acceptation. Le mentorat et le soutien personnalisé de la part des membres de la communauté locale ou des assistants sociaux favorisent l'autonomisation des rapatriés, en leur offrant des conseils, un soutien affectif et des contacts avec des services vitaux. Cette approche globale permet non seulement d'aider les rapatriés, mais aussi de renforcer la communauté, ce qui garantit une réintégration plus durable.

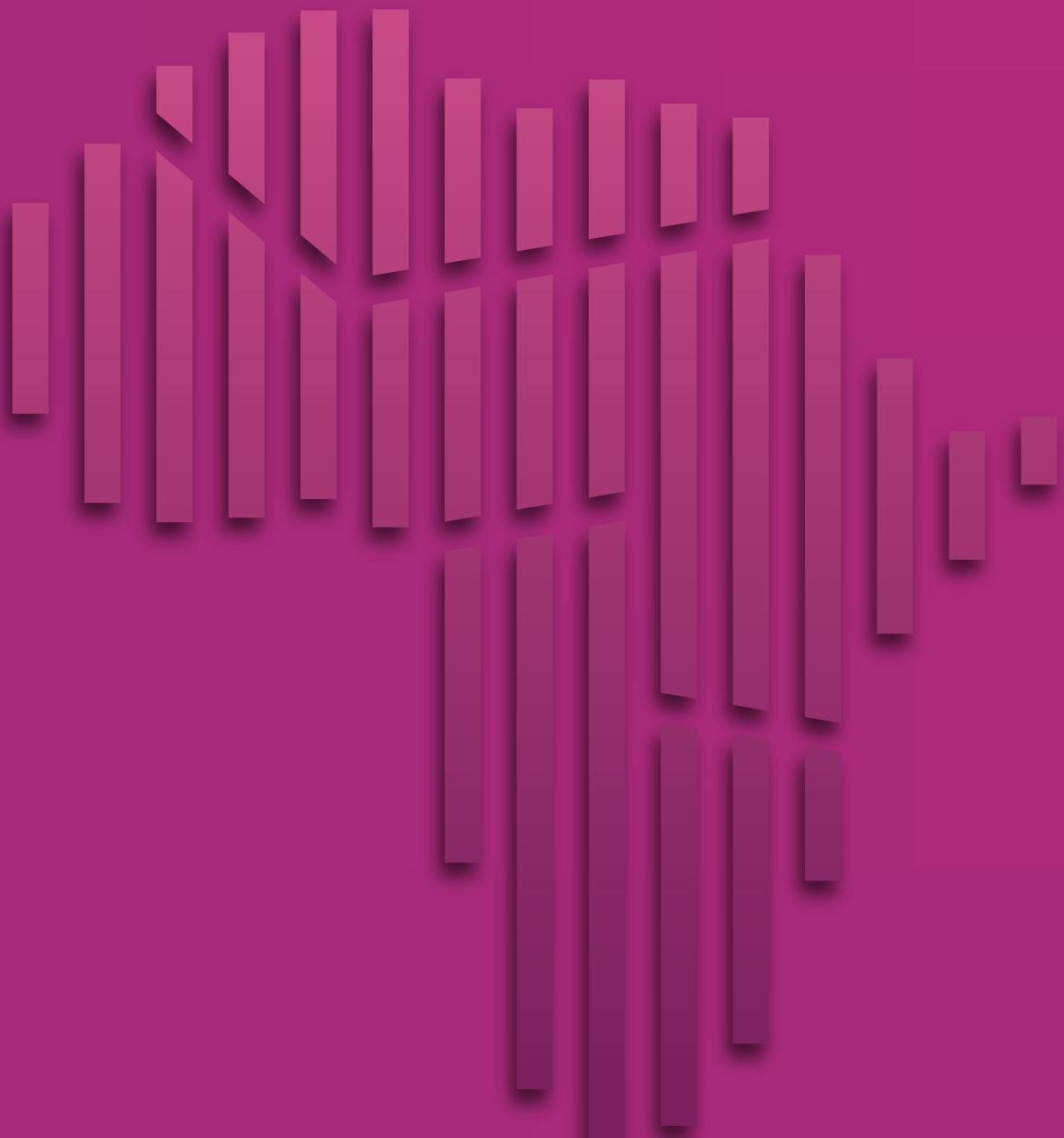
Renforcer les partenariats avec les opérateurs. Sur la base de cette expérience, une plateforme ouverte à divers acteurs de terrain peut considérablement améliorer le processus de réintégration des migrants de retour. Cette plateforme pourrait faciliter le partage d'expériences, tirer profit des réussites en matière de réintégration et permettre une meilleure préparation au retour en impliquant au préalable les migrants et leurs réseaux de soutien locaux. Elle pourrait également favoriser les projets communs entre les migrants de retour, ce qui stimulerait la collaboration et la réussite globale.



Des femmes participant à une session de formation en Égypte
dans le cadre du projet AEDIM. © Conseil National des Femmes (2023)

CHAPITRE 3

Rapport financier



3.1 Montants annoncés et reçus

Ce rapport financier est établi conformément à l'article 7.2 (d) de l'Accord Constitutif du FFUE pour l'Afrique. Les tableaux ci-dessous présentent un résumé des contributions au FFUE pour l'Afrique au 31 décembre 2024. Les contributions sont réparties entre les trois fenêtres du FFUE pour l'Afrique en fonction des informations d'affectation contenues dans le Certificat de Contribution. Conformément à l'Accord Constitutif, l'affectation n'est possible que par fenêtre. Si aucune affectation n'a été demandée, la répartition suivante s'applique :

- Fenêtre (A) Sahel et lac Tchad : 40 %
- Fenêtre (B) Corne de l'Afrique : 40 %
- Fenêtre (C) Afrique du Nord : 20 %

Le tableau 4 fournit des informations sur les contributions des contributeurs extérieurs (c'est-à-dire les États membres et autres donateurs extérieurs), comme suit :

- ▶ Contributions annoncées : financement total du FFUE pour l'Afrique tel qu'accordé par les donateurs (c'est-à-dire les contributions annoncées de manière formelle mais qui n'ont pas encore été officiellement confirmées par un Certificat de Contribution).
- ▶ Contributions certifiées : contributions soutenues par un Certificat du contributeur externe.
- ▶ Contributions reçues : contributions reçues sur le compte bancaire du FFUE pour l'Afrique. Sur cette base, le montant disponible pour engagement (c'est-à-dire le montant total des obligations légales qui peuvent être contractées) et le montant disponible pour paiement sont ensuite établis dans le système comptable de la Commission et rendus disponibles pour le FFUE pour l'Afrique. Au 31 décembre 2024, 623 millions d'euros avaient été reçus. Les contributions reçues dans des monnaies autres que l'euro sont enregistrées au taux de change officiel de la Commission européenne.

Le tableau 5 fournit des informations sur les contributions des budgets de l'UE et du FED, comme suit :

- ▶ Contributions annoncées : financement total du FFUE pour l'Afrique comme convenu par les donateurs.
- ▶ Contributions certifiées : contributions soutenues par une décision de financement de la Commission. Sur cette base, le montant disponible pour engagement (c'est-à-dire le montant total des obligations légales qui peuvent être contractées) et le montant disponible pour paiement sont ensuite établis dans le système comptable de la Commission et rendus disponibles pour le FFUE pour l'Afrique. Au 31 décembre 2024, le montant total des contributions certifiées s'élevait à 4 438,5 millions d'euros.
- ▶ Contributions reçues : contributions reçues sur le compte bancaire du FFUE pour l'Afrique, sur la base desquelles le montant disponible pour le paiement est ensuite établi dans le système comptable de la Commission et rendus disponibles pour le FFUE pour l'Afrique. Au 31 décembre 2024, un montant de 4 286 millions d'euros avait été rendus disponibles pour le paiement.

Les intérêts produits par les liquidités reçues sur le compte bancaire du FFUE pour l'Afrique sont indiqués à la section III du Tableau 5.

Table 4 - EUTF for Africa contributions from external contributors

I = Pays	Contributions promises (EUR)	Contributions certifiées (EUR)			Contributions reçues (EUR)	
	Toutes les fenêtres	Toutes les fenêtres	Attribution par fenêtre			
			SAH (A)	HOA (B)	NOA (C)	
Autriche	3.000.000	3.000.000		3.000.000		3.000.000
	3.000.000	3.000.000			3.000.000	3.000.000
	1.000.000	1.000.000			1.000.000	1.000.000
	1.000.000	1.000.000			1.000.000	1.000.000
	1.200.000	1.200.000	1.200.000			1.200.000
Belgique	10.000.000	10.000.000	5.500.000	500.000	4.000.000	10.000.000
	2.000.000	2.000.000	2.000.000			2.000.000
Bulgarie	50.000	50.000	20.000	20.000	10.000	50.000
	500.000	500.000	200.000	200.000	100.000	500.000
Croatie	200.000	200.000		100.000	100.000	200.000
	100.000	100.000	100.000			100.000
	300.000	300.000	200.000		100.000	300.000
Cyprus	100.000	100.000			100.000	100.000
République Tchèque	740.000	740.000		740.000		740.000
	8.750.000	8.750.000			8.750.000	8.750.000
	921.624	921.624			921.624	921.624
Danemark	6.001.921	6.001.921	2.400.768	2.400.768	1.200.384	6.001.921
	4.031.012	4.031.012			4.031.012	4.031.012
	10.076.311	10.076.311	2.720.604	3.325.183	4.030.525	10.076.311
	10.050.655	10.050.655	3.350.218	3.350.218	3.350.218	10.050.655
	13.393.529	13.393.529		13.393.529		13.393.529
	6.692.097	6.692.097	2.007.629	2.676.839	2.007.629	6.692.097
	3.085.964	3.085.964	3.085.964			3.085.964
	2.683.447	2.683.447	2.683.447			2.683.447
Estonie	150.000	150.000			150.000	150.000
	300.000	300.000			300.000	300.000
	1.000.000	1.000.000			1.000.000	1.000.000
	150.000	150.000			150.000	150.000
	150.000	150.000			150.000	150.000
Finlande	5.000.000	5.000.000	1.000.000	3.000.000	1.000.000	5.000.000
	2.500.000	2.500.000		2.500.000		2.500.000
	2.000.000	2.000.000		2.000.000		2.000.000
France	3.000.000	3.000.000	1.200.000	1.200.000	600.000	3.000.000
	6.000.000	6.000.000	6.000.000			6.000.000
Allemagne	3.000.000	3.000.000	1.200.000	1.200.000	600.000	3.000.000
	48.000.000	48.000.000	38.400.000		9.600.000	48.000.000
	3.000.000	3.000.000			3.000.000	3.000.000
	100.000.000	100.000.000			100.000.000	100.000.000
	3.500.000	3.500.000			3.500.000	3.500.000
	25.000.000	25.000.000	25.000.000			25.000.000
	42.500.000	42.500.000	30.500.000		12.000.000	42.500.000
	3.500.000	3.500.000	3.500.000			3.500.000
Grèce	50.000	50.000			50.000	50.000
Hongrie	700.000	700.000		700.000		700.000
	8.750.000	8.750.000			8.750.000	8.750.000
Irlande	3.000.000	3.000.000		3.000.000		3.000.000
	3.000.000	3.000.000	1.200.000	1.200.000	600.000	3.000.000
	9.000.000	9.000.000	3.600.000	3.600.000	1.800.000	9.000.000
	755.000	755.000		755.000		755.000
Italie	10.000.000	10.000.000	4.000.000	5.000.000	1.000.000	10.000.000
	7.000.000	7.000.000	7.000.000			7.000.000
	15.000.000	15.000.000	15.000.000			15.000.000
	50.000.000	50.000.000	50.000.000			50.000.000
	10.000.000	10.000.000			10.000.000	10.000.000

Table 4 - EUF for Africa contributions from external contributors

	Contributions promises (EUR)	Contributions certifiées (EUR)			Contributions reçues (EUR)	
I = Pays	Toutes les fenêtres	Toutes les fenêtres	Attribution par fenêtre			31/12/2024 Total
			SAH (A)	HOA (B)	NOA (C)	
Italie	10.000.000	10.000.000	10.000.000			10.000.000
	2.000.000	2.000.000	2.000.000			2.000.000
	2.000.000	2.000.000		2.000.000		2.000.000
	6.000.000	6.000.000	6.000.000			6.000.000
	11.000.000	11.000.000	8.000.000		3.000.000	11.000.000
Lettonie	50.000	50.000	20.000	20.000	10.000	50.000
	250.000	250.000			250.000	250.000
	300.000	300.000			300.000	300.000
Lituanie	50.000	50.000	20.000	20.000	10.000	50.000
	150.000	150.000			150.000	150.000
	200.000	200.000			200.000	200.000
Luxembourg	3.100.000	3.100.000	3.000.000	100.000		3.100.000
	1.000.000	1.000.000	800.000		200.000	1.000.000
Malte	250.000	250.000		125.000	125.000	250.000
	75.000	75.000			75.000	75.000
	150.000	150.000			150.000	150.000
Pays-Bas	15.000.000	15.000.000	3.000.000	12.000.000		15.000.000
	1.362.000	1.362.000		1.362.000		1.362.000
	10.000.000	10.000.000			10.000.000	10.000.000
	3.000.000	3.000.000	3.000.000			3.000.000
Norvège	3.593.344	3.593.344	1.113.937	2.479.407		3.593.344
	5.272.037	5.272.037	1.581.611	1.581.611	2.108.815	5.272.037
	6.287.002	6.287.002	2.095.667	2.095.667	2.095.667	6.287.002
	6.195.595	6.195.595	2.065.198	2.065.198	2.065.198	6.195.595
	5.503.931	5.503.931	1.834.644	1.834.644	1.834.644	5.503.931
Pologne	1.100.000	1.100.000		1.100.000		1.100.000
	7.070.136	7.070.136			7.070.136	7.070.136
	2.380.612	2.380.612			2.380.612	2.380.612
Portugal	250.000	250.000	100.000	100.000	50.000	250.000
	200.000	200.000	80.000	80.000	40.000	200.000
	1.350.000	1.350.000	675.000		675.000	1.350.000
	3.200.000	3.200.000	1.600.000		1.600.000	3.200.000
Roumanie	100.000	100.000	40.000	40.000	20.000	100.000
Slovaquie	500.000	500.000	200.000	200.000	100.000	500.000
	100.000	100.000		100.000		100.000
	1.000.000	1.000.000			1.000.000	1.000.000
	8.250.000	8.250.000			8.250.000	8.250.000
	500.000	500.000	500.000			500.000
Slovénie	50.000	50.000	20.000	20.000	10.000	50.000
	50.000	50.000	20.000	20.000	10.000	50.000
	30.000	30.000	30.000			30.000
Espagne	3.000.000	3.000.000	1.200.000	1.200.000	600.000	3.000.000
	6.000.000	6.000.000	6.000.000			6.000.000
Suède	3.000.000	3.000.000	1.200.000	1.200.000	600.000	3.000.000
	3.000.000	3.000.000		3.000.000		3.000.000
	92.584	92.584		92.584		92.584
	5.664.202	5.664.202		5.664.202		5.664.202
Suisse	4.100.000	4.100.000	1.640.000	1.640.000	820.000	4.100.000
Royaume-Uni	3.000.000	3.000.000		3.000.000		3.000.000
	3.000.000	3.000.000			3.000.000	3.000.000
	7.500.000	7.500.000	3.500.000	2.000.000	2.000.000	7.500.000
	7.500.000	7.500.000	3.500.000	2.000.000	2.000.000	7.500.000
TOTAL DES CONTRIBUTIONS EXTÉRIEURES	623.158.002	623.158.002	281.404.688	101.001.850	240.751.464	623.158.002

Tableau 5 - Contributions au FFUE pour l'Afrique provenant des budgets de l'UE et du FED

II = Programme	Toutes les fenêtres	Toutes les fenêtres	Contributions certifiées (EUR)			Contributions reçues (EUR)	
			Attribution par fenêtre				
			SAH (A)	HOA (B)	NOA (C)		
Reserve of the 11th EDF (38-801)	1.000.000.000	1.000.000.000	666.666.667	333.333.333		1.000.000.000	
RIP West Africa 11th EDF (38-801)	200.000.000	200.000.000	200.000.000			200.000.000	
RIP Central Africa 11th EDF (38-811)	10.000.000	10.000.000	10.000.000			10.000.000	
RIP EASAIO 11th EDF (38-807)	50.000.000	50.000.000		50.000.000		50.000.000	
NIP ET 11th EDF (38-807)	30.000.000	30.000.000		30.000.000		30.000.000	
DG NEAR (admin credits)*	500.000	500.000			500.000	500.000	
DG NEAR - C(2016)3505**; C(2017)2453; C(2017)8287; C(2019)3480; C(2020)3368; (2020)4581	411.211.675	411.211.675			411.211.675	402.811.675	
DG NEAR - C(2016)7277	25.000.000	25.000.000			25.000.000	25.000.000	
DG ECHO (C(2015)8936**; C(2016) 8795, C(2017)8863, C(2019)17, C(2020)13)	50.000.000	50.000.000	20.000.000	20.000.000	10.000.000	50.000.000	
SSP SS EDF (38-815)	86.400.000	86.400.000		86.400.000		86.400.000	
El Nino Corne de l'Afrique - DCI FOOD (39-550)	23.000.000	23.000.000		23.000.000		23.000.000	
El Nino Corne de l'Afrique - Reserve of the 11th EDF (39-736; C(2016)6843)	43.500.000	43.500.000		43.500.000		43.500.000	
El Nino SAHEL DCI FOOD (C(2016)5207;39-550; contract n°2017/383-433)	10.000.000	10.000.000	10.000.000			10.000.000	
El Nino SAHEL EDF (C(2016)6843; 39-650; contract n°2017/383-426)	25.000.000	25.000.000	25.000.000			25.000.000	
DCI DEVCO B - MIGR (38-974)**	25.000.000	25.000.000	10.000.000	10.000.000	5.000.000	25.000.000	
Sudan Special Measure EDF (39-789)	100.000.000	100.000.000		100.000.000		100.000.000	
Reserve of the 11th EDF (39-883)	500.000.000	500.000.000	368.000.000	132.000.000		500.000.000	
DCI PANAF (38-855)	25.000.000	25.000.000	10.000.000	10.000.000	5.000.000	25.000.000	
RIP EASAIO - IGAD Peace and Security envelope EDF (C(2017)2395;386-661)	45.000.000	45.000.000		45.000.000		45.000.000	

Tableau 5 - Contributions au FFUE pour l'Afrique provenant des budgets de l'UE et du FED

II = Programme	Contributions pledged (EUR)	Contributions certifiées (EUR)				Contributions reçues (EUR)
	Toutes les fenêtres	Toutes les fenêtres	Attribution par fenêtre			31/12/2024 Total
			SAH (A)	HOA (B)	NOA (C)	
NIP Somalia EDF C(2017)1721 (039-896)	200.000.000	200.000.000		200.000.000		200.000.000
DG HOME AMIF	135.000.000	135.000.000	10.000.000	10.000.000	115.000.000	135.000.000
DCI MIGRATION (C(2017)6275)	230.000.000	230.000.000	140.000.000	60.000.000	30.000.000	230.000.000
DCI MIGRATION (C(2018)7642)	29.500.000	29.500.000	20.500.000	9.000.000		29.500.000
DCI Food (C(2017)8765) CRIS 040-160	10.000.000	10.000.000		10.000.000		10.000.000
EDF Sudan - Contribution to the European Union Emergency Trust Fund C(2020)872 -(42611)	100.000.000	100.000.000		100.000.000		100.000.000
EDF Special Support Programme for South Sudan (C(2017)8337)	24.533.858	24.533.858		24.533.858		24.533.858
EDF Special Support Programme for South Sudan (C(2017)8337) (2019 Rider)	4.906.772	4.906.772		4.906.772		4.906.772
Reserve of the 11th EDF C(2018)4437	500.000.000	500.000.000	375.000.000	125.000.000		500.000.000
RIP and NIP 11th EDF C(2018) 5491	150.000.000	150.000.000		150.000.000		150.000.000
NIP for Eritrea (EDF) C(2019)2960	180.000.000	180.000.000		180.000.000		130.000.000
DG NEAR - C(2018)8220	27.733.626	27.733.626			27.733.626	27.733.626
DG NEAR (2019) 8959	50.717.716	50.717.716			50.717.716	50.717.716
PIN 11ième FED Niger C(2020) 2551	38.425.000	38.425.000	38.425.000			38.425.000
PIN 11ième FED Burkina Faso (C(2020)2938)	18.670.000	18.670.000	18.670.000			
PIN 11ième FED Mali C(2020)2549	15.000.000	15.000.000	15.000.000			
PIN 11ième FED Chad C(2020) 2550	2.500.000	2.500.000	2.500.000			2.500.000
EDF South Sudan C(2020)8530 (CRIS 042-949)	1.903.529	1.903.529		1.903.529		1.903.529
EDF transfer in favour of Mali C(2020)9198	60.000.000	60.000.000	60.000.000			
TOTAL DES CONTRIBUTIONS DE L'UE	4.438.502.176	4.438.502.176	1.999.761.667	1.758.577.492	680.163.017	4.286.432.176
	Contributions promises (EUR)	Contributions certifiées (EUR)				Contributions reçues (EUR)
		Toutes les fenêtres	SAH (A)	HOA (B)	NOA (C)	
TOTAL I+II	5.061.660.178	5.061.660.178	2.281.166.355	1.859.579.343	920.914.481	TOTAL 4.909.590.178

Tableau 5 - Contributions au FFUE pour l'Afrique provenant des budgets de l'UE et du FED

III = Intérêts générés par les liquidités reçues sur le compte bancaire du fonds fiduciaire	
2015	2.292
2016	52.135
2017	1.631
2018	1.884
2019	-6.796
2020	-467.117
2021	-515.963
2022	-36.211
2023	4.825.630
2024*	5.234.502
Intérêts cumulés générés par les liquidités reçues sur le compte bancaire du fonds fiduciaire	9.091.987

*Le montant pour 2024 inclut uniquement les intérêts accumulés au T1, T2 et T3.

TOTAL I+II+III	4.918.682.165
-----------------------	----------------------

3.2 Montants du FFUE pour l'Afrique versés pendant la période considérée

Le tableau ci-dessous indique les **montants payés** au cours de la période considérée par modalité d'exécution budgétaire.

Tableau 6 - Total des paiements en 2024

	Total
	Montants (EUR)
Subventions en gestion directe	53.955.978
Soutien budgétaire	0
Passation de marchés en gestion directe	13.545.497
Gestion indirecte avec des organisations internationales	37.377.709
Gestion indirecte avec des agences de développement	58.081.838
Autres Contrats/Paiements	0
Instruments financiers - Paiements aux comptes fiduciaires	0
Budget UE - Délégations transversales à d'autres DGs	0
Dépenses Administratives	14.976.210
TOTAL	177.937.232

3.3 Administration du FFUE pour l'Afrique

Pour couvrir les coûts administratifs du FFUE pour l'Afrique (salaires et les coûts liés à la rémunération, aux missions et autres frais), 15,3 millions d'euros avait été prévus pour 2024.

Tableau 7 - Estimation des coûts administratifs du FFUE pour l'Afrique en 2024 (EUR)

Détail des coûts estimés*	
a) Salaires du personnel temporaire au siège de l'UE et dans les délégations de l'UE	8.956.405
b) Dépenses d'appui associées aux contrats du personnel (par ex. missions, formation, IT, infrastructure pour les délégations UE)	6.344.813
c) Autres coûts nécessaires pour la gestion globale du FFUE pour l'Afrique	15.000
TOTAL DES COÛTS ESTIMÉS	15.316.218

*Les montants finaux ne sont pas disponibles au moment de la publication

CHAPITRE 4

Gestion et contrôle interne



Il a été décidé que le Règlement Financier de l'UE et les règles et procédures élaborées par la DG INTPA de la Commission européenne pour la gestion et la mise en œuvre de ses opérations seraient également applicables au FFUE pour l'Afrique.

Pour la fenêtre de l'Afrique du Nord, la DG NEAR bénéficie d'une sous-délégation de la DG INTPA afin que le Règlement Financier de l'UE et les règles et procédures développées par celle-ci pour la gestion et l'exécution de ses opérations soient applicables à cette fenêtre.

Une fois approuvées par le Comité Opérationnel, les actions sont mises en œuvre conformément aux procédures de mise en œuvre prévues par les règles et règlements applicables de la Commission, comprenant celles applicables au FED.

Conformément à l'Accord Constitutif du FFUE pour l'Afrique et compte tenu de son objectif d'opérer dans une situation de crise et d'après-crise, des procédures souples adaptées à l'environnement local sont utilisées pour garantir que le Fond soit efficace et réponde aux besoins identifiés. Ces procédures sont conformes aux dispositions du Règlement Financier et sont définies dans les guides financiers INTPA et NEAR. Leur utilisation doit être justifiée au cas par cas. Les deux directions générales tiennent un registre des exceptions, dérogations et autorisations préalables accordées au titre du FFUE pour l'Afrique comprenant aussi les cas de non-conformité détectés pendant l'année.

La mise en œuvre des projets est prévue en gestion directe lorsque le FFUE pour l'Afrique est l'autorité contractante et signe les contrats d'achat et de subvention ou en gestion indirecte lorsque la mise en œuvre du projet est déléguée à un tiers, notamment à une agence d'un État membre de l'UE ou à une organisation internationale. Les entités candidates auxquelles sont confiées des tâches d'exécution du budget doivent démontrer un niveau de gestion financière et de protection des intérêts financiers de l'UE équivalent à celui de la Commission. Les organisations internationales et les agences des États membres doivent fournir des déclarations de gestion sur l'utilisation des fonds qui leur sont confiés.

Des contrôles ex-ante sont effectués par le personnel du FFUE pour l'Afrique pour toutes les opérations/transactions effectuées dans le cadre du FFUE pour l'Afrique.

Conformément aux modèles contractuels et à la politique d'audit de la DG INTPA et de la DG NEAR, des audits/vérifications des dépenses sont prévus dans les contrats ou peuvent être lancés par le FFUE pour l'Afrique de sa propre initiative sur la base d'une analyse des risques

Le FFUE pour l'Afrique est inclus dans le plan d'audit annuel de la Direction Générale. Un total de 34 contrats/projets dans le cadre du FFUE pour l'Afrique ont été présélectionnés pour un audit et/ou une vérification financière lors du plan d'audit annuel de la DG INTPA et de la 2024, 26 ont un audit en cours. Le FFUE pour l'Afrique est également inclus dans l'exercice "Taux d'erreur résiduel" (contrôles ex-post), tout comme d'autres programmes/instruments gérés par la DG INTPA et la DG NEAR.

Les comptes du FFUE pour l'Afrique font également l'objet d'un audit externe annuel.

Les managers du FFUE pour l'Afrique tiennent compte des rapports et recommandations des différents organes de contrôle, notamment du Service d'Audit Interne (IAS) et de la Cour des comptes, afin de fournir une évaluation de l'efficacité des processus de gestion des risques, de contrôle et de gouvernance, en plus des résultats des audits réalisés au niveau des contractants/bénéficiaires.

L'Office européen de Lutte Anti-Fraude (OLAF) exerce sur l'ensemble du FFUE pour l'Afrique, sur ses organes de gouvernance et sur les représentants des donateurs et sur les observateurs participant à ces organes compris, les mêmes pouvoirs que ceux qu'il exerce à l'égard des autres activités de la Commission.

4.1 Résultats du contrôle

Efficacité du contrôle en ce qui concerne la légalité et la régularité

Résultats des contrôles ex ante

A la fin de 2024, les contrôles ex ante avaient détecté un total de 14 572 187 euros de dépenses inéligibles, ce montant inéligible représentant 2,46 % du montant total réclamé en 2024.

Résultats des audits externes

Le taux d'exécution des plans d'audit annuels du FFUE pour l'Afrique est très bon avec le KPI 20 (Audit N) à 76% et le KPI 21 (Audit N-1 et N-2) à 77%.

Les audits externes et les vérifications des dépenses contractés par le FFUE pour l'Afrique ont identifié et signalé 1,74% de dépenses inéligibles au cours de l'année 2024.

Les trois principales conclusions de l'audit sont l'absence ou l'insuffisance de pièces justificatives, les dépenses incluant la TVA ou d'autres taxes, ainsi que les dépenses dépassant le budget.

Prévention et détection de la fraude

Les fonds fiduciaires de l'UE sont inclus dans la stratégie antifraude de la DG de l'ordonnateur compétent. Par conséquent, le FFUE pour l'Afrique est soumis à la compétence de l'OLAF en matière de lutte antifraude et les règles de l'OLAF concernant la gestion des informations y afférentes s'appliquent.

4.2 Observations et recommandations du Service d'Audit Interne/Cour des Comptes Européenne

Un deuxième audit de performance⁸⁷ du FFUE pour l'Afrique a été réalisé par la CCE en 2023 et le rapport final a été publié en septembre 2024⁸⁸.

Dans son rapport spécial, la CCE a reconnu que le FFUE pour l'Afrique a développé une nouvelle approche pour la collecte des informations sur les causes profondes de l'instabilité, de la migration irrégulière et des déplacements, identifiant les risques pour les droits de l'homme dans un environnement instable et rendant compte des réalisations cumulées de ses actions. Elle a également reconnu que le FFUE pour l'Afrique a contribué à maintenir la migration parmi les priorités de l'agenda politique et de développement, et que les projets du FFUE pour l'Afrique ont rapporté la réalisation d'un grand nombre des résultats prévus et ont partiellement atteint leurs objectifs.

Dans ses principales conclusions, la CCE a noté que le FFUE pour l'Afrique était un outil flexible, que sa stratégie restait générale et que les choix de financement n'étaient pas suffisamment ciblés. La Cour a reconnu que le FFUE pour l'Afrique était un mécanisme permettant de prendre des décisions de financement plus rapidement que d'autres instruments, mais que les enseignements tirés et les évaluations approfondies des besoins auraient dû être davantage pris en considération. Malgré une approche innovante en matière d'identification des risques liés aux droits de l'homme, la Cour estime que ceux-ci n'ont pas été pris en compte de manière exhaustive. En outre, elle a noté que les éléments du système de suivi et d'établissement de rapports manquaient de précision et ne permettaient pas encore de déterminer les approches qui étaient les plus efficaces.

⁸⁷ Premier audit de performance Rapport spécial 32/2018 Fonds fiduciaire d'urgence de l'Union européenne pour l'Afrique. <https://www.eca.europa.eu/fr/publications?did=48342>

⁸⁸ Rapport spécial n° 17/2024 de la Cour des comptes européenne sur le Fonds fiduciaire d'urgence de l'UE pour la stabilité et la lutte contre les causes profondes de la migration irrégulière et des personnes déplacées en Afrique (FFUE pour l'Afrique). <https://www.eca.europa.eu/fr/publications/sr-2024-17>

La CCE a fait quatre recommandations :

- i) Cibler davantage les zones géographiques et les bénéficiaires sur la base d'éléments probants
- ii) Conserver les documents du FFU pour l'Afrique dans un répertoire central afin d'éclairer les décisions concernant les futures actions et de diffuser les enseignements tirés de l'expérience acquise pour les documents d'action.
- iii) Renforcer la détection des risques en matière de droits de l'homme et prendre des mesures pour les atténuer.
- iv) Améliorer l'exactitude des informations communiquées sur les réalisations.

La Commission a accueilli favorablement le rapport spécial de la CCE et a accepté toutes les recommandations. En outre, la Commission a confirmé son engagement à prendre les mesures appropriées pour mettre en œuvre les recommandations de la Cour.

Le service d'audit interne de la Commission n'a pas encore procédé à un examen du FFUE pour l'Afrique.

4.3 Évaluation de l'efficacité des systèmes de contrôle interne

Le FFUE pour l'Afrique fonctionne dans le cadre du système général de contrôle interne établi par la Commission. Dans ce cadre, le FFUE pour l'Afrique a mis en place la structure organisationnelle et les systèmes de contrôle interne appropriés à la réalisation des objectifs de politique et de contrôle, conformément aux normes et compte tenu des risques liés à l'environnement dans lequel il opère.

Le suivi de la conformité et de l'efficacité des systèmes de contrôle interne a été assuré en permanence par les gestionnaires du FFUE pour l'Afrique et ajusté et complété si nécessaire.

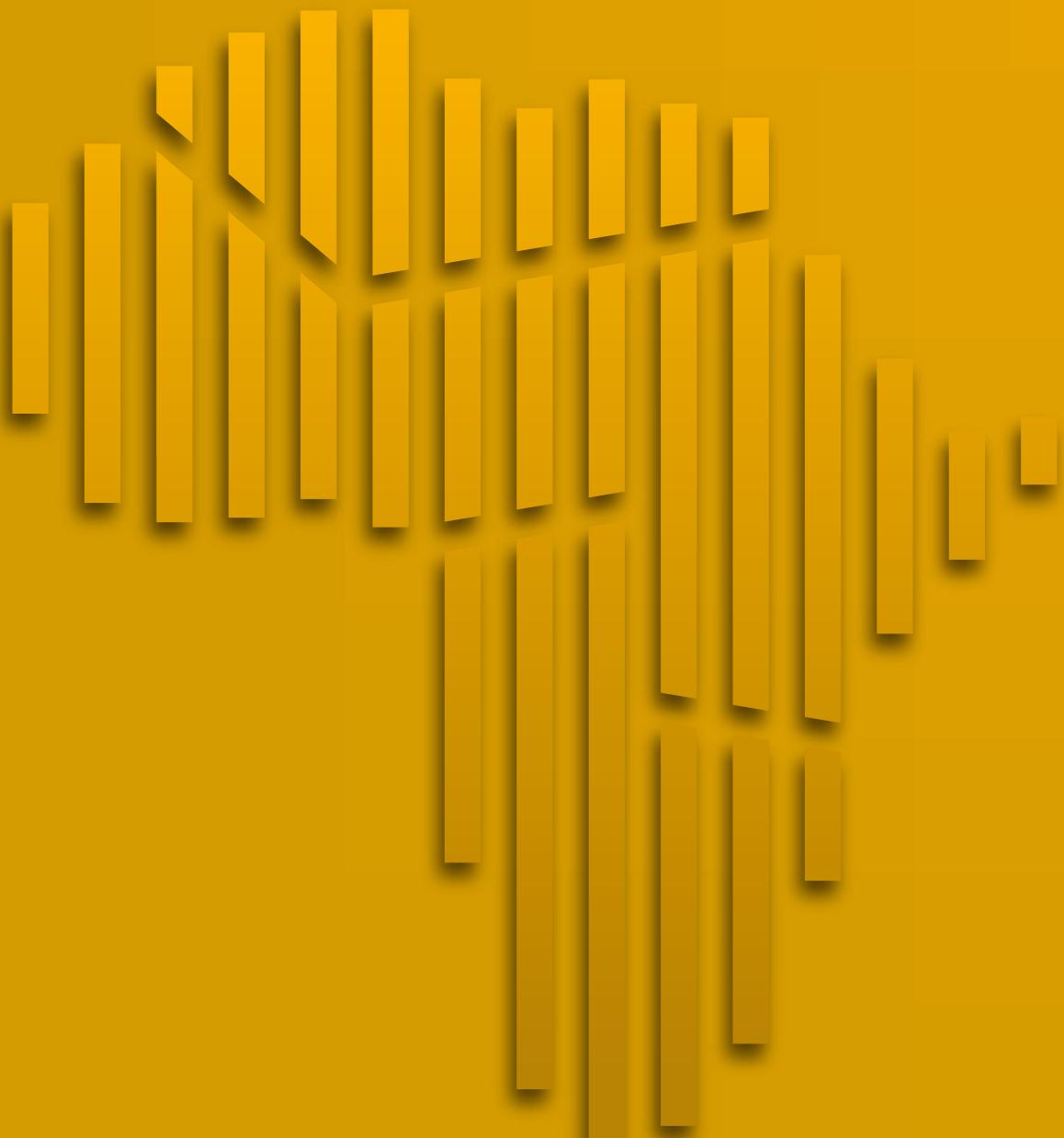
Des exceptions et des dérogations sont appliquées si nécessaires et lorsqu'elles sont justifiées, comme permis par les procédures du FFUE pour l'Afrique. Elles comprennent les dérogations aux règles de nationalité et d'origine ainsi qu'une réduction du délai de présentation des offres. Des approbations pour les attributions directes de subventions ou les procédures négociées de marchés de services ont également été appliquées dans des cas justifiés. La majorité de ces procédures sont de préférence identifiées initialement et donc incluses dans le document d'action de chaque programme respectif soumis pour approbation au Comité opérationnel compétent du FFUE pour l'Afrique.

Les exceptions, les dérogations, les autorisations préalables et les cas de non-conformité survenus au cours de la période considérée ont été enregistrés et documentés. Peu de cas d'événements non-conformes ont été détectés. Ils ont toutefois été identifiés, dûment corrigés et signalés.

Les gestionnaires du FFUE pour l'Afrique ont pris les mesures appropriées pour veiller à ce que les intérêts financiers de l'Union et des donateurs soient protégés par l'application de mesures préventives contre les irrégularités et la fraude, par des contrôles efficaces et, si des irrégularités ou une fraude sont détectées, par le recouvrement des montants indûment versés. Les contrats et accords signés avec des tiers autorisent la Commission à effectuer des contrôles sur place, à suspendre les paiements et la mise en œuvre des actions lorsque des irrégularités ou des fraudes graves sont constatées et à appliquer, le cas échéant, des sanctions contractuelles efficaces, proportionnelles et dissuasives.

CHAPITRE 5

Annexes



Annexe I – Liste des programmes, montants contractés et montants payés (cumulés depuis le début du FFUE pour l'Afrique)

SAHEL ET LAC TCHAD					
Pays	Titre de l'action	Montant engagé (EUR)	Montant contracté (EUR)	Montant payé (EUR)	Montant à payer (EUR)
Burkina Faso	Retour de la confiance et renforcement des capacités sécuritaires au burkina faso (renforce burkina faso iii)	7.000.000	7.000.000	5.102.667	1.897.333
	Appui à la justice au burkina faso pour renforcer la lutte contre l'impunité au travers d'une justice plus accessible et efficace	10.000.000	9.800.000	8.228.975	1.571.025
	Tuuma - appui à la compétence professionnelle, l'entrepreneuriat et l'emploi des jeunes et des femmes dans les régions rurales du burkina faso	8.000.000	8.000.000	7.832.000	168.000
	Programme d'appui à l'emploi dans les zones frontalières et périphériques	6.964.130	6.964.130	6.964.130	0
	Renforcement de la gestion et de la gouvernance des migrations et le retour et la réintégration durable au burkina faso	8.297.285	8.297.285	8.297.285	0
	Programme lrd de renforcement de la résilience des communautés vulnérables à l'in sécurité alimentaire et nutritionnelle dans les zones frontalières septentrionales au burkina faso	29.908.389	29.908.389	29.908.389	0
	Insertion et stabilisation socio économique des jeunes et femmes dans la province du seno (region du sahel)	5.153.328	5.153.328	5.153.328	0
	Protection des jeunes dans les zones à risque au burkina faso à travers l'éducation et le dialogue.	8.651.779	8.651.779	8.630.447	21.332
	Prevention de l'extremisme violent autochtone rebatir une cohésion sociale au nord du burkina à travers un meilleur suivi de la radicalisation, la promotion du dialogue et la valorisation de l'économie pastorale	9.466.197	9.466.197	9.306.197	160.000
	Appui budgétaire pour la mise en œuvre du programme d'urgence sahel du burkina faso	74.497.567	74.497.567	74.497.567	0
	Programme d'appui à la gestion intégrée des frontières au burkina faso (pagif-bf)	29.944.070	29.944.070	29.944.070	0
	TOTAL BURKINA FASO	197.882.744	197.682.744	193.865.054	3.817.691
Côte d'Ivoire	Appui à la mise en œuvre de la stratégie nationale de l'état civil et de l'identification de côte d'ivoire	5.000.000	4.949.740	4.388.932	560.808
	Programme de soutien et de relance à l'économie dans le contexte de la crise du covid 19 en côte d'ivoire	25.000.000	24.841.880	24.841.880	0
TOTAL COTE D'IVOIRE		30.000.000	29.791.620	29.230.812	560.808
Cameroon	Renforcement de la gestion et de la gouvernance des migrations et le retour et la réintégration durable au cameroun	3.300.000	3.300.000	3.300.000	0
	Resilience- programme de réponse à l'impact des mouvements de populations internes et externes dans les régions du septentrion du cameroun	19.841.744	19.841.744	19.841.744	0
	Projet d'investissement en appui au développement économique local dans l'extrême nord, favorisant l'emploi et l'insertion des jeunes (approche himo)	10.000.000	10.000.000	10.000.000	0
	Projet de promotion de l'emploi et renforcement de la résilience au nord cameroun (extrême-nord, nord et adamaoua)	7.000.000	7.000.000	7.000.000	0
	TOTAL CAMEROON	40.141.744	40.141.744	40.141.744	0

SAHEL ET LAC TCHAD					
Pays	Titre de l'action	Montant engagé (EUR)	Montant contracté (EUR)	Montant payé (EUR)	Montant à payer (EUR)
Ghana	Boosting green employment and enterprise opportunities in ghana	20.000.000	19.780.000	19.471.164	308.836
	Strengthening border security in ghana	5.000.000	4.840.000	4.723.377	116.623
TOTAL GHANA		25.000.000	24.620.000	24.194.541	425.459
Gambie	Digitalising the gambia - technical assistance to strengthen the ict sector	1.050.000	1.000.000	986.720	13.280
	Strengthening the management and governance of migration and the sustainable reintegration of returning migrants in the gambia	3.900.000	3.900.000	3.900.000	0
	Building a future - make it in the gambia	22.362.948	22.362.948	22.362.948	0
	The gambia youth empowerment scheme	11.000.000	11.000.000	11.000.000	0
TOTAL GAMBIE		38.312.948	38.262.948	38.249.668	13.280
Guinée	Améliorer la résilience des populations vulnérables de guinée	7.800.410,00	7.800.410,00	7.800.410,00	0
	Projet pilote d'amélioration du système d'état civil guinéen par l'effet catalyseur de la digitalisation	5.000.000,00	4.950.000,00	4.950.000,00	0
	Programme d'appui a l'integration socio-économique des jeunes (integra)	60.315.556,71	60.315.556,71	60.226.839,07	88.718
TOTAL GUINÉE		73.115.967	73.065.967	72.977.249	88.718
Mali	Common operational partnership (cop) mali	2.850.000,00	1.925.976,61	1.925.976,61	0
	Programme de soutien à la transition en république du mali (pst-ml) .	63.325.000,00	62.237.073,59	51.874.081,79	10.362.992
	Renforcement de la gestion et de la gouvernance des migrations et le retour et la réintégration durable au mali	14.680.000,00	14.680.000,00	14.680.000,00	0
	Programme d'appui au fonctionnement de l'état civil au mali: appui à la mise en place d'un système d'information sécurisé	25.000.000,00	24.921.815,75	24.921.815,75	0
	L'emploi des jeunes crée des opportunités, ici au mali.	19.393.058,68	19.393.058,68	19.393.058,68	0
	Programme de renforcement de la résilience des communautés, des ménages et des individus vulnérables à l'insécurité alimentaire et nutritionnelle au mali	24.341.049,00	24.341.049,00	24.341.049,00	0
	Renforcement des opportunités économiques et de la sécurité alimentaire des populations des régions de sikasso, kayes et koulikoro	12.763.184,55	12.763.184,55	12.763.184,55	0
	Relance de l'économie et appui aux collectivités ii	10.000.000,00	10.000.000,00	10.000.000,00	0
	Securite et développement au nord du mali-phase 2 (sdhm)	13.000.000,00	13.000.000,00	13.000.000,00	0
	Projet d'appui aux investissements de la diaspora malienne dans les régions d'origine	5.789.350,00	5.789.350,00	5.789.350,00	0
	Programme jeunesse et stabilisation (projes) régions du centre du mali	43.500.000,00	43.500.000,00	37.133.284,81	6.366.715
	Programme d'actions à impact rapide pour la stabilisation des régions du centre mali	7.978.551,85	7.841.787,95	7.841.787,95	0
	Programme d'appui au renforcement de la sécurité dans les régions de mopti et de gao et à la gestion des zones frontalières (parsec mopti-gao)	43.656.666,00	43.541.828,63	43.541.828,63	0
	Appui au développement économique local et à la prévention des conflits dans les régions de tombouctou et gao (adel)	13.000.000,00	13.000.000,00	13.000.000,00	0
TOTAL MALI		299.276.860	296.935.125	280.205.418	16.729.707

SAHEL ET LAC TCHAD					
Pays	Titre de l'action	Montant engagé (EUR)	Montant contracté (EUR)	Montant payé (EUR)	Montant à payer (EUR)
Mauritanie	Partenariat opérationnel conjoint pour la mauritanie (poc mauritanie)	4.550.000	4.500.000	3.859.302	640.698
	Contribuer au renforcement de la gouvernance et de la gestion des migrations et des frontières, et faciliter la protection, le retour et la réintégration durable de migrants en mauritanie	8.000.000	8.000.000	8.000.000	0
	Promotion de l'emploi et amélioration des conditions de vie des pêcheurs artisanaux côtiers, jeunes et femmes aux alentours des espaces naturels protégés du secteur nord de mauritanie	9.999.960	9.999.960	9.896.254	103.706
	Création d'emplois décents et consolidation de l'emploi existant pour les jeunes et potentiels migrants dans le secteur de la pêche artisanale	14.000.000	14.000.000	13.740.016	259.984
	Projet d'appui à la prévention de la radicalisation violente en république islamique de mauritanie	5.898.702	5.898.702	5.898.702	0
	Programme de renforcement de la résilience des communautés urbaines et rurales vulnérables en mauritanie	10.000.000	10.000.000	9.897.531	102.469
	Projet pecobat: amélioration de l'employabilité des jeunes et des capacités des pme par le développement du sous-secteur du btp en matériaux locaux et de la formation professionnalisante dans les chantiers écoles construction	3.183.427	3.183.427	3.183.427	0
	Renforcement des capacités pour une meilleure gestion de la migration afin de protéger l'enfance migrante contre l'exploitation et la traite	2.905.772	2.905.772	2.905.772	0
	L'ue pour le nexus sécurité-résilience-développement en mauritanie	24.756.146	24.756.146	24.756.146	0
TOTAL MAURITANIE		83.294.006	83.244.006	82.137.150	1.106.856
Niger	Création d'une équipe conjointe d'investigation (eci) pour la lutte contre les réseaux aux criminels liés au terrorisme	4.500.000,00	4.260.981,36	4.240.981,36	20.000
	Résilience agro-sylvo-pastorale, ouest niger	7.000.000,00	6.184.854,50	6.177.842,00	7.013
	Promoting employment to increase the economic resilience of the local communities in tillabery - west niger	8.000.000,00	7.859.999,00	7.859.999,00	0
	Soutien à la création d'un escadron polyvalent de la garde nationale du niger	4.446.650,17	4.446.650,17	4.446.650,17	0
	Renforcement de la gestion et de la gouvernance des Migrations et le retour durable au niger (sustainable return From niger -sureni)	15.000.000,00	15.000.000,00	15.000.000,00	0
	Plan d'actions à impact économique rapide à agadez (paiera)	7.780.066,59	7.780.066,59	7.780.066,59	0
	Soutien à la résilience institutionnelle et communautaire dans la région de diffa	12.000.000,00	12.000.000,00	12.000.000,00	0
	Migrant resource and response mechanism	6.999.893,00	6.999.893,00	6.999.893,00	0
	Renforcement de la gestion durable des conséquences des flux migratoires	32.000.000,00	31.950.000,00	31.950.000,00	0
	Projet d'appui aux filières agricoles dans les régions de tchad et agadez	30.000.000,00	30.000.000,00	30.000.000,00	0
	Appuyer la formation et l'insertion professionnelle des jeunes filles et garçons des régions d'agadez et zinder en vue de contribuer au développement socioéconomique des deux régions	6.210.000,00	6.210.000,00	6.210.000,00	0
	Projet intégré d'appui à la résilience des populations vulnérables réfugiées, déplacées, retournées et hôtes de la région de diffa, niger	10.000.000,00	9.830.986,18	9.830.986,18	0

SAHEL ET LAC TCHAD					
Pays	Titre de l'action	Montant engagé (EUR)	Montant contracté (EUR)	Montant payé (EUR)	Montant à payer (EUR)
Niger	Creation d'emplois et d'opportunités économiques à travers une gestion durable de l'environnement dans les zones de transit et départ au niger	28.069.967,09	28.069.967,09	28.069.967,09	0
	Création d'une équipe conjointe d'investigation (eci) pour la lutte contre les réseaux criminels liés à l'immigration irrégulière, la traite des êtres humains et le trafic des migrants.	11.339.205,00	11.339.205,00	11.339.205,00	0
	Stabilisation et renforcement socio-économique des populations affectées par la migration irrégulière dans les zones de transit au niger	7.224.692,76	7.224.692,76	6.839.185,24	385.508
	Appui budgétaire à la justice, sécurité intérieure et gestion des frontières au niger	100.878.992,47	100.428.938,66	99.230.296,60	1.198.642
TOTAL NIGER		291.449.467	289.586.234	287.975.072	1.611.162
Nigeria	T05-eutf-sah-ng-09	50.000.000,00	49.845.801,00	49.632.001,09	213.800
	Strengthening migration governance in nigeria and sustainable reintegration of returning migrants	15.500.000,00	15.500.000,00	15.500.000,00	0
	Preventing violent extremism through alternative narratives (pve-tan)	2.400.000,00	2.400.000,00	2.160.000,00	240.000
	Trengthening psychosocial support, mental health, reintegration and protection services for children in borno, including children associated with boko haram.	4.500.000,00	4.500.000,00	4.500.000,00	0
	Eu support to response, recovery and resilience in borno state	19.179.725,55	19.179.725,55	19.179.725,55	0
	Linking relief, rehabilitation and development and promoting the stability and safety of communities in displacement in north east nigeria	11.223.879,92	11.223.879,92	11.223.879,92	0
	Investing in the safety and integrity of nigerian girls (i-sing)	3.326.027,05	3.326.027,05	3.326.027,05	0
	Enhancing state and community level conflict management capability in north eastern nigeria	20.756.145,34	20.756.145,34	20.756.145,34	0
TOTAL NIGERIA		126.885.778	126.731.579	126.277.779	453.800
Sénégal	T05-eutf-sah-sn-09 pasped: programme de contraste à la migration illégale à travers l'appui au secteur privé et à la création d'emplois au sénégal.	14.303.200,00	14.303.200,00	14.303.200,00	0
	Renforcement de la gestion et de la gouvernance des migrations, retour et réintégration durable au sénégal et accompagnement des investissements de la diaspora sénégalaise	27.900.000,00	27.158.290,62	27.158.290,62	0
	Projet de renforcement de la sécurité alimentaire et nutritionnelle dans la région de matam	1.015.390,66	1.015.390,66	1.015.390,66	0
	Programme d'appui au renforcement du système d'information de l'état civil et à la création d'un fichier national d'identité biométrique.	27.793.837,24	27.668.837,24	25.953.837,24	1.715.000
	Projet d'appui à la réduction de l'emigration rurale et à la réintégration dans le bassin arachidier par le développement d'une économie rurale sur base des périmètres irrigués.	18.000.000,00	17.924.868,54	17.924.868,54	0
	Amélioration de la réponse des communautés les plus vulnérables face aux crises nutritionnelles et alimentaires dans les départements de podor, ranérou, matam et kanel.	8.000.000,00	8.000.000,00	8.000.000,00	0
	Normalisation des conditions de vie des populations directement affectées par le conflit en casamance	4.500.000,00	4.500.000,00	4.500.000,00	0

SAHEL ET LAC TCHAD					
Pays	Titre de l'action	Montant engagé (EUR)	Montant contracté (EUR)	Montant payé (EUR)	Montant à payer (EUR)
Sénégal	Pacersen: projet d appui a la reduction de la migration a travers la creation d'emploi ruraux au senegal, par la mise en place de fermes agricoles villageoises et individuelles (fermes natangees) dans des regions a haute potentialite	18.732.871,00	18.732.871,00	18.732.871,00	0
	Développer l'emploi au sénégal: renforcement de la compétitivité des entreprises et de l'employabilité dans les zones de départ	39.410.661,41	39.410.661,41	39.410.661,41	0
	Partenariat opérationnel conjoint (poc) de lutte contre l'immigration irrégulière et le trafic de migrants au sénégal	9.000.000,00	9.000.000,00	8.548.887,26	451.113
TOTAL SÉNÉGAL		168.655.960	167.714.119	165.548.007	2.166.113
Tchad	Securite et gestion des frontieres (secgef)	8.250.000	8.250.000	8.250.000	0
	Appui à la formation et à la sécurité publique au tchad	10.000.000	9.998.678	9.998.678	0
	Appui au déminage, à la protection sociale et au développement des personnes vulnérables	22.835.662	22.835.662	22.835.662	0
	Programme de developpement inclusif dans les zones d'accueil (diza)	14.830.290	14.830.290	14.778.203	52.087
	Resilience et emploi au lac tchad (reste)	25.788.956	25.788.956	25.788.956	0
	Projet de renforcement de la résilience et de la cohabitation pacifique au tchad (prcpt)	22.250.000	22.250.000	22.250.000	0
	Soutien a l insertion socio-professionnelle des jeunes tchadiens en situation de vulnérabilité	10.300.000	10.300.000	10.300.000	0
TOTAL TCHAD		114.254.908	114.253.586	114.201.500	52.087
Régional	Crialces - reponse a la crise alimentaire au centre sahel: support nutritionnel et relevement	20.000.000,00	19.900.000,00	19.900.000,00	0
	Radio jeunesse sahel - appui europeen à la phase de demarrage de la radio	2.050.000,00	2.017.575,00	1.834.367,00	183.208
	Contribution au financement du secrétariat de la coalition pour le sahel (scs)	510.000,00	495.769,00	495.769,00	0
	Création d'emplois équitables et développement durable de microentreprises à travers la gestion responsable et éthique de chaînes de valeur spécifiques liées aux secteurs de la mode, du « lifestyle » et de l'aménagement d'intérieur	10.000.000,00	10.000.000,00	10.000.000,00	0
	Strengthening the management and governance of migration and the sustainable reintegration of returning migrants in ivory coast, ghana, guinea and guinea bissau	13.930.000,00	13.927.598,18	13.927.598,18	0
	Resilac: redressement économique et social inclusif du lac tchad	31.100.000,00	31.100.000,00	31.100.000,00	0
	Renforcement de la résilience des populations déplacées par l'instabilité au nord-mali et soutien à la coexistence pacifique entre communautés	20.000.000,00	19.999.999,52	19.999.999,52	0
	La voix des jeunes du sahel	2.172.174,45	2.172.174,45	2.172.174,45	0
	Appui à la coopération régionale des pays du g5 et au collège sahelien de sécurité	7.200.000,00	7.176.969,83	7.176.969,83	0
	Support to the strengthening of police information systems in the broader west africa region (wapis)	8.000.000,00	7.914.456,00	6.838.624,67	1.075.831
	Ipdev2 : soutenir les entrepreneurs et les très petites et moyennes entreprises (tpme) en afrique de l'ouest	15.800.000,00	15.500.000,00	14.949.999,98	550.000
	Appui à la lutte contre la traite des personnes dans les pays du golfe de guinée	17.400.000,00	17.400.000,00	17.400.000,00	0
	Appui à la protection des migrants les plus vulnérables en afrique de l'ouest	20.000.000,00	19.651.101,68	19.646.175,32	4.926

SAHEL ET LAC TCHAD					
Pays	Titre de l'action	Montant engagé (EUR)	Montant contracté (EUR)	Montant payé (EUR)	Montant à payer (EUR)
Régional	Protection and sustainable solutions for migrants and refugees along the central mediterranean route	125.000.000,00	125.000.000,00	125.000.000,00	0
	Modernizing and strengthening secure identity chains and documental security (gestdoc)	5.000.000,00	5.000.000,00	4.978.704,36	21.296
	Archipelago: an african-european tvet initiative	15.000.000,00	13.747.191,20	13.747.191,20	0
	Monitoring and learning system for the eutf sahel and lake chad	4.995.000,00	4.995.000,00	4.157.331,12	837.669
	Gar-si sahel (groupes d'action rapides-surveillance et intervention au sahel)	74.175.338,00	72.968.647,94	71.013.709,80	1.954.938
	La voix des jeunes du sahel - dialogue entre jeunes et institutions au sahel (phase ii)	5.000.000,00	5.000.000,00	5.000.000,00	0
	Programme d'urgence pour la stabilisation des espaces frontaliers du g5 sahel	147.479.592,41	145.101.500,00	134.603.001,84	10.498.498
	Contribution au financement de l'unité de coordination de l'alliance sahel (uca)	2.400.000,00	2.400.000,00	2.399.978,00	22
	Eu support to the united nations development programme (undp) 'regional stabilisation facility for lake chad' (rsf)	5.000.000,00	4.886.196,82	4.886.196,82	0
	Appui aux forces de sécurité des pays membres du g5 sahel pour la lutte contre l'impunité et le renforcement de leurs liens avec les populations	22.400.000,00	22.340.040,00	21.068.996,09	1.271.044
	Programme d'appui au g5 pour la sécurité au sahel (pags) phase ii	10.000.000,00	8.301.326,96	8.301.326,96	0
TOTAL RÉGIONAL		584.612.105	576.995.547	560.598.114	16.397.432
Multifenêtre	Research and evidence facility for the sahel and lake chad region and the north of africa (slc window)	14.650.000	14.584.468	13.781.393	803.075
	Technical cooperation facility (slc window + 60 % reg)	11.518.324	7.934.731	7.410.427	524.303
	Protection and sustainable solutions for migrants and refugees along the central mediterranean route (slc window)	88.975.000	88.975.000	88.975.000	0
	Erasmus national agencies - west africa trust fund - h4	10.000.000	10.000.000	10.000.000	0
	Erasmus national agencies - west africa trust fund - h4	5.913.710	5.878.710	5.878.710	0
TOTAL MULTIFENÊTRE		131.057.034	127.372.909	126.045.531	1.327.378
TOTAL		2.203.939.520	2.186.398.128	2.141.647.637	44.750.490
	Decommitted funds used for administrative activites (e.G monitoring, evaluation, audit)	49.485,00	49.485,00	19.794,00	29.691,00
TOTAL GÉNÉRAL SAHEL ET LAC TCHAD		2.203.989.005	2.186.447.613	2.141.667.431	44.780.181

*Ces chiffres comprennent les montants qui ont été dégagés ainsi que les fonds récupérés. Certains d'entre eux ont été "réengagés", contractés et payés. Un recouvrement couvre les fonds qui ont été contractés et payés à un contractant et qui sont reversés à l'autorité contractante, c'est-à-dire la Commission européenne.

**Un contrat (255 925 euros) et des paiements (185 143,75 euros) supplémentaires ont été effectués pour l'audit financier annuel du Fonds fiduciaire de l'UE pour l'Afrique. Ces contrats et paiements ne figurent pas dans la présente Annexe I.

CORNE DE L'AFRIQUE					
Pays	Titre de l'action	Montant engagé (EUR)	Montant contracté (EUR)	Montant payé (EUR)	Montant à payer (EUR)
Djibouti	Professionaliser Les Jeunes Et Les Professionnels Du Secteur Dans La Filiere Transport-Logistique-Portuaire	10.000.000	10.000.000	10.000.000	-
	Solutions perennes pour les populations hotes, les refugies et les migrants les plus vulnerables (CRRF)	20.403.634	20.233.422	20.233.422	-
	Autonomisation et épanouissement des réfugiés via l'éducation, l'accès aux services de protection sociale et les opportunités économiques	7.890.000	7.755.381	5.485.000	2.270.381
TOTAL DJIBOUTI		38.293.634	37.988.803	35.718.422	2.270.381
Érythrée	Reconnecting Eritrea and Ethiopia through rehabilitation of the main arterial roads in Eritrea – Phase 2	15.000.000	15.000.000	15.000.000	0
	Strengthening Eritrea's National Statistics and Macro-economic Statistics Systems (SENSS)	1.017.284	1.017.284	1.017.284	0
	Provision of international air services for humanitarian and development actors in Eritrea	450.000	450.000	450.000	0
	Reconnecting Eritrea and Ethiopia through rehabilitation of the main arterial roads in Eritrea	19.179.950	19.179.950	19.179.950	0
TOTAL ÉRYTHRÉE		35.647.234	35.647.234	35.647.234	0
Ethiopie	Stemming irregular migration in northern & central Ethiopia - SINCE	19.877.044	19.877.044	19.877.044	0
	Building resilience to impacts of El Niño through integrated complementary actions to the EU resilience building programme in Ethiopia (RESET plus)	27.330.349	26.581.113	25.712.318	868.794
	Stimulating economic opportunities and job creation for refugees and host communities in Ethiopia in support of the Comprehensive Refugee Response	14.750.000	14.614.661	13.614.661	1.000.000
	Shire alliance: energy access for host communities and refugees	3.050.000	3.050.000	2.867.097	182.903
	Leather initiative for sustainable employment creation (LISEC)	13.750.000	13.502.500	11.398.087	2.104.412
	Regional Development and Protection Programme in Ethiopia (RDPP)	28.696.259	28.696.259	28.696.259	0
	Sustainable reintegration support to Ethiopian returnees from Europe	15.150.000	15.000.000	13.500.000	1.500.000
	Resilience building and creation of economic opportunities in Ethiopia (RESET II)	45.580.236	45.580.236	45.580.236	0
	Ethiopia job compact sector reform and performance contract	30.000.000	30.000.000	30.000.000	0
	Decentralisation of Disaster Risk Management in Ethiopia	33.500.000	33.228.995	29.749.695	3.479.300
	Stability and socio-economic development for vulnerable and marginalised communities in the Tigray region of Ethiopia	6.000.000	5.890.000	1.813.376	4.076.624
	Promoting stability and strengthening basic service delivery for host communities and displaced population in Gambella Regional State (GRS) of Ethiopia	13.000.000	12.840.000	10.660.237	2.179.763
TOTAL ETHIOPIE		250.683.888	248.860.808	233.469.011	15.391.797
Kenya	Kenya-EU partnership for the implementation of the Kenya CVE strategy	4.927.553	4.927.553	4.927.553	0
	Regional Development and Protection Programme in Kenya: Support to the Kalobeyei development programme	14.777.689	14.777.689	14.777.689	0

CORNE DE L'AFRIQUE					
Pays	Titre de l'action	Montant engagé (EUR)	Montant contracté (EUR)	Montant payé (EUR)	Montant à payer (EUR)
Kenya	Piloting private sector solutions for refugees and host communities in North-West Kenya	5.000.000	4.850.000	4.850.000	0
	Conflict prevention, peace and economic opportunities for the youth	14.398.043	14.398.043	14.398.043	0
	Enhancing self-reliance for refugees and host communities in Kenya	33.270.000	33.088.092	30.079.333	3.008.759
TOTAL KENYA		72.373.286	72.041.378	69.032.619	3.008.759
Somalie	RESTORE - Building resilience in northern Somalia	13.000.000	12.476.328	12.124.989	351.339
	RESTORE 2 - Building resilience	10.000.000	9.828.879	9.622.473	206.406
	Enhancing security and the rule of law in Somalia	45.000.000	44.507.874	40.839.597	3.668.277
	Promoting a culture of tolerance and dialogue in Somalia	5.000.000	5.000.000	4.446.634	553.366
	Somalia operational support (air transport) services	8.073.542	8.012.435	7.863.719	148.717
	Somalia state and resilience building contract	107.400.000	106.359.964	106.359.964	0
	Inclusive Local Economic Development - ILED	98.200.000	97.815.884	94.418.307	3.397.577
	Enhancing Somalia's responsiveness to the management and reintegration of mixed migration flows (RE-INTEG)	55.000.000	54.294.455	51.743.614	2.550.841
TOTAL SOMALIE		341.673.542	338.295.819	327.419.297	10.876.522
Soudan du Sud	Impact South Sudan	31.659.701	31.659.701	31.659.701	0
	Rural Development: feeder roads to strengthen the livelihoods and resilience of rural communities	35.900.000	35.750.000	32.650.212	3.099.788
	Women Empowerment	4.951.982	4.821.982	4.264.829	557.153
	Job Creation and Trade Development for South Sudan	4.974.973	4.849.973	4.355.231	494.742
	Strengthening the livelihoods resilience of pastoral and agro-pastoral communities in South Sudan's cross-border areas with Sudan, Ethiopia, Kenya and Uganda	27.730.000	25.666.047	25.666.047	0
	Education in emergency programme in four former states in South Sudan	22.258.456	22.258.356	22.256.108	2.248
	Rural development: Strengthening smallholders resilience SORUDEV SSR	14.881.850	14.881.850	13.328.305	1.553.545
	Technical Cooperation Facility South Sudan	2.924.778	2.924.778	2.924.772	5
	Health Pooled Fund 2	20.000.000	20.000.000	20.000.000	0
	Building Sustainable Peace and Reconciliation in South Sudan	4.975.000	4.840.310	3.815.794	1.024.515
	Support to stabilisation through improved resource, economic, and financial management in South Sudan	715.429	715.429	715.429	0
	Support to health services in South Sudan	23.800.000	23.650.000	23.577.342	72.658
	Outreach – Support to students in hard to reach areas in South Sudan	14.999.996	14.899.996	13.280.157	1.619.839
TOTAL SOUDAN DU SUD		209.772.165	206.918.421	198.493.928	8.424.493
Soudan	EU OPM Sudan – Support to the Office of the Prime Minister	7.000.000	2.141.758	2.141.758	0
	EU support for a Social Protection System in Sudan	34.870.000	34.700.000	33.691.964	1.008.036
	Humanitarian-Development Nexus: Strengthening preparedness and response of the health system addressing the COVID-19 Pandemic in Sudan	20.200.000	20.050.000	18.125.360	1.924.640

CORNE DE L'AFRIQUE					
Pays	Titre de l'action	Montant engagé (EUR)	Montant contracté (EUR)	Montant payé (EUR)	Montant à payer (EUR)
Soudan	EU support for the Family Support Programme and for the consolidation of social protection in Sudan	65.000.000	65.000.000	65.000.000	0
	Sudan - Support to the Economic transition	31.970.000	19.850.000	3.834.210	16.015.790
	Support to sustainable peace, rule of law and human rights during Sudan's democratic transition towards transparent, inclusive and credible elections	10.000.000	9.900.000	7.112.513	2.787.487
	Education Quality Improvement Programme 2 (EQUIP 2)	19.874.875	19.751.940	13.557.910	6.194.030
	Sudan – Support to Economic Opportunities for Youth and Women	40.000.000	39.700.000	15.187.086	24.512.914
	Improving nutrition and reducing stunting in eastern Sudan through an integrated nutrition and food security approach	26.000.000	26.000.000	26.000.000	0
	Education Quality Improvement Programme in Sudan (EQUIP-Sudan)	21.063.243	21.027.398	20.853.905	173.493
	Livestock Epidemio-Surveillance Project to Support Livelihoods of Vulnerable Rural Smallholders and Pastoralists (LESP SLSP)	8.820.000	8.750.000	6.403.812	2.346.188
	Mitigate the effect of El Niño for the host and IDP population in Red Sea, White Nile and North Darfur, Sudan	7.572.549	7.572.549	7.572.549	0
	Wadi el Ku integrated catchment management project (phase 2)	10.000.000	10.000.000	9.736.920	263.080
	Technical Cooperation Facility for Sudan 2018-2020	4.800.000	4.072.780	3.949.598	123.182
	PROTECT - Protection of persons of concern and vulnerable migrants	3.820.000	3.800.000	2.232.450	1.567.550
	Integrated measures to promote rural-urban value addition and employment (IMPROVE-EU) -East Sudan	8.000.000	8.000.000	7.047.437	952.563
	Fostering smallholder capacities and access to markets in food insecure areas in Darfur	8.000.000	8.000.000	8.000.000	0
	Regional Development and Protection Programme in Sudan: Enhancing alternatives to first and secondary movement from Sudan (RDPP)	15.000.000	14.897.403	12.531.494	2.365.909
	Humanitarian Development Nexus: Simple, Spatial, Survey Method (S3M) for Sudan	1.000.000	1.000.000	1.000.000	0
	Youth, Employment, Skills (YES)	15.000.000	14.955.000	10.208.326	4.746.674
	Provision of air services to allow access for humanitarian and development actors in Sudan	1.460.000	1.460.000	1.460.000	0
	Strengthening resilience for refugees, IDPs, and host communities in Eastern Sudan	11.960.000	11.845.810	11.845.810	0
	Strengthening resilience for IDPs, returnees, and host communities in West Darfur	6.998.988	6.961.284	6.961.284	0
	Greater stability in eastern Sudan through better and more informed decision-making in food security	6.000.000	6.000.000	5.158.889	841.111
	Humanitarian Development Nexus: Building Resilient Communities in West Kordofan (BRICK)	10.000.000	9.990.671	6.423.960	3.566.711
	EU support for the Family Support Programme and for the consolidation of social protection in Sudan	15.000.000	15.000.000	15.000.000	0
	Integrating refugee children into the Sudanese Education System	25.000.000	24.850.000	8.048.383	16.801.617
	HDN: Strengthening a Decentralized Health System for protracted displaced populations in North and South Darfur (HealthPro)	15.000.000	14.871.475	12.659.407	2.212.068
TOTAL SUDAN		449.409.655	430.148.067	341.745.024	88.403.043

CORNE DE L'AFRIQUE					
Pays	Titre de l'action	Montant engagé (EUR)	Montant contracté (EUR)	Montant payé (EUR)	Montant à payer (EUR)
Ouganda	Regional Development and Protection Programme: support programme to the refugees settlements and host communities in northern Uganda (SPRS-NU)	22.300.097	22.300.097	22.255.087	45.010
	Response to Increased Environmental Degradation and Promotion of Alternative Energy Sources in Refugee Hosting Districts	9.900.000	9.700.000	8.516.909	1.183.091
	Strengthening social cohesion and stability in slum populations	4.128.632	4.128.632	4.128.632	0
	Response to increased demand on government service and creation of economic opportunities (RISE)	19.935.074	19.912.313	19.912.313	0
	Security, Protection and Economic Empowerment in Uganda (SUPREME)	18.000.000	17.765.601	16.191.649	1.573.952
TOTAL OUGANDA		74.263.803	73.806.642	71.004.589	2.802.053
Régional	Towards free movement of persons and transhumance in the IGAD region	14.753.909	14.344.325	14.325.325	19.000
	Strengthening IGAD's ability to promote resilience in the Horn of Africa	3.961.421	3.961.421	3.961.421	0
	Delivering durable solutions to forced displacement in the IGAD region through the implementation of the global compact on refugees (GCR)	3.000.000	1.521.067	1.521.067	0
	Better Migration Management Programme (Khartoum Process)	40.000.000	40.000.000	40.000.000	0
	Better Migration Management Programme Phase II	30.000.000	30.000.000	30.000.000	0
	Self-reliance of South Sudanese refugees in DRC	3.000.000	3.000.000	3.000.000	0
	Research and Evidence Facility	6.517.306	6.517.306	6.051.605	465.701
	Facility on sustainable and dignified return and reintegration in support of the Khartoum Process	60.950.000	60.747.117	60.747.117	0
	Monitoring and Learning System for the EUTF Horn of Africa	6.900.000	6.900.000	5.914.923	985.077
	Disrupting criminal trafficking and smuggling networks	5.000.000	5.000.000	4.943.605	56.395
	CRRF: Inclusive Urban Development and Mobility	8.019.827	8.019.827	8.019.827	0
	CRRF DIRECT - Displacement responses through regional cooperation and technical exchange	13.000.000	12.613.930	12.242.306	371.624
	Collaboration in cross-border areas	66.265.000	66.067.478	65.242.988	824.490
	IGAD Promoting peace and stability in the Horn of Africa	33.000.000	32.489.783	32.329.191	160.593
	Enhancing protection, lifesaving assistance and sustainable solutions for evacuees from Libya through the Emergency Transit Mechanism in Rwanda	12.500.000	12.500.000	12.500.000	0
	Regional Operational Centre in support of Khartoum Process and AU-Horn of Africa initiative (ROCK))	4.930.785	4.930.785	4.930.785	0
TOTAL RÉGIONAL		311.798.247	308.613.038	305.730.158	2.882.880
Multifenêtre	Technical Cooperation Facility (TCF)	5.475.656	4.626.677	3.775.253	851.424
	Protection and sustainable solutions for migrants and refugees along the Central Mediterranean route	25.000.000	25.000.000	25.000.000	0
	Erasmus+ in West Africa and the Horn of Africa	3.900.100	3.900.100	3.900.100	0
	TOTAL MULTIFENÊTRE	34.375.756	33.526.777	32.675.353	851.424
TOTAL		1.818.291.208	1.785.846.986	1.650.935.635	134.911.350
	De-committed funds used for administrative activities (e.g monitoring, evaluation, audit)	70.233	70.233	34.400	35.833
TOTAL GÉNÉRAL CORNE DE L'AFRIQUE		1.818.361.440	1.785.917.218	1.650.970.035	134.947.183

*Ces chiffres comprennent les montants qui ont été dégagés ainsi que les fonds récupérés. Certains d'entre eux ont été "réengagés", contractés et payés. Un recouvrement couvre les fonds qui ont été contractés et payés à un contractant et qui sont reversés à l'autorité contractante, c'est-à-dire la Commission européenne.

**Un contrat (255 925 euros) et des paiements (185 143,75 euros) supplémentaires ont été effectués pour l'audit financier annuel du Fonds fiduciaire de l'UE pour l'Afrique. Ces contrats et paiements ne figurent pas dans la présente Annexe I.

AFRIQUE DU NORD					
Country	Action title	Amount committed (EUR)	Amount contracted (EUR)	Amount paid (EUR)	Amount to be paid (EUR)
Libye	Strengthening protection and resilience of displaced populations in Libya	6.900.000	6.814.794	6.814.794	-
	Managing mixed migration flows in Libya through expanding protection space and supporting local socio-economic development	90.000.000	88.887.075	88.887.075	-
	Supporting protection and humanitarian repatriation and reintegration of vulnerable migrants in Libya	19.800.000	19.792.993	19.792.993	-
	Support to integrated border and migration management in Libya - Phase 1	42.223.927	42.223.927	38.360.637	3.863.290
	Recovery, Stability and socio-economic development in Libya	50.000.000	50.000.000	50.000.000	-
	TOP UP: Integrated approach to protection and emergency assistance to vulnerable and stranded migrants in Libya	29.000.000	29.000.000	29.000.000	-
	Support to integrated border and migration management in Libya - Phase 2	16.800.000	16.800.000	15.632.089	1.167.911
	TOP UP: Managing mixed migration flows: Enhancing protection and assistance for those in need in Libya	23.000.000	22.991.483	22.991.483	-
	TOP UP: Strengthening Local Capacities for Resilience and Recovery	18.000.000	18.000.000	18.000.000	-
	Managing mixed migration flows in Libya: Local governance and socio-economic development pillar	17.000.000	17.000.000	17.000.000	-
	Managing mixed migration flows in Libya: Protection, health assistance, resilience and community engagement	30.200.000	30.200.000	30.200.000	-
	Protecting most vulnerable populations from the COVID 19 pandemic in Libya	23.100.000	23.097.208	23.071.485	25.723
	Recovery, Stability and Socio-Economic Development in Libya – Phase 2 (RSSD 2)	26.120.000	26.120.000	26.119.999	1
TOTAL LIBYE		392.143.927	390.927.480	385.870.554	5.056.926
Maroc	Vivre ensemble sans discrimination: une approche basée sur les Droits de l'Homme et la dimension de genre	5.500.000	5.500.000	4.823.162	676.838
	Empowerment juridique des personnes migrantes	4.580.000	4.580.000	4.580.000	-
	Assistance aux personnes migrantes en situation de vulnérabilité	6.459.771	6.459.771	5.994.294	465.477
	Déploiement des Politiques Migratoires au Niveau Régional	8.000.000	8.000.000	6.551.455	1.448.545
	Soutien à la gestion intégrée des frontières et de la migration au Maroc	44.000.000	44.000.000	44.000.000	-
	Coopération Sud-Sud en matière de migration	8.613.500	8.613.500	8.109.392	504.108
	Appui aux actions des autorités marocaines sur la gestion des flux migratoires, y inclus le renforcement de la gestion intégrée des frontières, la lutte contre les réseaux facilitant les flux migratoires irréguliers pour améliorer la protection des migrants et la sensibilisation des jeunes aux risques de la migration irrégulière	99.393.564	99.393.564	98.774.382	619.182
TOTAL MAROC		176.546.835	176.546.835	172.832.685	3.714.150
Tunisie	Favoriser la mise en œuvre de la stratégie nationale migratoire de la Tunisie	12.800.000	12.382.415	12.382.415	-
	Programme Gouvernance Stratégie Migration Tunisien (ProGreS Migration)	5.700.000	5.700.000	3.116.430	2.583.570
	Action pour la protection des personnes migrantes en situation de vulnérabilité	4.320.000	4.320.000	3.888.000	432.000
TOTAL TUNISIE		22.820.000	22.402.415	19.386.845	3.015.570
Egypte	Enhancing the response to migration challenges in Egypt (ERMCE)	60.000.000	60.000.000	54.197.011	5.802.989
TOTAL EGYPTE		60.000.000	60.000.000	54.197.011	5.802.989

AFRIQUE DU NORD					
Country	Action title	Amount committed (EUR)	Amount contracted (EUR)	Amount paid (EUR)	Amount to be paid (EUR)
Régional	Regional Development and Protection Programme in the North of Africa - Development Pillar - Phase 2	9.724.666	9.724.666	9.724.666	-
	Mediterranean CITY-TO-CITY Migration (MC2CM) - Phase II	6.660.000	6.446.030	6.446.030	-
	Technical Cooperation Facility (TCF): Formulation of programmes, Implementation of the Monitoring and Evaluation Framework, and Communication activities	4.429.142	4.386.887	4.310.298	76.589
	Dismantling the criminal networks operating in North Africa and involved in migrant smuggling and human trafficking	15.000.000	15.000.000	15.000.000	-
	Towards a Holistic Approach to Labour Migration Governance and Labour Mobility in North Africa	20.000.000	20.000.000	19.859.024	140.976
	Border Management Programme for the Maghreb region (BMP-Maghreb)	65.000.000	65.000.000	64.570.069	429.931
	Regional Development and Protection Programme in the North of Africa - Development Pillar - Phase 3	12.000.000	11.997.367	11.516.177	481.190
	Enhancing self-reliance and access to rights for refugees and asylum-seekers in North Africa	11.500.000	11.500.000	11.500.000	-
	Technical Cooperation Facility (TCF): Formulation of programmes, Implementation of the Monitoring and Evaluation Framework, Communication and Research activities	4.200.000	4.200.000	3.812.538	387.462
	MEETAfrica Mobilisation européenne pour l'entrepreneuriat en Afrique - Phase 2	5.000.000	5.000.000	5.000.000	-
	EU-IOM Joint Initiative in North Africa - Top up to Voluntary Humanitarian Return and Reintegration Assistance	24.000.000	24.000.000	24.000.000	-
	Durable solutions for Refugee Unaccompanied and Separated Children (Libya and Egypt) and Family Reunification	3.700.000	3.700.000	3.700.000	-
	Technical Cooperation Facility (TCF): Formulation of programmes, Implementation of the Monitoring and Evaluation Framework and Research activities	7.800.000	7.756.068	6.630.442	1.125.626
	Fast track emergency response to COVID-19 in NoA countries for the most vulnerable populations	10.000.000	10.000.000	10.000.000	-
	Pour une approche holistique de la gouvernance de la migration de main d'œuvre et la mobilité en Afrique du Nord – THAMM Phase II	6.000.000	6.000.000	2.029.080	3.970.920
	Facility for Migrant Protection and Reintegration in North Africa	10.000.000	10.000.000	10.000.000	-
TOTAL RÉGIONAL		215.013.808	214.711.017	208.098.322	6.612.694
Multifenêtre	Protection and sustainable solutions for migrants and refugees along the Central Mediterranean route	32.000.000	32.000.000	32.000.000	-
	Research and Evidence Facility for the Sahel and Lake Chad Region and the North of Africa	5.500.000	4.799.990	4.799.990	-
	TECHNICAL COOPERATION FACILITY plus REG re-allocation	1.000.000	842.330	756.148	86.182
TOTAL MULTIFENÊTRE		38.500.000	37.642.320	37.556.139	86.182
TOTAL		905.024.570	902.230.067	877.941.557	24.288.510
	De-committed funds used for administrative activities (e.g. monitoring, evaluation, audit)	2.645.194	2.645.194	750.000	1.895.194
TOTAL GÉNÉRAL AFRIQUE DU NORD		907.669.764	904.875.261	878.691.557	26.183.705

*Ces chiffres comprennent les montants qui ont été dégagés ainsi que les fonds récupérés. Certains d'entre eux ont été "réengagés", contractés et payés. Un recouvrement couvre les fonds qui ont été contractés et payés à un contractant et qui sont reversés à l'autorité contractante, c'est-à-dire la Commission européenne.

**Un contrat (255 925 euros) et des paiements (185 143,75 euros) supplémentaires ont été effectués pour l'audit financier annuel du Fonds fiduciaire de l'UE pour l'Afrique. Ces contrats et paiements ne figurent pas dans la présente annexe I.

Annexe II - Montants globaux des contrats signés avec les États membres de l'UE et d'autres organismes donateurs

Austria	48.020.000 €
Belgium	134.361.000 €
Croatia	50.000 €
Czech Republic	210.000 €
Denmark	10.681.140 €
France	397.016.771 €
Germany	379.855.500 €
Greece	298.000 €
Hungary	245.000 €
Ireland	110.000 €
Italy	203.514.652 €
Luxembourg	57.009.406 €
Norway	210.000 €
Portugal	5.810.000 €
Romania	660.000 €
Slovakia	1.900.000 €
Spain	206.155.338 €
Sweden	418.110 €
The Netherlands	49.335.000 €
United Kingdom	68.396.300 €
TOTAL	1.564.256.217 €

Annexe III - Montants totaux des contrats signés avec les organisations des Nations unies

IFAD	9.750.000 €
ILO	33.850.551 €
IOM	541.823.394 €
ITC	44.325.000 €
FAO	72.513.273 €
UNCDF	9.940.000 €
UNICEF	114.590.991 €
UNDP	159.952.508 €
UNEP	10.000.000 €
UNITED NATIONS HIGH COMMISSIONER FOR HUMAN RIGHTS	9.630.000 €
UNHCR	235.701.360 €
UN-HABITAT	9.453.392 €
UNIDO	11.193.200 €
UN Geneva	4.950.000 €
UNOPS	77.760.000 €
UNODC	15.105.930 €
Other UN Organizations	29.500.000 €
UNFPA	11.000.000 €
WFP	118.802.017 €
WHO	37.450.000 €
TOTAL	1.557.291.615 €



Office des publications
de l'Union européenne



Catalog number: MN-01-25-001-FR-N

ISBN: 978-92-68-23811-0

doi: 10.2841/6727277

ISSN: 2599-6193